

MAI 1970

**LES
ENSEIGNEMENTS**

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire. »

« Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

LÉON TROTSKY.

**DE
NOTRE**

HISTOIRE

Supplément à la « LA VÉRITÉ » N° 548

***Les enseignements
de notre histoire***

« La IV^e Internationale est déjà surgie de grands événements : les plus grandes défaites du prolétariat dans l'Histoire. La cause de ces défaites, c'est la dégénérescence et la trahison de la vieille direction. La lutte des classes ne tolère pas d'interruption. La III^e Internationale, après la deuxième, est morte pour la révolution. Vive la IV^e Internationale ! »

(« Programme de Transition ».)

AVERTISSEMENT

Il ne saurait être évidemment question, dans les limites de cette brochure, d'écrire l'histoire de l'organisation et de la lutte des trotskystes en France, l'histoire de notre organisation.

Ce n'est pas là l'objet de ce travail qui vise simplement à permettre de ressaisir les enseignements les plus importants de cette histoire, ceux qui contribuent à rendre plus claire l'estimation des tâches qui sont devant nous. Il aura atteint son objectif si la discussion qu'il suscitera arme réellement les camarades dans le combat pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale, c'est-à-dire pour lier concrètement, dans le combat de tous les jours, les tâches de l'intervention dans la lutte des classes, sous ses multiples formes, et les obligations stratégiques d'ensemble ; celles qu'impliquent la crise combinée de l'impérialisme et du stalinisme et, en relation directe avec la progression de l'avant-garde, l'issue qui mûrit, celle de la révolution prolétarienne, désormais imminente.

L'imminence de la révolution prolétarienne est la réalité qui marque, dans tous ses aspects, la nouvelle période de l'Histoire où nous sommes entrés avec la grève générale fran-

çaise de mai-juin 1968 et la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie.

Les tâches de construction du parti révolutionnaire dans chaque pays sont indissolublement liées à celles de la reconstruction de l'Internationale : dans chaque pays, la construction du parti révolutionnaire est à la fois une composante et une expression de la lutte pour forger l'instrument indispensable à l'émancipation du prolétariat mondial, l'Internationale. En ce sens l'histoire de l'organisation trotskyste en France est celle de la section française de la IV^e Internationale, et, partant, une contribution à l'histoire de la IV^e Internationale.

Des actes politiques et des individualités qui en ont assumé la responsabilité seront ici sévèrement jugés. Mais si vives que soient nos critiques, il reste que la vie de notre tendance, extraordinairement riche et diversifiée, constitue un objet de fierté pour nous. Ceux qui ont répondu à l'appel de Léon Trotsky (indépendamment de ce qui leur est arrivé par la suite en tant qu'individus) ont seuls pavé, par leurs analyses, par leur combat, la route de la révolution prolétarienne. Constaté et démontré ce fait ne signifie nullement cacher les responsabilités individuelles et les défaillances, mais permet d'analyser, de comprendre, la prodigieuse histoire du trotskysme, qui plonge ses racines dans le bolchevisme et la révolution russe, et d'en dégager les leçons.

Ce n'est qu'au sein de la IV^e Internationale, puis dans la lutte menée contre sa liquidation et pour sa reconstruction, à partir de l'activité organisée des trokystes, qu'ont été posés les problèmes théoriques et pratiques du combat pour la révolution prolétarienne.

I

1929 - 1940

DE L'OPPOSITION DE GAUCHE
A LA IV^e INTERNATIONALE

Il n'est pas question évidemment, dans les limites de cette brochure, d'écrire l'histoire de notre organisation. Ce n'est pas là l'objet de ce travail qui vise simplement à permettre de ressaisir les enseignements les plus importants de cette histoire, ceux qui contribuent à rendre plus claire l'estimation des tâches qui sont devant nous. Il aura atteint son objectif si la discussion qu'il suscitera arme réellement les camarades dans le combat pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale, c'est-à-dire pour lier concrètement, dans le combat de tous les jours, les tâches de l'intervention dans la lutte des classes, sous ses multiples formes, et les obligations stratégiques d'ensemble ; celles qu'impliquent la crise combinée de l'impérialisme et du stalinisme et, en relation directe avec la progression de l'avant-garde, l'issue qui mûrit, celle de la Révolution prolétarienne, désormais imminente, et qui marquera la nouvelle période de l'histoire où nous sommes entrés avec la grève générale française de mai-juin 1968 et la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie.

Des actes politiques et les individualités qui en ont assumé la responsabilité seront ici sévèrement jugés. Mais si vives que soient nos critiques, il reste que la vie de notre tendance, extraordinairement riche et diversifiée, constitue un objet de fierté pour nous. Ceux qui ont répondu à l'appel de Léon Trotsky (indépendamment de ce qui leur est arrivé par la suite en tant qu'individus) ont seuls pavé, par leurs analyses, par leur combat, la route de la Révolution prolétarienne. Constaté et démontré ce fait ne signifie nullement cacher les responsabilités individuelles et les défaillances, mais permet d'analyser, de comprendre la prodigieuse histoire du trotskysme, qui plonge ses racines dans le bolchevisme et la révolution russe, et d'en dégager les leçons.

L'OPPOSITION DE GAUCHE

Il faut avoir présents à l'esprit les traits qui donnèrent à la construction d'une organisation communiste en France (S.F.I.C.) une physionomie spécifique pour bien situer les conditions où naquit dans ce pays l'opposition de gauche.

Le parti communiste n'a jamais été, en France, à proprement parler un authentique parti communiste. Les quelques années

où il tendait à le devenir (jusqu'en 1923) n'ont pas suffi à *enraciner une tradition politique de type bolchevique* dans ce pays. La majorité qui accepta les 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste au congrès de Tours (décembre 1920) était à peine moins social-démocrate que la minorité qui s'organisa autour de Léon Blum et de Paul Faure. Les parlementaires à la Cachin, les municipalistes à la Louis Sellier, les ministrables à la Ludovic-Olivier Frossard n'allèrent au P.C.F. que pour, bénéficiant du prestige de la révolution russe, conserver leur siège de député ou de maire. De 1920 à 1924, dans une âpre bataille de tendances menée par l'aile gauche soutenue par l'I.C., des efforts considérables furent accomplis pour tenter de transformer radicalement ce parti social-démocrate baptisé « *communiste* » en une authentique section de l'Internationale communiste (1). De très riches leçons peuvent être tirées de cette période et son étude est nécessaire à tout militant communiste.

Avec la pseudo-« *bolchevisation* » qui commence en 1924, le P.C.F., qui n'avait pas eu le temps de devenir effectivement un parti communiste, se transforme rapidement en un parti stalinien. Dès avril 1924, Marguerite Rosmer écrit à Humbert-Droz, représentant de l'Internationale à Paris :

« *Nous sommes mal engagés et dévorés par les fonctionnaires qui sortent de tous les côtés, qui sont pour la grande majorité incapables, dépourvus de sens politique et qui se rangent toujours du côté du plus fort pour ne pas lâcher le fromage* (2). »

C'est que la victoire de Staline et de Zinoviev en 1924, consécutive à l'échec de l'Octobre 1923 en Allemagne, est venue interrompre brutalement la transformation du P.C. français et l'infléchir dans une direction nouvelle que personne — même Trotsky — n'avait prévue : en quelques années ce parti social-démocrate de type ancien se transforme en un parti de « *type nouveau* », un parti stalinien (3).

Nous ne suivrons pas ici les détails du travail accompli par les premiers militants qui cherchèrent à combattre, en France, sur le terrain de l'opposition de gauche. Après l'exclusion de Rosmer, de Monatte (exclus par la Conférence extraordinaire du 5 décembre 1924), de Souvarine, c'est celle de l'opposition suscitée par Lorient, l'avocat Maurice Paz, le métallo Lemire et qui inspire la célèbre « *Lettre des 250* ». Les camarades se reporteront à ce que Pierre Broué a écrit sur cette période en préface à la troisième partie du livre de Trotsky, « *le Mouvement communiste en France* », sous le titre « *L'opposition de gauche* » (p. 279 à 287).

Retenons que, dès son arrivée à Prinkipo, Trotsky se fixe pour tâche de construire l'Opposition à l'échelle internationale et que, dès juillet 1929, il édite le numéro 1 du « *Bulletin de l'Opposition* ». Après les diverses défaites du mouvement ouvrier dans le monde, il ne se fait aucune illusion :

« *Nous allons vers des temps tellement difficiles que tout ami d'idées, et même tout ami d'idées POSSIBLE, doit nous être*

précieux. Ce serait commettre une erreur impardonnable que d'en rebuter un seul, et à plus forte raison tout un groupe, par une estimation imprudente, une critique partielle ou une exagération des divergences de vues », écrit-il le 31 mars 1929.

N'oublions pas que, à cette étape, la dégénérescence thermidorienne de l'U.R.S.S. n'est pas achevée, et donc que l'I.C. est toujours l'instrument de la révolution prolétarienne. L'I.C., en dépit de la clique stalinienne qui contrôlait son appareil, n'était pas encore devenue totalement un corps étranger à la lutte des masses : la preuve historique de l'impossibilité d'une régénération révolutionnaire n'avait pas été encore fournie, et Trotsky écrivait en 1929, en avant-propos à « *L'Internationale communiste après Lénine* » :

« De divers côtés, on cherche à nous attribuer le projet de créer une IV^e Internationale : c'est une idée entièrement fausse » (...) « Nous n'avons aucune raison de construire une IV^e Internationale. Nous continuons et développons la ligne de la III^e Internationale que nous avons préparée pendant la guerre et à la fondation de laquelle nous avons participé avec Lénine, après la révolution d'Octobre. Pas une minute, nous n'avons laissé échapper le fil de l'héritage idéologique. » (P.U.F., tome I, p. 9.)

C'est au fond ce que Nin et Andrade, entre 1930 et 1933, ne voulurent pas comprendre en s'en tenant à leurs « *impressions* » espagnoles, c'est-à-dire en se refusant à organiser une fraction dans le P.C. officiel, sans doute squelettique et amputé de fédérations entières qui se plaçaient en état d'« *autonomie* » politique, mais P.C. ayant « *tout de même les possibilités historiques extérieures à lui, en U.R.S.S. et tout ce qui est lié à l'U.R.S.S.* » (voir la correspondance Trotsky-Nin - Supplément à « *Etudes marxistes* » n^{os} 7-8). Trotsky ajoutait, à l'adresse de Nin qui mésestimait systématiquement les possibilités du P.C. officiel et surestimait les dissidences : « *Voilà pourquoi ne se guider empiriquement que sur le rapport actuel des forces me semble dangereux.* » Tout se passait comme si Nin, impatient, avait voulu s'orienter vers la création d'un parti indépendant avant terme, quel que soit le prix de cette indépendance (on peut en juger par le fait que longtemps apparurent surperflus à Nin un centre et un bulletin de l'Opposition en Espagne) — si bien que, lorsque l'orientation vers le parti ouvrier révolutionnaire indépendant fut à l'ordre du jour après 1933, la gauche communiste espagnole fusionna avec la fédération catalane pour créer avec elle le P.O.U.M. (Parti ouvrier d'unification marxiste), de fait sur les positions centristes du dirigeant de la fédération catalane, J. Maurin.

Pendant une période de quatre ans, l'opposition communiste essaie de redresser la ligne de l'Internationale communiste. Elle concentre ses efforts sur le parti communiste allemand (voir les « *Ecrits* », tome III, consacrés à l'Allemagne) pour ouvrir au prolétariat allemand la voie du débouché. Mais on sait que les

événements vont se précipiter. La « stratégie »-suicide que l'appareil stalinien dicte à la direction du P.C.A. va permettre la venue au pouvoir, par les voies parlementaires légales, du nazisme : la classe ouvrière et le parti communiste les plus puissants d'Europe sont balayés d'un coup comme fétus de paille.

Trotsky déclare alors : « *Le stalinisme en Allemagne a eu son 4 Août* » et, peu après s'être interrogé sur l'éventuel effet de ressaisissement que pouvait avoir l'expérience tragique de l'Allemagne sur les autres sections de l'Internationale communiste (rappelons que la direction du P.C. tchèque, pendant un temps, n'accepta pas qu'on passât allégrement l'éponge sur ce qui s'était produit en Allemagne), l'appareil du Kremlin écrasant toute critique, il comprend qu'il faut s'orienter vers la construction d'une nouvelle Internationale, la IV^e. La lutte pour cette Internationale, l'opposition de gauche la concevait sous la forme d'un regroupement, ce qui explique que l'opposition de gauche russe soit signataire, avec des organisations centristes comme le S.A.P. et les deux partis hollandais, le R.S.P. et l'O.S.P., d'un appel commun pour la construction de la IV^e Internationale. Comme le rappelle le communiqué du plénum de l'opposition internationale de gauche en septembre 1933 :

« L'opposition de gauche a pris part à la conférence sous son propre drapeau dans le but d'aider à la délimitation principale avec les réformistes et les centristes et au rapprochement des organisations révolutionnaires de même nature. »

Ainsi le travail des révolutionnaires dans ce regroupement avec des centristes de tout bord est conçu comme une lutte de principes pour hâter l'évolution de centristes en rupture avec la social-démocratie et le stalinisme. Deux points à retenir, si l'on veut se garder des schémas qui servent de support à l'antitrotskyisme d'un Deutscher : la *nécessité* d'une nouvelle Internationale, c'est une prise de conscience qui ne saurait se confondre avec la *création* d'une nouvelle Internationale. La tactique de la reconstruction suppose une confrontation et une discussion avec des partis et groupes centristes qui sont le produit d'une rupture avec le stalinisme et la social-démocratie, dont la silhouette politique n'est pas encore fixée et dont la doctrine n'est pas figée. Cela ne signifie pas *du tout* que la nouvelle Internationale puisse être un rassemblement hétérogène : « *Il est bien entendu hors de question que la nouvelle Internationale soit construite par des organisations reposant sur des fondements principiels profondément différents et même contradictoires.* » Mais la construction de la nouvelle Internationale passe par la *lutte politique ouverte* au sein d'un rassemblement où les trotskystes auront à défendre leurs positions pour clarifier celles des autres et favoriser la progression des éléments susceptibles de rallier le point de vue des partisans de la IV^e Internationale.

Il est probable que le tournant stratégique opéré au cours de l'année 1933 ne fut jamais assimilé par le plus grand nombre des trotskystes durant la période d'avant guerre et même après.

Pour eux, en fait, « staliniens » et « trotskystes » étaient « frères ennemis » ; la nature de l'appareil stalinien était véritablement incomprise. Cette erreur, nous le verrons par la suite, fut le facteur le plus important des crises que nous avons vécues dans l'organisation.

L'ENTRISME DANS LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Le noyau français de l'organisation internationale trotskyste s'était tout d'abord rassemblé autour de « *la Vérité* » qui paraît pour la première fois le 15 août 1929. En avril 1930, la fraction constituant l'opposition de gauche en France s'était organisée sous le nom de LIGUE COMMUNISTE. Signalons, sans pouvoir nous étendre, les problèmes soulevés par la création et surtout le rôle politique de l'OPPOSITION UNITAIRE dont la Ligue communiste était partie prenante. Versant pour les uns dans les illusions trade-unionistes, pour les autres dans les opérations de redressement quelque peu ultimatisées, les militants de la Ligue n'ont pas tiré de cette expérience politiquement justifiée les fruits que la Ligue pouvait en escompter. De nouveau réduits en nombre, ayant perdu les plus chevronnés d'entre eux, les militants de la Ligue doivent bientôt faire face à la violence que, dès 1932 (meeting de la salle Bullier), les bureaucrates emploient désormais contre eux.

C'est ce noyau que les événements de 1933 en Allemagne et ceux qui vont survenir en France dès le début de l'année 1934 vont voir confronté avec le tournant stratégique vers la IV^e Internationale et les implications tactiques qu'il s'agit de préciser. La petite phalange des bolcheviks-léninistes en 1933-1934 est, certes, faible par le nombre, mais elle l'est encore plus politiquement. Aucune expérience véritable du travail de masses, aucune véritable assimilation du marxisme : les causes sont à rechercher dans l'extrême jeunesse des militants et dans l'histoire du P.C.F. dont nous avons souligné qu'il n'avait jamais fait véritablement connaître aux travailleurs français la pensée, les méthodes, les formes d'organisation du bolchevisme.

En 1934, après les 6 et 12 février 1934, une période de radicalisation commence, principalement à l'échelle française. *Cette période est une étape décisive pour le mouvement ouvrier français qui opère sa mutation.* Jusque-là, la classe ouvrière française conservait nombre de traits spécifiques des années d'avant 1914 (dispersion dans de petits ateliers, traditions individualistes ou « aristocratiques » prédominantes) : c'est ainsi par exemple que le développement industriel dans la région parisienne entraînant les grosses concentrations ouvrières date des années 1920-1930 : Renault, Citroën, Chausson, les entreprises d'électricité, etc.

La grève générale de 1920 avait, certes, été le signe que le prolétariat français participait à la crise révolutionnaire mondiale. Mais le poids de la bureaucratie réformiste, l'immaturité de la minorité avaient rejeté pour toute une période l'éventualité d'une reprise de la lutte de classes à un niveau supérieur. Ce n'est qu'en 1934 que le prolétariat français peut rejoindre véritablement le mouvement de la classe ouvrière à l'échelle internationale, que sa lutte va véritablement s'intégrer dans la crise révolutionnaire mondiale ouverte par la révolution d'octobre 1917.

Cette montée de la classe ouvrière française intervient alors que le P.C.F. est désormais totalement inféodé à l'appareil international du stalinisme. Le noyau dirigeant du P.C.F. (Thorez, Duclos, Frachon, Monmousseau, Raymond Guyot, Fajon, Hénaff, etc.) s'est sélectionné dans la lutte antitrotskyiste de 1925 au début des années 30. Cet appareil stalinien du P.C.F. a été sélectionné par Staline. Les zigzags successifs qui lui ont été imprimés ont fait passer ses effectifs de 120.000, après Tours, à 35.000 en 1929 ; en 1932 et 1933, ils tournent autour de 25.000 : ce chiffre ne doublera qu'à partir de la mi-1934. La dernière période, dite « *troisième période* », qui a décrété l'offensive partout et à tout moment, a laissé le P.C.F. exsangue et a repoussé nombre de travailleurs vers la S.F.I.O. qui, de Tours à 1934, a opéré, quant aux effectifs, un mouvement inverse de celui du P.C.F. : de 50.000 adhérents après Tours à 130.000 environ en 1932.

Mais ce n'est qu'un signe parmi d'autres de cette réalité décelée par Trotsky au lendemain de la victoire nazie en Allemagne :

« La politique fatale de l'Internationale communiste, soutenue par l'autorité de l'Etat ouvrier, n'a pas seulement compromis les méthodes révolutionnaires : elle a donné à la social-démocratie, souillée de crimes et de trahisons, la possibilité de lever de nouveau au-dessus de la classe ouvrière le drapeau de la démocratie comme drapeau du salut. »

Et il précisait un peu plus loin :

« Il ne peut évidemment être question d'une régénération sérieuse et durable du réformisme. Il s'agit, à proprement parler, non du réformisme au sens large du mot, mais des inspirations instinctives des ouvriers à défendre leurs organisations et leurs "droits". »

C'est dans cette perspective d'ensemble et sur le fond d'une nouvelle montée des masses sur l'arène européenne et nord-américaine, dont la première vague gonflait rapidement à ce moment-là, surtout en France et en Espagne, qu'il faut comprendre la politique de l'*entrisme* dans la social-démocratie. Dans la première étape qui s'ouvre et qui annonce en quelque sorte l'irruption de la classe ouvrière tout entière sur l'arène de la lutte des classes, il faut opérer d'urgence la jonction avec les premiers contingents de travailleurs radicalisés qui, exprimant la poussée de toute la classe, entrent dans les rangs des partis ouvriers.

Opérer cette jonction, c'est s'assurer d'une implantation sérieuse dans les masses, car la première étape de leur radicalisation, celle qui précède la première phase de la révolution prolétarienne (et celle-ci pour une large part également), passe nécessairement par les grandes organisations traditionnelles.

Telle était la perspective d'ensemble combinée avec la relative et précaire relance de la social-démocratie, accueillant nombre de travailleurs à la recherche d'un cadre politique d'organisation et repoussés par les méthodes du stalinisme. Ce fait, pour les raisons exposées plus haut, fut particulièrement notable en France puisque, dès février 1934, le Front unique put s'opérer entre la Ligue communiste et la fédération de la Seine de la S.F.I.O. qui était dirigée par la gauche de ce parti (4).

En outre, l'accord socialiste-communiste (pacte conclu en juillet 1934) répondait à une double nécessité pour les deux appareils : céder du terrain aux très fortes aspirations des travailleurs à l'unité, au Front unique, et se placer à la tête de ce Front pour mieux le dévoyer et le dénaturer quand le problème du pouvoir, celui de l'affrontement avec l'Etat bourgeois, se poserait. Il fallait que les militants révolutionnaires qui avaient été les initiateurs du Front unique pussent en être partie prenante pour pouvoir en faire lever la pâte révolutionnaire.

Trotsky écrivait : « *Ce Front unique, nous devons être dedans pour le féconder, sinon en quelques mois il sera dévoyé.* »

Enfin il convient aussi de noter que le réformisme de la S.F.I.O. avait été obligé de se « *gauchir* », que la S.F.I.O. avait chassé de ses rangs les « *néos* » qui avaient délibérément renié toute référence (même formelle) au marxisme et à la lutte des classes. Cette amputation opérée sur la droite du parti avait une importance non négligeable et s'était accompagnée de la naissance de courants de gauche à l'intérieur de la S.F.I.O. Une sorte de double mouvement s'effectuait : « *La tendance du centrisme à supplanter le réformisme... la tendance du centrisme à la radicalisation* » (Trotsky).

L'opportunité d'un travail de fraction à la S.F.I.O. se trouvait en quelque sorte fortifiée, cette fois-ci « *techniquement* » si l'on peut dire, par les possibilités qu'offrait le régime intérieur de la S.F.I.O. à l'époque, régime qui n'était d'ailleurs pas une donnée « *en soi* », mais qui découlait dans une large mesure de la position occupée, sur l'échiquier politique de la classe ouvrière française, par la S.F.I.O. des années 1934-1935. Tout travail à l'intérieur du parti stalinien, ou, pour mieux dire — les tâches oppositionnelles étant désormais résolues —, tout travail de *fraction* à l'intérieur du P.C.F., était absolument hors de question pour une organisation aussi faible et aussi inexpérimentée que l'était la Ligue communiste en France : la plupart des militants trotskystes avaient été exclus du P.C.F. et la moindre manifestation, si timide fût-elle,

qui pouvait être interprétée comme une tendance au trotskysme entraînait l'exclusion immédiate des rangs du P.C.F.

Dans ces conditions les arguments techniques corroboraient les arguments de fond, les arguments politiques, pour une entrée dans la S.F.I.O., comme, un peu plus tard, cela se produisit aussi avec succès dans le parti socialiste américain dirigé par Norman Thomas et comme cela eut lieu avec des fortunes diverses dans d'autres pays (Grande-Bretagne, Belgique, etc.).

L'entrisme ne comportait aucune concession de principe. Les trotskystes entraient à la S.F.I.O., dont la composition sociale en 1934 était largement ouvrière, non pour redresser l'appareil, mais pour renforcer le courant révolutionnaire, lui offrir un pôle de regroupement en vue de rassembler des forces plus importantes. Les trotskystes devaient, en prenant appui sur l'expérience vivante, discréditer la direction bureaucratique et combattre pour la destruction de cet obstacle à l'action révolutionnaire qui restait dressé au sein même de la classe ouvrière.

La discussion sur l'entrisme fut extrêmement difficile. Des résistances sérieuses à cette tactique révélèrent combien les trotskystes français étaient nombreux à ne pas comprendre la place de la social-démocratie dans la lutte de classes. Pierre Frank, Naville déclarèrent qu'en aucun cas ils n'entreraient dans la S.F.I.O., symbole de la social-démocratie traîtresse, du réformisme corrompu, etc., toutes choses connues depuis longtemps mais qui ne faisaient pas avancer d'un pouce la question de la tactique dans le moment considéré. En fait cette hostilité traduisait les illusions que nourrissaient ces camarades sur le caractère plus « révolutionnaire » du stalinisme par rapport à la social-démocratie, illusions qui n'avaient rien à voir avec une analyse scientifique des voies qui s'offraient à l'avant-garde pour construire le parti révolutionnaire.

Le travail de fraction dans la S.F.I.O. n'était pas conçu comme une « chose en soi » ; il avait à produire ses effets, non seulement dans la S.F.I.O. elle-même, mais aussi dans le P.C.F. Trotsky écrivait dans « *Encore une fois où va la France ?* » :

« L'aile gauche du P.S. croît. Dans le P.C. la critique est comme auparavant étouffée. Mais la croissance de l'aile révolutionnaire dans la S.F.I.O. ouvrira inévitablement une brèche dans la discipline bureaucratique meurtrière des staliniens : les révolutionnaires des deux partis se tendent l'un à l'autre la main pour travailler en commun. »

Le fait est que l'opposition de « *Que faire ?* » de Ferrat et Kagan, au sein du P.C.F., fut la seule pendant cette période à prendre des proportions notables. Et elle ne tendit pas la main aux trotskystes ! En réalité la « *capitalisation* » par les trotskystes de leur travail dans la S.F.I.O. s'effectua dans des conditions telles qu'elle ne put prétendre favoriser, même indirectement, un début de clivage clair dans les rangs du P.C.F. La vérification pratique

du pronostic de Trotsky n'eut pas lieu ; le pronostic n'en était pas pour autant incorrect. La faiblesse, l'immaturation politique des trotskystes ne permirent pas à la ligne de principes, correcte, de porter ses fruits.

En août 1934, la conférence des bolcheviks-léninistes décide l'entrée à la S.F.I.O. : les trotskystes constituent, à l'intérieur de la S.F.I.O., une tendance : le « *groupe bolchevique-léniniste* » (G.B.L.) qui publie son organe : « *la Vérité* ». Les premiers résultats sont importants : le G.B.L. contrôle les Jeunesses socialistes de la Seine, exerce une grande influence en Seine-et-Oise. Lors du vote d'orientation pour le congrès, sa motion obtient plus de 1.000 voix dans la Seine, et des chiffres appréciables en province — 157 voix par exemple à Nevers. Au congrès de Mulhouse de la S.F.I.O., deux trotskystes sont élus à la commission administrative permanente, Jean Rous, titulaire, et Pierre Frank, suppléant. A l'intérieur de la gauche « *traditionnelle* » qui s'intitule alors « *la Bataille socialiste* », dirigée par Zyromski-Pivert, un processus de différenciation s'opère, Marceau Pivert rompant sur la gauche avec Zyromski et « *la Bataille socialiste* ».

Le passage dans la S.F.I.O. a désormais fait le plein de ses possibilités. Trotsky écrit au Secrétariat international en juin 1935 : « *La justesse de la rentrée dans la S.F.I.O. est maintenant démontrée par des faits matériels. Notre section, grâce à l'entrée, est devenue, d'un groupe de propagande, un facteur révolutionnaire de premier ordre...* » (5). Mais « *le GROUPE BOLCHEVIQUE-LÉNINISTE DOIT SAVOIR FAIRE UN NOUVEAU TOURNANT, développement logique de l'étape précédente.* »

Ce nouveau tournant, c'est l'orientation vers un parti indépendant, vers la IV^e Internationale sous la forme d'un regroupement de tous les éléments révolutionnaires que le dernier virage de l'I.C. stalinienne (pacte Laval-Staline) va susciter dans tous les partis ouvriers. L'analyse générale indique qu'il faut quitter la S.F.I.O., d'autant que le tournant de la situation s'est manifesté très vite dans le comportement des leaders sociaux-démocrates : dès Mulhouse, ils vont se mettre à pourchasser implacablement les trotskystes, hier utilisables comme éléments de cristallisation au sein de la S.F.I.O., disputant le terrain au stalinisme, aujourd'hui, alors que l'union est faite sur la « *défense nationale* », devenus des obstacles à l'entente, sur le dos des masses, du parti socialiste et du parti communiste français.

C'est la période où la radicalisation des masses amorcée avec la riposte du 12 février 1934, après un temps d'arrêt marqué par le renforcement de l'offensive antiouvrière de la bourgeoisie avec les gouvernements Doumergue et Laval (décret-loi déflationniste diminuant de 10 % le traitement des fonctionnaires), reprend son essor.

En juillet, la bureaucratie social-démocrate frappe les Jeunesses socialistes de la Seine. Sont exclus les 13 dirigeants de l'Entente

des Jeunesses socialistes de la Seine qui regroupait essentiellement des J.S.R. (fraction Zeller) et des Jeunesses léninistes (politiquement dirigés par les bolcheviks-léninistes).

C'est alors que surviennent les événements prérévolutionnaires dans les ports français : le décret-loi déflationniste frappe les ouvriers des arsenaux qui réagissent à Toulon (manifestation de 8.000 travailleurs), à Brest où un long cortège se forme à travers l'arsenal, drapeau rouge en tête. Le lendemain, la répression fait à Brest un mort le matin et un autre l'après-midi : un ouvrier qui voulait hisser le drapeau rouge au mât de la préfecture maritime est tué par un lieutenant Croix-de-feu. Le 8, les ouvriers toulonnais tiennent le pavé des rues toute la journée face à la police qui fait usage de ses armes. Des mutineries se produisent sur les bateaux de guerre.

Trotsky, tirant le bilan, écrit :

« Nous devons nous dire à nous-mêmes : la période transitoire de l'adaptation au régime de la S.F.I.O. approche de sa fin naturelle. Nous devons nous orienter pratiquement vers le PARTI RÉVOLUTIONNAIRE dans le délai le plus court en ouvrant la période de l'action indépendante dans les masses. »

La stratégie était clairement définie. Correctement et fermement conduite, elle aurait dû assurer un développement du parti révolutionnaire.

LA PROCLAMATION DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE INDÉPENDANT

En dépit du renforcement des bolcheviks-léninistes à l'intérieur de la S.F.I.O., la composition sociale, avant tout au niveau de la direction, n'avait pas été sensiblement améliorée. Au contraire, le noyau dirigeant des trotskystes français était resté confiné dans la petite équipe d'intellectuels petits-bourgeois (Naville), de déclassés (Frank et Raymond Molinier). Il s'était renforcé à son image avec les intellectuels Jean Rous et David Rousset.

Le problème de la composition sociale n'est pas secondaire. Il traduit le fait que le noyau dirigeant — ni dans la compréhension véritable du marxisme (théorie et pratique) ni dans les méthodes — n'avait véritablement assimilé le bolchevisme. De ce fait, il a freiné un processus nécessaire d'homogénéisation politique de cadres issus de différents milieux au niveau de la direction, interdisant aux jeunes et aux ouvriers d'occuper la place qu'ils devaient y prendre.

Ce noyau dirigeant, déchiré par les luttes de cliques et des rivalités de personnes, empoisonnait l'atmosphère de vaines querelles de prestige. Il véhiculait directement la pression et les mœurs de la petite-bourgeoisie dans les rangs de l'organisation trotskyste : bavardages, laisser-aller à peu près érigé en système, impuissance à s'engager dans une ferme politique d'organisation. C'est pourquoi il se brisa au moment même où les résultats de l'entrisme auraient dû entraîner, et un renforcement, et une cohésion plus grande.

Nous avons vu que ce ne fut qu'après une dure lutte politique que l'entrisme fut accepté par l'organisation. La sortie allait amener la décomposition. Alors que Frank jurait, en août 1934, qu'il ne rentrerait jamais dans la social-démocratie, au moment où Trotsky, par lettres et télégrammes, entrevues et discussions, donna le signal du départ, Frank ne voulut plus quitter... la social-démocratie ! Il expliquait dans le bulletin intérieur du G.B.L. que ni les menaces proférées à Mulhouse ni l'exclusion de Lille (celle des 13 dirigeants de l'Entente des J.S.) ne modifiaient en quoi que ce soit, à ses yeux, les perspectives antérieures.

La faute politique de Frank (6), à cette date, était de même nature que la précédente commise en 1934 : Frank, en refusant d'entrer dans la social-démocratie, idéalisait le stalinisme et, de fait, ne comprenait absolument pas la place objective des organisations traditionnelles dans la lutte de classes. Fait plus important encore : l'idéalisation du stalinisme procédait de l'incompréhension, tout à la fois de la nature même de l'appareil stalinien contre-révolutionnaire et des rapports dans la lutte de classes entre l'appareil et les masses. Pierre Frank ne voulait pas sortir au moment où la radicalisation des masses passait de son stade élémentaire (après le 12 février 1934, en dépit de l'apparent renforcement de la réaction bourgeoise) au stade de l'intervention directe des ouvriers dans les entreprises et dans la rue.

Cela signifiait que le noyau dirigeant n'envisageait absolument pas la construction du parti révolutionnaire dans une intervention directe, indépendante, cohérente dans la lutte concrète des classes. Les problèmes de la révolution et de la construction du parti révolutionnaire gardaient un caractère abstrait, intellectuel ; les affirmations révolutionnaires ne représentaient pas l'appel militant et l'intervention effective dans l'action de classe. Les trotskystes prenaient figure d'« *opposants* », faisant uniquement dépendre la construction du parti révolutionnaire du seul mouvement des appareils. Ils situaient leur action (si l'on peut dire) uniquement à l'intérieur du cadre politique délimité par les organisations traditionnelles.

La question de la sortie de la S.F.I.O. ouvre une crise qui aboutira à une scission opérée par Molinier-Frank sur une position de « *clique* ». Cela ne doit pas masquer les responsabilités des autres : les trois tendances qui traversaient les G.B.L., celle de Molinier-Frank, d'une part, et celles de Naville et de Rous, d'autre

part, partageaient en fait, fondamentalement, des points de vue identiques. Les camarades se reporteront pour toute cette période au livre « *le Mouvement communiste en France* », et ils étudieront soigneusement le chapitre XI : « *Le parti : une occasion gâchée ?* » (pages 501 à 552), qui donne toutes les précisions nécessaires dans le détail desquelles il n'est pas possible d'entrer ici. La brochure de Nicolle Braun (Erwin Wolff) que Broué résume dans une série de notes et dont la préface, rédigée par Trotsky, est publiée page 542, montre que Trotsky portait une appréciation également sévère sur les trois tendances (7).

Dans les « *sommets* » du G.B.L. la confusion est totale, le piétinement politique dramatique : « *la Vérité* » ne parut que quinze jours après la décision d'exclusion prise par la direction de la S.F.I.O. à l'encontre de 13 militants adultes bolcheviks-léninistes et elle était entièrement consacrée... à la question paysanne ! En décembre 1935 donc, Molinier-Frank rompirent avec l'organisation des G.B.L. Celle-ci s'orienta avec la plupart des J.S.R. vers la constitution d'un pôle indépendant qui aboutit à la création du P.O.R. le 31 mai 1936. Les G.B.L. manifestaient ainsi leur accord, au moins formel, avec la ligne préconisée par Trotsky.

Quant à Molinier-Frank qui, naguère, voulaient torpiller « *la Vérité* » pour faire alliance avec Pivert sur la base de leur propre capitulation, ils fondèrent brusquement un journal, *la Commune*, en décembre 1935, intitulé « *organe de masse* » et lancèrent le mot d'ordre organisationnel de « *groupes d'action révolutionnaire* » (les G.A.R.) ! Incroyable mixture que ces G.A.R. ! D'une part, ils étaient conçus comme des embryons de soviets : erreur typique, qui manifestait une incompréhension de ce que sont les soviets — formes d'organisation autonomes répondant aux aspirations révolutionnaires des masses, naissant et se développant dans le processus même de la lutte des classes — et qui substituait à l'expérience révolutionnaire vivante des masses un formalisme bureaucratique rappelant la « *troisième période* ». Cette erreur infantile se doublait d'une aberration opportuniste puisque, d'autre part, les G.A.R. étaient également, pour Frank et Molinier un « *front unique* » de tendances politiques hétérogènes dont certains (le groupe « *frontiste* » de l'ancien radical Bergery) étaient ouvertement hostiles au marxisme. Les G.A.R. se fixaient pour tâche de construire le parti révolutionnaire sur la base de cinq mots d'ordre (!) :

- 1° Création de comités de travailleurs et de communes ;
- 2° Création de milices du peuple et armement des travailleurs ;
- 3° Défaitisme révolutionnaire ;
- 4° Gouvernement des ouvriers et des paysans ;
- 5° Reconstruction du parti révolutionnaire.

Le programme du parti révolutionnaire était littéralement avili, galvaudé dans une combine sans avenir. L'échec fut total. La tendance Frank-Molinier constitua, après cette banqueroute politique, en mars 1936, le Parti communiste internationaliste (P.C.I.). Quel-

ques semaines après, début juin, le P.C.I. fusionnait avec le P.O.R. né, l'avant-veille, du regroupement G.B.L.-J.S.R., pour former le Parti ouvrier internationaliste (P.O.I.), dont l'hebdomadaire, « *la Lutte ouvrière* », vit ses deux premiers numéros saisis dès leur parution, courant juin. Les luttes de cliques n'étaient pas terminées pour autant et elles ravagèrent les rangs trotskystes pendant toute cette période.

LA CONSTITUTION DE LA " GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE "

Toute la stratégie de l'entrisme visait, en renforçant le noyau « *bolchevique-léniniste* », à permettre à une couche d'ouvriers de faire leur expérience des variantes social-démocrates de droite ou de gauche.

Deux voies s'ouvraient à la radicalisation des masses s'exprimant à l'intérieur de la social-démocratie. La première conduisait les centristes dirigés par Marceau Pivert à rompre le lien qui, à travers l'appareil social-démocrate, les unissait à la bourgeoisie ; il suffit de lire « *Où va la France ?* » et les nombreux textes publiés dans « *le Mouvement communiste en France* » à ce sujet pour constater que Trotsky fit tous ses efforts pour convaincre Marceau Pivert, militant honnête, de s'engager sur cette voie-là.

Le caractère réaliste de cette perspective est clair : le G.B.L. a gagné les « *centristes* », dirigeants des Jeunesses socialistes de la Seine, dont la majorité s'est prononcée pour le parti révolutionnaire. Ce qui s'était produit pour les Jeunesses, il n'était pas du tout absurde de l'envisager pour les militants centristes de l'organisation adulte.

La seconde voie s'offrait dès lors que les dirigeants centristes refusaient de rompre avec la social-démocratie : dans ce cas, les B.L. avaient à démontrer, dans la lutte et l'expérience, la nature réelle du centrisme, gagnant à leurs idées une couche importante d'ouvriers et de jeunes, c'est-à-dire les amenant à se poser concrètement la tâche de la construction du parti révolutionnaire.

Dans cette perspective de travail il y avait un facteur « *indépendant* » et un facteur maîtrisable étroitement combinés. Car si, pour une part, il dépendait de Pivert lui-même qu'il rompît ou non avec la social-démocratie, pour une plus large part, il dépendait de l'action des trotskystes que les ouvriers qui suivaient Pivert prissent conscience de la nécessité d'abandonner les fausses solutions du centrisme.

L'absence de fermeté principielle, la décomposition politique des B.L., l'irresponsabilité petite-bourgeoise bloquèrent tout processus positif. Les ouvriers, dans leur masse, restèrent dans le parti socialiste et sous la direction de Pivert constituèrent la « *gauche révolutionnaire* » (la G.R.) à la fin de septembre 1935. La création de la G.R. va porter un coup très dur aux plans de Trotsky : elle va fournir un alibi aux dirigeants de la S.F.I.O. en accréditant l'idée que d'authentiques révolutionnaires ou qui se font passer pour tels s'y sentent encore chez eux et, d'autre part, elle va bloquer à mi-parcours, dans leur évolution possible, de nombreux militants qui ne s'étaient pas encore résolus à suivre ou même à écouter favorablement les B.L. Cette création faisait obstacle à la construction du parti révolutionnaire, elle était un écran de plus entre l'avant-garde et les masses. Toutefois cela ne signifiait pas qu'un travail ne pût pas être entrepris par les trotskystes à l'intérieur de la « *gauche révolutionnaire* », qui se serait combiné avec le travail de l'organisation indépendante, désormais nécessaire. Enfoncer ce coin au cœur du centrisme, c'était se donner toutes les chances d'une issue positive par le passage de nombreux militants, conjoncturellement ralliés à la « *gauche révolutionnaire* » moins par confiance en elle qu'en manque de conviction à l'égard des B.L., sur les positions de l'avant-garde. Or rien ne fut accompli par les trotskystes dans ce sens.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE A COMMENCÉ !

C'est donc dans ces conditions de désagrégation que les trotskystes abordent juin 1936. Sans liens véritables avec la classe, déchirés par des luttes de cliques, ils n'ont absolument aucune vue d'ensemble sur les problèmes de la lutte de classes, les rapports entre l'organisation révolutionnaire et les appareils, les rapports entre les masses et les appareils.

Les débuts de la période de radicalisation des masses ont entraîné un renforcement partiel des organisations traditionnelles ; le tournant brusque dans le rapport des forces entre les classes en faveur du prolétariat allait conduire l'avant-garde de la grève générale essentiellement vers le P.C.F. (effectifs début 1936 : 80.000, fin 1936 : 300.000) ; et, dans une mesure infiniment moindre, à la S.F.I.O. tandis que les travailleurs adhéraient en masse à la C.G.T., réunifiée au congrès de Toulouse l'année précédente.

Toutes les formations ouvrières ont été prises à l'improviste : personne, aucune organisation n'a préparé juin 1936, si l'on met à part Trotsky lui-même, dont toute l'orientation stratégique dans la construction du P.O.R. tablait sur la montée du prolétariat

français. Mais l'on a vu que les trotskystes avaient bien mal assimilé cette perspective. Aussi juin 1936 est-ce le torrent tumultueux, « *printanier* » et plein d'illusions, du mouvement spontané, utilisant l'expérience accumulée dans les dernières années essentiellement dans le domaine du Front unique des organisations et de l'unité d'action à la base, investissant d'un contenu nouveau les traditions héritées du mouvement ouvrier français et l'ardeur qu'il a toujours déployée dans le combat de classe (action autonome), assimilant les leçons d'Octobre 1917 (délégués d'usine, comités de grève) d'une façon en quelque sorte instinctive. C'est ce torrent tumultueux du mouvement spontané qui impose la grève générale à des appareils inféodés à l'ordre bourgeois.

Les jeunes cadres, révélés par la grève générale, ont renforcé principalement le P.C.F. qui devient le parti de masse que nous connaissons. Ce renforcement du P.C.F. était dans une large mesure inévitable : les jeunes cadres qui organisent leur classe en juin 1936 vont au stalinisme en croyant aller à la révolution d'octobre.

L'appareil stalinien réussira à détruire dans son écrasante majorité la génération de juin 1936, tandis qu'il intégrera des forces nouvelles au noyau sélectionné par Staline. Ainsi, le large courant qui, à la première étape de toute révolution, renforce les organisations traditionnelles, va passer sous le contrôle du Kremlin. Son premier soin sera d'organiser systématiquement la destruction politique de la jeune garde de la grève générale, jeune garde qui, hier encore, était inorganisée. Le tout coïncide et se combine avec l'extermination physique du parti bolchevique à laquelle procède Staline dans les monstrueux procès de Moscou. Ce travail contre-révolutionnaire, mené à la « *perfection* », entraînera la défaite de la révolution française et la débâcle de la révolution espagnole.

Il serait à la fois vain, faux, absurde et philistin d'expliquer après coup qu'une politique correcte aurait pu empêcher le stalinisme de remporter ses victoires contre-révolutionnaires sur le prolétariat. Mais les organisations trotskystes, qui ont été incapables de se préparer à la lutte révolutionnaire, en dépit d'une unité plus formelle que réelle, réalisée de juin à août 1936 dans les rangs du P.O.I., ne pourront offrir à une couche même limitée de l'avant-garde des perspectives positives. Et cela étant, la contre-révolution stalinienne isolera encore davantage les trotskystes ; l'isolement rendra encore plus aiguës toutes les faiblesses, plus âpres toutes les luttes de cliques, plus destructrices les déviations petites-bourgeoises inhérentes à la composition sociale.

Les organisations trotskystes s'avèrent impuissantes à poser en termes concrets l'ensemble des problèmes de la lutte de classes dans cette période, et particulièrement ceux liés à l'intervention directe des révolutionnaires dans la classe.

Durant toute cette période (1936-1938), des tentatives de mener un travail syndical s'amorcent, essentiellement dans le P.O.I. dont

le groupe Frank-Molinier se détache dès août 1936 pour fonder le P.C.I.

Des succès relatifs sont remportés, mais l'action révolutionnaire dans les syndicats, sauf partiellement dans la fédération des techniciens C.G.T., est conçue seulement comme action d'« *opposition* ». Il n'est à peu près pas question de concevoir l'utilisation du travail révolutionnaire dans les syndicats comme point d'appui à l'action autonome de classe.

Dans le P.C.I., aucune perspective de lutte syndicale n'est élaborée, mais un certain travail de base appelant à l'action autonome est engagé. En fait, le P.O.I. tend à considérer le travail à l'intérieur des syndicats comme exclusif d'un travail de caractère autonome, et inversement le P.C.I. *oppose* l'action autonome au travail à l'intérieur des syndicats : ces deux démarches recouvrent des erreurs symétriques. Le véritable travail révolutionnaire se doit de combiner les deux formes d'intervention qui se complètent : l'une (travail dans les syndicats) en vue de préparer et nourrir l'autre (action autonome), tandis qu'à son tour l'action autonome renforce et élève au-dessus des bornes trade-unionistes le travail à l'intérieur des syndicats. La combinaison de ces deux formes, menée en relation avec les étapes concrètes de la lutte de classes, vise à renforcer le potentiel d'intervention de l'avant-garde, c'est-à-dire à construire le parti révolutionnaire, dans la perspective de la lutte révolutionnaire globale (le pouvoir).

Il reste que la période 1936-1938 explique, pour une partie, l'impuissance des trotskystes. Pour une partie seulement, parce que, quelles que soient les conditions objectives, les marxistes ont, par la conscience et par l'action, le devoir de surmonter les difficultés rencontrées et d'accomplir coûte que coûte la tâche de construction du Parti.

Mais il serait radicalement faux et puéril de contester le poids des terribles conditions générales qui ont pesé sur les trotskystes. L'acharnement de Staline à couper le fil de la continuité révolutionnaire (entre la révolution d'octobre et juin 1936) par l'extermination des cadres expérimentés du parti bolchevique, la science consommée de l'appareil stalinien et les succès remportés par lui dans son œuvre de destruction politique de l'avant-garde de juin 1936 ne pouvaient pas ne pas peser sur les trotskystes, indépendamment de leur volonté, en accentuant jusqu'à la caricature leurs traits les plus négatifs.

C'est l'époque où, facteur non négligeable, la N.K.V.D. introduisait directement ses provocateurs (notamment Zborowski, dit Etienne, qui s'était infiltré au cœur de l'organisation internationale et qui organisera l'assassinat de Rudolf Klément, de Léon Sédov, d'Ignace Reiss avant de livrer plus tard à la C.I.A. les provocateurs Sobolevicius qui jouèrent, dans l'opposition de gauche allemande, le même rôle qu'Etienne en France, sous les pseudonymes de

Sénine et Roman Well). Cet état de choses contribuait également à brouiller les cartes dans une organisation faible, isolée, sans tradition d'organisation.

Mais, *facteur bien plus important encore*, c'est que le « *vrai, le profond tournant* » dans la situation objective, celui dont parle Trotsky le 6 juin 1935 dans son journal d'exil, n'est pas encore amorcé. Les défaites de la révolution prolétarienne, organisées par Staline, continueront à renforcer la position de la bureaucratie. Ces défaites sont utilisées par l'impérialisme pour préserver son pouvoir et pour organiser de plus grandes défaites encore : la deuxième guerre mondiale. Le développement de la lutte de classes et de la révolution poursuit une marche saccadée. Il faudra attendre les années 50 pour que la crise conjointe et combinée de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne commence à s'exprimer véritablement dans les faits, donnant au prolétariat international une perspective révolutionnaire globale quant aux problèmes à résoudre et aux solutions à apporter.

En 1969, après mai-juin 1968 en France et la révolution politique en Tchécoslovaquie, il n'est nul besoin d'insister ici sur cet aspect des choses. Des diverses variantes que Trotsky concevait pour la constitution du parti mondial de la révolution, s'est vérifiée celle dont les délais étaient les plus longs. Mais la bataille pour la IV^e Internationale et sa proclamation ne pouvaient attendre que le contenu, au milieu des défaites et des reculs, fût totalement donné avant que la forme du parti mondial soit solidement établie, pour la bonne raison que la forme est ici le plus puissant levier pour hisser le mouvement ouvrier international à la hauteur de ses tâches historiques.

LA FORMATION DU P.S.O.P.

Nous avons expliqué la situation qui a vu naître et se développer la « *gauche révolutionnaire* », laquelle devient très rapidement une tendance de masse dans la S.F.I.O., regroupant plusieurs milliers d'ouvriers, principalement dans la région parisienne, mais également en province.

Marceau Pivert, qui écrit fort justement en juillet 1936 : « *Tout est possible* », participe cependant au gouvernement de Front populaire, mis en place par Blum et Thorez pour préserver les bases de la société bourgeoise. Au bout de quelques mois, Marceau Pivert démissionnera mais se refusera à tirer les leçons de son expérience. Il conservera, et avec lui tous les dirigeants de la G.R., l'espoir de redresser la S.F.I.O. Les dirigeants de la G.R. pensent pouvoir utiliser le parti socialiste, complètement pourri par le réformisme, comme instrument de la révolution ! (Pivert : « *Tout est possible avec un tel parti fidèle à son objet, à sa structure et à ses principes.* »)

Daniel Guérin, dans son livre de souvenirs (« *Front populaire, révolution manquée* », Témoignage), établit correctement que Pivert n'a jamais préparé la scission d'avril 1938 qui entraînera la création du P.S.O.P. Guérin lui-même montre, sans l'expliquer d'ailleurs ouvertement, qu'il partageait les illusions de Pivert. Mais ce que Guérin ne montre pas, c'est que dès sa naissance le P.S.O.P. a déjà perdu la plus grande partie de sa base ouvrière.

Si les travailleurs désertent la S.F.I.O., ce n'est pas par hasard. En mars 1937, le ministre de l'Intérieur, le « *socialiste* » Dormoy (qui tombera lui-même assassiné durant l'occupation par la « *Cagoule* », groupement terroriste de caractère fasciste, qu'il se refusa à combattre effectivement lorsqu'il était ministre de l'Intérieur), couvre et justifie le massacre de 6 ouvriers à Clichy. Les ouvriers de la G.R., les jeunes, veulent rompre avec la S.F.I.O. : la « *Jeune Garde* », organe des J.S. de la Seine, est saisie, les militants de l'Entente de la Seine sont exclus, l'Entente est dissoute. En avril 1937, la G.R. elle-même est dissoute. Pivert s'incline et capitule devant Blum, Guérin s'incline et capitule devant Pivert.

Désormais, le processus qui verra le P.S. perdre peu à peu sa base ouvrière est déjà fort engagé : en 1938, la S.F.I.O. perd dans certaines localités ouvrières de la banlieue les deux tiers, voire les trois quarts de ses adhérents ouvriers. Ce sont des ouvriers qui votaient G.R. C'est dans ce contexte de désaffection de plus en plus accentuée des ouvriers vis-à-vis de la S.F.I.O. qu'interviendra en juin 1938 la constitution du P.S.O.P. à laquelle Pivert ne se résout qu'en dernier recours, après l'exclusion de la S.F.I.O. de ses partisans et de lui-même au congrès de Royan.

Il est évidemment impossible d'assurer après coup qu'une juste politique en 1935-1936 aurait canalisé vers le parti révolutionnaire les forces décisives qui allaient constituer la G.R. Mais le noyau dirigeant du trotskysme français fit, autant par inexpérience que par incompréhension, les erreurs les plus infantiles et les plus dommageables.

En 1935-1936, quoique les trotskystes fussent placés, essentiellement par les conditions générales, mais aussi par leurs propres errements, sur des positions de faiblesse, il était encore possible de lutter pour redresser la situation. La crise révolutionnaire, ouverte avec juin 1936, confirmait la nécessité de l'existence d'un pôle révolutionnaire indépendant. L'avant-garde ne pouvait accepter aucune limitation à son expression. Mais l'existence d'une gauche révolutionnaire rassemblant plusieurs milliers d'ouvriers révolutionnaires, contrôlée par le centrisme, exigeait un travail à l'intérieur de la G.R. habilement et fermement mené. Il eût fallu combiner à l'expression publique de l'organisation indépendante une intervention dans les rangs de la G.R. Ni le P.O.I. unifié ni les produits de son éclatement, le P.O.I. et le P.C.I., ne surent s'engager dans cette politique, adoptant des positions ultimatisées sans portée réelle.

Certes, le marxisme n'est pas reconstruction *a posteriori* de l'histoire, et il ne serait pas sérieux de prédire, après l'événement, ce qu'il aurait pu advenir. Ce n'est pas pour autant s'interdire de réfléchir sur un symptôme politique comme le suivant : en mars 1937, au moment du massacre de Clichy et lors du conseil national de la S.F.I.O. qui approuva Blum-Dormoy, alors que Pivert et Guérin capitulaient, une majorité de militants G.R. était favorable à la scission ; il aurait été possible, si les trotskystes avaient été présents en fraction dans les rangs de la G.R., de canaliser les ouvriers G.R. vers le parti révolutionnaire indépendant. Or, dans aucune des réunions internes de la G.R., à cette époque, les trotskystes ne firent entendre leur voix. Personne n'ouvrit clairement la perspective de rompre avec la social-démocratie, exprimant ainsi les aspirations profondes des ouvriers. Et cela pour la simple raison qu'il n'y avait pas de trotskystes, membres du P.O.I. ou du P.C.I., qui fussent organisés dans la G.R. !

Juin 1938, c'est la naissance du P.S.O.P., qui précipite la désagrégation du P.O.I., lequel, sur la question de l'entrée dans le P.S.O.P., se disperse en quatre ou cinq fractions luttant avec acharnement les unes contre les autres. Le P.C.I. connut également une crise sur cette question, mais, dans l'ensemble, il comprit mieux la nécessité d'entrer dans le P.S.O.P. Le fait est que « *l'heure de la décision approche* » et qu'il n'y a plus un instant à perdre.

Trotsky écrira à Pivert le 22 décembre 1938 :

« *Ce qui peut sauver la situation en France, c'est la création d'une véritable avant-garde révolutionnaire de quelques milliers d'hommes, comprenant clairement la situation, complètement affranchis de l'influence de l'opinion publique bourgeoise et petite-bourgeoise... et disposée à aller jusqu'au bout. Une telle avant-garde saura trouver le chemin des masses... Ce qui ne se brise pas ni ne s'effondre, c'est uniquement ce qui a été soudé par des IDÉES RÉVOLUTIONNAIRES CLAIRES, PRÉCISES, INTRANSIGEANTES.* »

Le travail de Trotsky est difficile : il lui faut chercher à convaincre, non seulement Pivert et les dirigeants du P.S.O.P., mais également la section française de la IV^e Internationale qu'est devenu le P.O.I. depuis la conférence internationale de fondation de la IV^e Internationale, en septembre 1938. Contraints à l'entrée individuelle, les militants du P.O.I., divisés sur le principe même, adhèrent au P.S.O.P. en ordre dispersé : d'abord une minorité derrière Rous-Craipeau, puis la plupart des militants s'y résolvent avec Naville.

De toute façon, les conditions politiques d'ensemble dans lesquelles se situe cet ultime effort pour regrouper une phalange aussi forte que possible avant le déchaînement du cataclysme impérialiste, ces conditions politiques sont les plus mauvaises qui soient : le 30 novembre 1938 a sonné le glas de la vague révolutionnaire de 1936. Et le P.S.O.P. a subi de la pire façon cette

première et décisive épreuve. Si Marceau Pivert et toute une série de dirigeants participèrent courageusement à la grève générale, il n'en fut pas de même pour d'autres tel que Michel Collinet qui se conduisit en jaune. Mais Pivert couvrit Collinet !

Dans la désagrégation du P.S.O.P., les tendances à la liquidation des organisations trotskystes se poursuivirent en dépit de quelques succès épisodiques. Par exemple l'évolution de Rous vers le centrisme et la social-démocratie s'amorce dans cette période. Le formalisme sectaire et opportuniste d'un Frank trouva sa pleine mesure. Après le 30 novembre 1938, il tira l'enseignement de la défaite par un titre couvrant toute la largeur de la première page de « *la Commune* », l'organe du P.C.I. :

« *Bâtis ton parti ! Bâtis ton soviet* »

On voit ici comment la tâche de construire le parti révolutionnaire, qui incombe à l'avant-garde, se transforme en un ultimatum à l'intention des masses. En fait, cet ultimatum envers les masses, dans la mesure où celles-ci ne peuvent réaliser la tâche qui leur est dévolue de la façon la plus fautive qui soit, conduit à les rendre responsables de l'échec. Nous aurons l'occasion de voir que cette méthode du « *raccourci* », des « *chemins de traverse* » vers le parti ouvrier révolutionnaire, combinée à l'usage des « *trucs* » et combines sans principes, conduira à d'autres faillites dans l'immédiat après-guerre.

Dans la période qui nous occupe, le déclenchement de la seconde guerre mondiale allait voir l'effondrement de la plupart des militants qui, en dehors de quelques unités, avaient constitué en France l'opposition de gauche. Naville s'effondrera immédiatement, désertant les rangs de la IV^e Internationale, lui qui avait été désigné à la conférence de la IV^e comme secrétaire européen ; il se réfugiera dans une inactivité complète pour toute la durée de la guerre. Raymond Molinier se fera désigner pour constituer avec Frank et quelques autres une direction internationale à l'étranger. Il cessera rapidement toute action. Frank, réfugié en Grande-Bretagne, y poursuit une action réelle quoique limitée par sa situation. Rous retourne à la social-démocratie.

En fait, au déclenchement de la guerre, les deux organisations sont privées de direction. Ce sont essentiellement les jeunes recrues de 1935-1939 qui vont, sans expérience ni formation véritable, devoir reconstruire l'organisation trotskyste.

LE PROGRAMME ET LA PROCLAMATION DE LA IV^e INTERNATIONALE

Le « *Programme de transition* » fut élaboré comme composante de la lutte pour la IV^e Internationale, dans les années 1935-1938, en intégrant les acquis les plus récents de l'avant-garde comme les acquis des trois Internationales précédentes. Chacun a main-

tenant entre les mains un matériel suffisant pour s'être familiarisé avec la question de la genèse du « *Programme de transition* » et celle de sa signification :

« *La signification du « Programme » c'est la signification du Parti... Mais qu'est-ce que le Parti ? En quoi consiste sa cohésion ? Cette cohésion réside dans une compréhension commune des événements, des tâches, et cette compréhension commune, c'est cela le programme du Parti* ». déclarait Trotsky dans une discussion de 1938. L'édition récente, par nos soins, du « *Programme* » restitue à la fois l'intégralité du texte et la portée militante de son titre complet : « *L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale : LA MOBILISATION DES MASSES AUTOUR DES REVENDICATIONS TRANSITOIRES COMME PRÉPARATION A LA PRISE DU POUVOIR* ». Certes, un titre, même exact, ne prémunit pas magiquement contre les déviations et les trahisons du contenu, mais il souligne combien le « *Programme* » n'est pas un « *document* », objet d'une pieuse mais stérile vénération, mais la trame théorique du Parti qui se construit pour et par une avant-garde intervenant dans la lutte des masses, afin de briser la machine de l'Etat bourgeois et lui substituer l'Etat ouvrier, l'Etat des conseils de travailleurs, la dictature du prolétariat.

Quelques lignes de l'avertissement de l'édition 1969-1970 situent la question :

« *Le mot « PROGRAMME », pour les marxistes, revêt un sens précis. C'est la définition des tâches de l'avant-garde prolétarienne, fondée sur l'analyse des tendances essentielles de notre époque, celle de l'agonie du capitalisme. Le « Programme » de la IV^e Internationale est l'expression concentrée de l'expérience accumulée par un siècle de combats de la classe ouvrière pour son émancipation, examinée à la lumière de la méthode marxiste.* »

Ainsi, lorsque nous affirmons la validité intégrale du « *Programme* » pour les tâches présentes et à venir, celles qui sont les nôtres dans ce pays et qui sont des éléments de la situation mondiale et de l'unité de la lutte des classes, nous ne le faisons pas par référence à un « *classique* » du marxisme, mais parce qu'il s'agit de la stratégie concrète de la prise du pouvoir par les masses sur la base des mots d'ordre et des formes d'organisation dirigés vers ce but à l'initiative de l'avant-garde qui se construit, exprimant la totalité du mouvement dans chacune de ses étapes et préparant consciemment sa jonction avec le processus politique d'ensemble, fusionnant avec lui pour l'ultime décision, qui est aussi l'ultime clarification programmatique, pour la classe ouvrière TOUT ENTIÈRE DRESSÉE comme classe face à la bourgeoisie : l'instauration de son hégémonie politique sur l'ensemble de la société. La période que nous vivons est celle où s'effectue le travail de maturation des conditions subjectives, de façon que, en devenant, sous la forme du parti révolutionnaire le facteur objectif primordial, elles préviennent le pourrissement des conditions données par

l'impérialisme au stade dernier de sa décadence. Sinon le pourrissement ira s'accroissant puisque la société capitaliste, impuissante par nature devant la logique interne de son propre système de production, subit comme des lois naturelles et fatales les règles aveugles du marché, entraînant l'humanité tout entière à la catastrophe.

Et comme le précise l'avertissement de notre édition :

« Certes, s'il était écrit aujourd'hui, tel ou tel détail en serait sans doute modifié, tel ou tel passage rédigé différemment. Mais l'époque où nous sommes est celle-là même pour laquelle le « Programme » a été écrit, celle-là même où les perspectives qu'il définit se réalisent sous nos yeux, celle où l'alternative : socialisme ou barbarie, révolution prolétarienne mondiale ou anéantissement thermonucléaire de l'humanité, prend les formes les plus concrètes. »

Par ailleurs, les marxistes ne sont pas armés du « Programme » comme d'un « petit livre rouge » donnant les recettes théoriques ou les recettes pratiques qui indiqueraient à chaque pas de la lutte, dans chaque cas concret que les révolutionnaires ont à affronter, le dosage exact des composants politiques grâce auxquels une réponse toute prête peut être fournie. Le « Programme » n'est ni un catéchisme ni le memento du soldat de la guerre des classes : il formule les principes stratégiques d'où découlent les mots d'ordre correspondant au mouvement de la classe ouvrière dans son affrontement avec l'Etat bourgeois à l'époque de la transition du capitalisme au socialisme.

Le « Programme de transition » est le seul programme achevé depuis le « Manifeste du parti communiste » qui fut écrit à l'époque où le capitalisme n'avait pas épuisé ses possibilités historiques. C'est en intégrant ce formidable acquis du mouvement ouvrier, contenu et méthode, qu'est le « Manifeste du parti communiste », c'est également en partant des positions marxistes établies par la II^e Internationale et surtout la III^e (les quatre premiers congrès) que le « Programme de transition » détermine les axes de la révolution socialiste. Levier et levain de la révolution prolétarienne, le « Programme » n'aborde volontairement que d'une façon générale les formes de l'agonie du capitalisme : il en donne les lois fondamentales, l'expression algébrique. Il appartient aux organisations de chaque pays de définir à partir de là le contenu arithmétique précis convenant aux conditions particulières en tel lieu et à tel moment.

De même, comme le soulignait Trotsky dans la conversation de 1938 :

« La fin du « Programme » n'est pas non plus complète, car nous n'y parlons pas de la révolution sociale, de la prise du pouvoir à travers l'insurrection, de la transformation de la société capitaliste en dictature, et de la dictature en société socialiste. Cela ne mène le lecteur que sur le pas de la porte. »

C'est un programme d'action D'AUJOURD'HUI JUSQU'AU DÉBUT DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE. Et du point de vue pratique, ce qui est actuellement le plus important est de SAVOIR COMMENT NOUS POUVONS DIRIGER LES DIFFÉRENTES COUCHES DU PROLÉTARIAT DANS LA VOIE DE LA RÉVOLUTION SOCIALE. »

Ce qu'il est important d'assimiler, c'est la MÉTHODE du « Programme », celle qui, partant des principes du marxisme, va de la situation subjective (crise de la direction du prolétariat) à la crise objective de la société (crise de la civilisation humaine) pour aboutir aux tâches (construction de la IV^e Internationale). Le renversement d'accent, du « Manifeste du parti communiste » au « Programme de transition », de l'objectif au subjectif exprime l'unité de la méthode dans la diversité des approches concrètes : la dialectique de l'histoire de notre époque a confirmé avec éclat la perspective objective du marxisme dont la solution ne dépend plus que du règlement des problèmes subjectifs (crise de la direction du prolétariat) qui sont devenus facteurs objectifs (crise de la civilisation humaine).

La question du « Programme de transition » va de pair avec la question de la proclamation de la IV^e Internationale. Sous deux formes différentes mais inséparables, il s'agit de l'expression d'une même nécessité : les conditions objectives sont mûres, les conditions subjectives retardent sur les premières : seul un effort conscient, organisé, planifié permettra d'opérer la jonction entre les deux ou mieux leur interpénétration. Or l'avant-garde a le pouvoir de maîtriser l'un des deux moments dans la combinaison des forces qui fondent le prolétariat en classe : la domination du capital a créé à la masse des travailleurs « une situation commune, des intérêts communs »...

« Ainsi cette masse est déjà une classe VIS-A-VIS du capital, mais pas encore POUR ELLE-MÊME. Dans la lutte... cette masse se réunit, elle se constitue en classe POUR ELLE-MÊME. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais la lutte de classe à classe est une lutte politique. » (Marx, « Misère de la philosophie »).

La signification du Parti est déjà contenue dans ces lignes qui seront précisées par le « Manifeste ». Elles montrent que le marxisme, dès ses origines, ne distrait pas la lutte consciente pour le parti de la lutte qui dresse quasi mécaniquement le prolétariat contre la bourgeoisie : celle-ci ne peut pas aboutir sans celle-là. En marxiste, Trotsky ne distrait pas le « Programme » du cadre d'organisation qui, seul, permettra de le faire aboutir. Il estime en outre, que, en dépit des reculs et des défaites, il faut proclamer la IV^e Internationale dans le but, justement, de permettre à l'avant-garde, pour le compte du prolétariat mondial, de résister à la terrible pression qui va s'exercer sur elle avec la deuxième guerre mondiale ; les conditions de la construction de la IV^e Internationale ont été terribles : en 1937, Trotsky est le SEUL rescapé, le SEUL représentant des centaines de cadres bolcheviques qui avaient

constitué l'opposition de gauche et incarnaient toute la prodigieuse expérience bolchevique. Jamais décalage entre la nécessité politique d'une organisation et les conditions de sa construction n'a été plus grand.

Mais c'est précisément parce que les défaites et les reculs, déjà immenses, vont inévitablement s'amplifier avec la nouvelle guerre impérialiste ; c'est précisément parce que l'unité de la lutte mondiale des classes doit être intégrée à la conscience de classe du prolétariat international sous la forme *nécessaire* d'une organisation, incarnant concrètement, si faible soit-elle, cette unité, face à la faillite de la social-démocratie et du stalinisme, que la IV^e Internationale doit être proclamée. Elle le fut par la conférence de septembre 1938. A cette époque, Frank ne le comprit pas, avec d'autres d'ailleurs, et notamment Deutscher, pour s'en tenir à ceux qui se réclamaient de la IV^e Internationale ; car pour les centristes qui lui tournaient le dos, ceux du P.O.U.M., par exemple, qui comportaient pourtant nombre de militants qualifiés, ils avaient choisi de *se construire d'abord* pour « examiner » ensuite le problème de leur « affiliation » internationale ! Mais ce qui nous occupe ici ce sont ceux qui se réclamaient de la IV^e Internationale. Or dans leurs rangs il y eut beaucoup d'incompréhension sur ce point capital.

Il nous faut aujourd'hui bien saisir le sens de la proclamation de la IV^e Internationale. La proclamation était l'unique moyen de permettre à la classe ouvrière, par l'entremise de « *l'avant-garde de l'avant-garde* » (Trotsky), d'assurer l'héritage d'Octobre et de résoudre positivement les contradictions, les vicissitudes, les aberrations, les trahisons enfin, qui ne manqueraient pas de se produire, vu la faiblesse du matériel humain ayant à assumer les tâches gigantesques fixées par le « *Programme* » : *la détermination objective* que constituait pour la conscience de classe du prolétariat mondial la proclamation de la IV^e Internationale permettait SEULE de fournir aux militants d'avant-garde les moyens de ressaisir le fil de la continuité et des acquis, c'est-à-dire du « *Programme* ».

L'existence même de la IV^e Internationale était le gage, l'unique gage, que l'expérience historique du prolétariat ne se dissolve pas en une idéologie, par définition étrangère au marxisme. Indépendamment des hommes qui, à un moment donné, furent porteurs de ces idées et succombèrent à la pression de la classe ennemie, la IV^e Internationale, toujours vivante, fut à même d'offrir aux militants conscients le cadre de leur combat pour qu'ils redonnent son sens au programme de la révolution prolétarienne mondiale. C'est ce qui sera fait par le Comité international qui, par le « *Manifeste* » de sa troisième conférence, à vingt-huit ans de distance, a confirmé la justesse de la ligne adoptée par la majorité du Comité exécutif du « *Mouvement pour la IV^e Internationale* » :

« *La constitution du Comité international traduisait la force du « Programme » et la réalité de la IV^e Internationale : de son*

sein surgissaient l'organisation et les forces qui assuraient dans la lutte des classes sa continuité. »

Pour clore ce chapitre il ne reste plus qu'à tenter de faire le bilan de la période 1929-1940.

Inexpérimentés, les bolcheviks-léninistes se sont heurtés à des obstacles externes et internes qu'ils n'ont pas su surmonter. L'intellectualisme petit-bourgeois avec ses conséquences : luttes de cliques, rivalités personnelles, conflits de fractions, fut la rançon de l'ensemble de ces difficultés. Mais le bilan n'est pas que négatif... Les B.L. ont abordé sans pouvoir les résoudre quelques-uns des principaux problèmes qui se posent à l'avant-garde dans le cours de la construction du parti révolutionnaire : travail révolutionnaire dans les syndicats, propagande et lutte pour les organismes autonomes de la classe, travail de fraction, rapport entre le travail indépendant et l'entrisme, lutte contre le centrisme. Les B.L. ont posé la nécessité de transcrire dans l'action le « *Programme* », mais en termes abstraits, sans pouvoir véritablement relier leur action avec les conditions concrètes de la lutte des classes, sans avoir assimilé l'essence des rapports entre masses et appareils. Ils ont tenté d'appliquer les règles du centralisme démocratique, mais formellement. Les B.L. ont engagé la bataille contre la social-démocratie et le stalinisme alors au zénith de sa puissance.

La position de Trotsky dans notre mouvement était irremplaçable, mais le « *Vieux* » s'est appuyé sur un combat qu'il dirigeait, combat qui présentait d'énormes faiblesses, mais également ses forces, pour généraliser en principes l'expérience vivante des sections de la IV^e Internationale. Ici réside le caractère vivant du marxisme, du trotskysme. La théorie s'est nourrie d'actions plus ou moins correctement menées, plutôt moins que plus, en vue de dégager les leçons pour l'avenir. Entre l'action des B.L. et celle de Trotsky, il y a une relation vivante qui aboutit au « *Programme de transition* ». Il était impossible pour les B.L. d'apprendre autrement qu'en assimilant par eux-mêmes le programme défini par Trotsky. Pour la plus large part, les B.L. n'étaient pas prêts à réaliser dans l'action le « *Programme* ». Mais, également pour une bonne partie, il n'était au pouvoir de personne, dans cette période où les plus expérimentés des cadres bolcheviques étaient anéantis par la répression (cadres russes du parti de Lénine), d'éviter les écueils, les fautes, les erreurs dus à l'inexpérience. Les B.L. devaient passer par les chemins où ils sont passés (ils auraient peut-être pu le faire mieux, avancer plus vite, cela d'ailleurs dans des limites restreintes) pour rejoindre la grand-route de la révolution et de la construction du parti révolutionnaire dont Trotsky a formulé les principes et les perspectives, principes et perspectives qui ne sont devenus concrets que plus tard.

Aucune autre tendance que la nôtre n'a supporté une telle pression et apporté, y compris avec ses terribles faiblesses, ce qu'elle a apporté à la lutte révolutionnaire du prolétariat. Il reste que les B.L. n'en ont pas encore terminé avec leurs faiblesses.

II

1940 - 1945

CONTRE LE COURANT

EST-IL MINUIT DANS LE SIÈCLE ?

LE 3 septembre 1939, la guerre éclate. Les événements pèsent sur bien des des épaules, et la plupart des plus vieux cadres bolcheviques-léninistes du Parti ouvrier internationaliste (P.O.I.) et du Parti communiste internationaliste (P.C.I.) s'effondrent. Quelques-uns restent à leur poste : Craipeau (P.O.I.), Marc Laurent (P.C.I.)...

En fait, c'est à la jeune génération de militants, celle de juin 1936, celle qui a été recrutée entre 1936 et 1939, qu'incombe la tâche de reconstruire les deux organisations. N'ayant pas su se lier aux masses en juin 1936, désarmés par la disparition de leurs aînés, puis par l'assassinat de Trotsky en août 1940, divisés en plusieurs tendances, les B.L. doivent faire face à une situation particulièrement difficile, à laquelle ils ne sont pas préparés et qu'ils ne sont aucunement prêts à affronter : la clandestinité, l'éparpillement de leurs forces et la rupture des liaisons, le recul profond de la classe ouvrière qu'ils subissent. Celle-ci est, en quelque sorte, abasourdie par la guerre éclair et les conséquences de la défaite. Des milliers et des milliers de soldats ont été faits prisonniers sans coup férir. L'impérialisme français décadent se révèle impuissant à résister à l'impérialisme allemand. L'ombre de juin 1936 étant toujours présente, son souci premier est de préserver l'ordre.

Et dès que la Chambre — celle du Front populaire — a confié, à une écrasante majorité, les pleins pouvoirs au vieux maréchal Pétain, une épuration sévère frappe les juifs, les francs-maçons, les socialistes, les communistes, les partisans de l'école laïque, rendus responsables de l'affaiblissement du « *civisme* » et du « *patriotisme* ». La C.G.T., la C.F.T.C., tous les partis politiques sont dissous, les militants ouvriers pourchassés.

La faiblesse des liens avec la classe et les difficultés à définir des axes d'intervention renforcent, parmi les bolcheviks-léninistes, les tendances aussi bien sectaires qu'opportunistes. Le découragement perce dans les bulletins intérieurs :

« Les B.L. peuvent-ils intervenir directement, immédiatement, avec succès, auprès des masses, pour éviter, par leur intervention, le passage au fascisme, en bousculant à la fois la vague bourgeoise et petite-bourgeoise retardataire, pro-anglaise, démocratique, arriérée, réactionnaire, la vague stalinienne, les forces fascistes appuyées par les tanks, les avions

à croix gammée ? Les forces B.L. peuvent-elles se ressouder sérieusement, représenter une force suffisante à tout égard pour avoir cette prétention « historique », aujourd'hui ? »

Ces questions, tout le monde se les pose, dans une situation qui voit le prolétariat désintégré, les dirigeants du P.C.F. tenter de négocier avec la Wehrmacht la légalisation de « l'Humanité ».

L'occupation allemande met au premier plan la « question nationale » et le problème des libertés démocratiques. Ces questions, il faudra des années aux jeunes militants inexpérimentés pour les régler, et encore très imparfaitement. Il reste que ces questions, qui, toutes, ressortissent de la période de l'impérialisme qualifiée par Lénine de « réaction sur toute la ligne », ont été posées et discutées, chez les B.L., du seul point de vue des intérêts de la révolution prolétarienne. Uniquement chez eux.

La question nationale étant réglée depuis le XIX^e siècle et historiquement dépassée en tant qu'« expression économique progressive », faut-il, comme le prétend le Comité communiste internationaliste (ex-P.C.I.) ignorer de fait les conséquences de l'occupation allemande ?

Certes, il est parfaitement correct d'ouvrir la voie des Etats-Unis socialistes d'Europe grâce aux « courants de fraternisation prolétarienne internationale, à la suppression de barrières douanières, à la collaboration prolétarienne pacifique, au contrôle prolétarien des plans, leur extension, l'amélioration partout des conditions de vie des masses contre les classes possédantes ». Mais, pour rendre concrète, pour les masses, la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, encore faut-il tenir compte d'une situation concrète marquée par l'occupation. Ce que le C.C.I. se révèle incapable de faire quand il écrit : « A bas la démocratie bourgeoise ! A bas Hitler ! » comme si les masses ne saisissaient pas à chaque instant la différence entre les deux.

Et le C.C.I. de critiquer les positions ouvertement opportunistes des Comités français de la IV^e Internationale (devenus, en 1942, les Comités de la IV^e Internationale, ex-P.O.I.).

« La Vérité », en novembre 1940, écrit : « Nous devons faire le maximum d'efforts pour entraîner la fraction bourgeoise à constituer avec nous un parti, un mouvement national de résistance », propose à « tout ouvrier français, à tout Français » la constitution de « comités de libération nationale », puis de « vigilance nationale » (« la Vérité » n° 6, 11 novembre 1940) ou fixe comme but commun « à la lutte que mène le peuple français en France et à la lutte que de Gaulle mène en Angleterre : celui d'abattre Hitler » (« la Vérité » n° 12, octobre 1941).

Au sens historique du terme, l'impérialisme français, même écrasé par l'impérialisme allemand, reste un impérialisme. L'occupation ne change rien à son caractère. La victoire allemande de 1940 n'a pas transformé la bourgeoisie impérialiste en classe bour-

geoise d'un pays opprimé ou colonial. L'avenir de l'impérialisme français n'est pas encore scellé, il ne peut l'être qu'à l'issue de la deuxième guerre mondiale. Sous cet angle, il est évident que les militants de l'ex-P.O.I. s'abandonnaient à l'opportunisme sans principes sur la question nationale. Mais c'est sombrer dans le sectarisme que de ne pas reconnaître, comme le fera le C.C.I., que les masses laborieuses ressentent l'exploitation sous une certaine forme et dans certaines conditions. L'occupation allemande, c'est le pillage, les rapines inhérentes à toute guerre impérialiste, se surajoutant à l'exploitation par le capitalisme français. L'occupation allemande, c'est surtout, pour les travailleurs, la croix gammée, le nazisme. Les masses laborieuses ne pouvaient ressentir l'exploitation qu'en relation directe avec la haine du fascisme. Ignorer ces sentiments, c'était tourner le dos à la réalité.

L'ENRACINEMENT DANS LA CLASSE ET LE COMBAT POUR L'INTERNATIONALISME

Pourtant le C.C.I. a cherché dès 1941 à s'implanter dans la classe ouvrière.

En janvier 1941, les camarades de Marseille opposent au texte abstrait et vague de la direction, qui, depuis août 1940, tient lieu de programme : « *La création de comités d'alliance ouvrière qui pourront devenir un pôle de regroupement des ouvriers sur une base de classe, qui se délimiteraient nettement des comités populaires du P.C.F.* ».

Leur plate-forme :

- Réorganiser le parti avec une politique active et lui donner une capacité de travail,
- Œuvrer à l'unification des B.L.,
- Prendre racine dans les masses par les C.A.O. et multiplier les points de soudure avec la classe.

Ces propositions suscitent une réponse hargneuse de la direction, incapable, par ailleurs, d'avancer la moindre contre-proposition.

Une différenciation apparaît déjà entre l'équipe des dirigeants, spécialisés dans la rédaction des textes, la parution de la presse, et les militants plus proches de la classe et plus soucieux d'y intervenir. Cependant, en avril 1941, la direction du C.C.I. AVANCE la perspective des « *Groupes ouvriers révolutionnaires* ». Sur la base des entreprises, les militants formeront des « *G.O.R.* » illégaux qui pratiqueront une politique de propagande, d'éducation

et de combat. Constitués par les éléments sûrs les plus avancés, les « G.O.R. » qu'ils ont pour tâche de construire doivent être, pour demain, les états-majors des conseils industriels d'ouvriers, des comités d'usines.

En mai 1941, le C.C.I. cherche à élaborer un programme de revendications démocratiques de la classe ouvrière « *parce que la lutte pour les revendications démocratiques, liberté de presse, liberté de réunion, salaires, aboutira à développer la lutte ouvrière en la portant à un stade supérieur, condition d'une modification de la situation* ».

Pourtant bien des ambiguïtés subsistent. Le « G.O.R. » doit permettre aux trotskystes de s'implanter dans les usines en recrutant et en formant des militants. C'est son côté positif. Mais il est conçu comme un embryon de soviet, devant se substituer aux organisations traditionnelles et notamment aux syndicats.

Une fois encore, l'erreur commise par Frank en 1938 est renouvelée. Les soviets, forme d'organisation et de regroupement de la classe comme classe, dans sa totalité et son unité comme « *pouvoir* », ne peuvent être décrétés. Ils naissent et se développent dans la maturation des conditions révolutionnaires de la lutte des masses, comme la concrétisation du mouvement objectif de la classe formulée par Marx dans la devise de la I^{re} Internationale : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* »

Les « *Groupes ouvriers révolutionnaires* » ne peuvent avoir comme signification réelle que d'être des formes d'organisation relevant de la construction du parti révolutionnaire, c'est-à-dire de la construction de l'instrument subjectif qui seul peut assurer la « *victoire des soviets* ». La confusion théorique entraîne au formalisme bureaucratique et aboutit à effectuer une véritable substitution du Parti à la lutte réelle des masses. Le marxisme — le Parti — n'est plus l'expression consciente du processus inconscient, le « G.O.R. » se substitue comme catégorie abstraite au processus inconscient. Dans leur réalité, les « G.O.R. » du C.C.I. ne deviendront ni, véritablement, les formes d'organisation relevant de la construction du parti révolutionnaire, ce qu'ils auraient dû être, qu'ils ont tendu à être confusément, ni embryons de soviets, ce qu'ils ne pouvaient être et n'ont jamais été. Bien souvent, le « G.O.R. » était de fait le noyau du syndicat illégal. Mais la confusion théorique entretenue par le C.C.I. n'a pas permis à ce type de « G.O.R. », noyau du syndicat illégal, de jouer pleinement ce rôle. D'autant plus que la très grande inexpérience militante amenait à considérer comme « *dépassées* » les organisations traditionnelles, en particulier les syndicats.

Cette ambiguïté sur le rôle et la nature des « G.O.R. » nourrira, chez les trotskystes, la tendance à se détourner des syndicats, malgré la réaffirmation de principe sur le rôle des révolutionnaires dans ces organisations, et sur la nécessité d'y intervenir.

Les Comités de la IV^e Internationale, devenus le P.O.I. en janvier 1943, se tournent aussi vers la classe ouvrière mais avec plus de retard et de difficulté que le C.C.I. La composition du Parti est encore très peu ouvrière. La plupart des militants sont jeunes, et les cadres sont insuffisamment formés. Le fossé est réel entre les dirigeants, les « *vieux-B.L.* », qui se comportent plus en professeurs qu'en guides politiques, et le reste de l'organisation.

L'organisation est si peu centralisée, à la différence du C.C.I., que la direction peut faire paraître un journal en direction de la jeunesse : « *la Jeune Garde* », sans qu'en soit informé l'ensemble de l'organisation. Les camarades de la région du Sud-Ouest, qui s'interrogent sur ce journal, y retrouvent les signes organiques inhérents au centrisme et décident de tout faire pour entrer en contact avec ces jeunes révolutionnaires, et les faire progresser !

Les discussions académiques et abstraites occupent encore une place démesurée. La minorité, l'Opposition internationaliste, extrêmement sectaire, ressasse les erreurs de la direction — et elles étaient nombreuses — qui à son tour polémique.

L'agression allemande contre l'U.R.S.S., le 22 juin 1941, avait accéléré les processus de maturation et de clarification politiques au sein de la classe ouvrière, qui dans la seconde moitié de 1941, entre en lutte. Au mois de novembre, les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, après avoir obtenu du patronat du savon et des rations alimentaires plus fortes, refusent de travailler pour l'armée allemande et exigent que le charbon soit livré à la population civile. Dès lors, les mitrailleuses allemandes braquées en permanence sur les puits se dresseront pour tenter d'assurer l'ordre et la tranquillité du patronat.

La résistance de la classe ouvrière prend d'autres dimensions, lorsque Hitler, à partir de 1942, pour faire face aux besoins de la machine de guerre allemande, impose le Service du travail obligatoire (S.T.O.) et commence à puiser dans les pays occupés la main-d'œuvre dont il a besoin en Allemagne. La bourgeoisie française résiste à sa façon, parce qu'elle sent poindre la défaite allemande et parce qu'elle entend protéger son propre potentiel de main-d'œuvre. Les jeunes, réfractaires au S.T.O., prennent le maquis. A partir d'octobre-novembre 1942, les manifestations et les grèves contre la relève (le prétendu échange d'un prisonnier contre un ouvrier qui part pour l'Allemagne) se généralisent. Après que toute la région eut débrayé de 99 heures à un jour, des ouvriers de Nantes, déportés, quittent la ville, le poing levé, en chantant « *l'Internationale* », et recommencent à chaque traversée de ville.

Les premières défaites allemandes, et surtout Stalingrad, qui retentit comme une grande victoire de la classe ouvrière contre le fascisme, radicalisent les masses. Elles supportent avec une impatience grandissante la surexploitation effrénée dont elles sont victimes. Des grèves éclatent contre l'augmentation du temps de

travail, la diminution des salaires, les licenciements, la relève..., tantôt défaites, tantôt en partie victorieuses !

La grande vague de grèves contre la relève soude les ouvriers à travers tout le pays. A Nantes, dans la métallurgie ; dans la région lyonnaise, les cheminots engagent la lutte tandis que les métallos se mettent en grève. Pour la première fois, depuis 1937, une usine de Chambéry est occupée par les ouvriers. La classe ouvrière entraîne la petite-bourgeoisie et les paysans. Et au départ des trains pour l'Allemagne, les employés, les techniciens, voire des paysans, lancent les mêmes mots d'ordre que les ouvriers et, avec eux, entonnent « *l'Internationale* ». Nulle part l'échec de la grève n'abat la combativité de la classe ouvrière.

Sous la botte totalitaire du nazisme, la montée révolutionnaire du prolétariat se dirige vers la conquête révolutionnaire du pouvoir, dans une situation où l'Etat bourgeois, dit « *Etat français* » se désagrège de plus en plus.

Portés par le mouvement de la classe, les trotskystes, à partir de 1943, s'enracinent dans la classe ouvrière. Le travail d'implantation systématique dans les entreprises engagé par le C.C.I., dès 1941, porte ses fruits. Le P.O.I. commence à surmonter ses faiblesses organisationnelles et politiques, à partir de son V^e congrès (juillet 1943).

Jamais ne s'était encore exprimée, dans les rangs du Parti, une détermination aussi unanime — non exempte de volontarisme — de conquérir les cadres combattants et militants de l'avant-garde ouvrière. Ce qui n'était jusqu'alors que le souci de quelques-uns devient le souci de tous. Et l'ensemble des débats est dominé par la volonté de faire vivre le « *Programme de transition* » et de l'enraciner dans les masses. La clarification politique qui commence à se réaliser renforce la cohésion et l'homogénéité du Parti. La direction reconnaît sans équivoque que, dans son désir de se faire l'écho des préoccupations actuelles des masses et de se lier à leurs luttes les plus immédiates, elle avait trop souvent défendu des positions incorrectes, en particulier sur la question nationale. La minorité, l'Opposition internationaliste, à son tour, admet que sa critique a été souvent stérile, dans la mesure où elle avait été purement négative et tournée uniquement contre la direction au lieu de l'être vers la conquête des masses ouvrières.

Cependant, un congrès ne peut abolir d'un coup le passé et toutes les erreurs politiques. Subsistent encore le formalisme, le verbalisme, l'intellectualisme, le sectarisme auxquels répond par opposition l'opportunisme.

Placé au centre des débats du congrès et de l'organisation, le problème du Front unique concentre toutes les difficultés sur lesquelles butent aussi bien le P.O.I. que le C.C.I.

Néanmoins, au travers de la répression, l'implantation du trotskysme progresse.

A partir de 1943, des régions nouvelles se constituent ; des régions anciennes se lient aux usines et aux chantiers de jeunesse, organisés par Vichy. Les trotskystes sont implantés, dans les régions de Bordeaux, Nantes, Toulouse, Mazamet, Clermont-Ferrand, Lyon, Marseille, Valence, Nice, en Bretagne, dans le Nord et dans la région parisienne, etc.

Les échos d'usines apparaissent de plus en plus nombreux dans la presse, d'usines de la région parisienne (Rateau à La Courneuve, de la Lorraine, de la S.N.C.A.M. des Mureaux, de Caudron à Billancourt), etc., de Tergnier dans l'Aisne, des mines de charbon du Pas-de-Calais. A partir d'août 1943, « *la Vérité* » (organe du P.O.I.) commence à perdre son caractère abstrait et général, et à retracer l'intervention illégale des militants dans les usines.

A la S.I.G.M.A., à Lyon, l'atmosphère de l'usine est telle que les ouvriers débrayent le 20 septembre 1943, dirigés par les trotskystes. La grève se déroule pour des revendications déjà présentées le 1^{er} mai, et elle se termine par une victoire partielle.

Il est incontestable que les trotskystes sont en train de se lier aux travailleurs. Mais cela ne va pas sans certaines faiblesses politiques. Les jeunes camarades de la région bordelaise (P.O.I.) ont des liaisons ouvrières mais ne savent comment les utiliser. Leur journal : « *Octobre* », comme celui de la région parisienne : « *la Lutte ouvrière* », pourraient être édités aussi bien à Marseille qu'à Lille. La différence est frappante avec les journaux des Nantais ou des Bretons, édités au nom du « *Front ouvrier* », liés à leur région et qui sont une arme sérieuse, non seulement pour la classe ouvrière, mais aussi pour le Parti. Pourtant, ces camarades n'ont pas été capables d'organiser des groupes de « *Front ouvrier* » et ont même laissé se disperser les quelques groupes qu'ils ont formés, alors que leur journal, leur propagande et leur intervention ont un écho indéniable : des journaux déposés dans une usine sont diffusés de la main à la main par les ouvriers ; ils pénètrent même dans les entreprises où les camarades n'ont aucune liaison.

En même temps, les deux organisations développent un important travail en direction des soldats allemands. Dès le début de la guerre, les trotskystes avaient fièrement proclamé : « *Ni servilisme au vainqueur ni gaullisme* ». Et cet attachement indéfectible à l'internationalisme prolétarien, même quand certains d'entre eux semblaient dans le nationalisme et l'anglophilie, quand d'autres capitulaient (à l'instar de ceux qui, dans tous les partis, P.C.F. S.F.I.O.) au nom de fallacieuses théories sur le capitalisme d'Etat leur a permis de préserver le « *Programme* » et d'en assurer la transmission.

En mai 1940, les bolcheviks-léninistes ont été les seuls à s'adresser à tous les ouvriers, à tous les soldats, au-delà des frontières nationales :

« *Indépendamment du cours de la guerre, nous remplissons notre tâche fondamentale : nous expliquons aux ouvriers*

l'opposition inconciliable de leurs intérêts et des intérêts du capitalisme assoiffé de sang ; nous mobilisons les exploités contre l'impérialisme ; nous travaillons à l'union de tous les ouvriers de tous les pays belligérants et neutres ; nous appelons à la fraternisation des ouvriers et des soldats allemands avec les soldats du côté opposé du front. Nous mobilisons les femmes et les jeunes contre la guerre, nous poursuivons une préparation constante, persistante, infatigable de la révolution dans les usines, dans les villages, dans les casernes, au front et sur la flotte. » (« Manifeste de la conférence internationale de 1940 ».)

Cette proclamation ne resta pas un principe abstrait ni lettre morte. En pleine guerre, les trotskystes commencent à reconstruire l'Internationale en Europe, dont la plupart des dirigeants ont perdu pied. Le travail est mené sous l'impulsion principale du P.O.I., en particulier de Marcel Hic, qui avait été parmi les premiers à lutter, dans les débuts de l'occupation, pour intégrer les trotskystes dans la lutte des classes et avait pris, après la déportation de Souzin (responsable du syndicat du Bâtiment de la région parisienne), la responsabilité de la commission syndicale du P.O.I. Le Comité européen se reconstitue en 1943, peu avant la déportation de Hic.

Les trotskystes n'en restent pas là. Ils s'engagent, dans toute la mesure de leurs moyens, dans une politique de fraternisation révolutionnaire avec les soldats allemands. Dès 1942, « *la Vérité* » consacre des éditoriaux aux premiers signes de désagrégation de l'armée allemande : mutineries, refus d'obéissance, notamment dans un sous-marin ancré à Brest. Des tracts et des journaux en allemand sont diffusés dans les casernes, que les soldats allemands accueillent très favorablement. Et, à Brest, précisément, des cellules de marins allemands sont construites, mais aussi à Paris et en ex-zone libre. Ils éditent « *Der Arbeiter* » puis « *Arbeiter und Soldat* », organe de la IV^e Internationale.

L'organisation en groupe de trois est dirigée par un triangle de direction. L'immixtion d'un agent de la Gestapo dans l'organisation démantèle le travail allemand en septembre-octobre 1943 : trente soldats et marins allemands sont arrêtés et fusillés ; une cinquantaine de camarades français tombent. Marcel Hic, Beaufrère, Roland Filliatre, responsable du travail allemand, sont déportés. La répression est si impitoyable que la direction du P.O.I. prend des mesures d'organisation très strictes et décide de séparer soigneusement le travail allemand du travail français, de compartimenter les camarades allemands par groupes de trois, les groupes étant reliés entre eux par des camarades non allemands ou par des militants allemands connus de longue date.

Le travail allemand est coupé inévitablement de l'organisation française et confié à Widelin, responsable du groupe allemand de Paris et qui édite « *Arbeiter und Soldat* » et la revue « *Unser*

Wort ». Le trotskyste allemand Widelin arrêté après une tentative d'évasion sera assassiné par la Gestapo. La disparition de Marcel Hic fait apparaître à la direction internationale un militant totalement inconnu : Pablo (Michel Raptis).

LA RÉUNIFICATION

Enfin, les pourparlers reprennent pour l'unification du P.O.I., du C.C.I. et d'un petit groupe issu du mouvement abondantiste, dont un des dirigeants est Henri Claude qui adhérera après la guerre au P.C.F.

1944 : l'« *Etat français* » craque de toutes parts. L'armée allemande est de moins en moins capable de servir de rempart à la bourgeoisie française. Les désertions se multiplient. Les soldats allemands chargés de la garde des trains ferment les yeux sur les vols de marchandises. Les grèves se multiplient contre la relève, contre les 50, 60, voire 72 heures de travail par semaine, contre la disette, contre les brutalités policières...

La répression se fait plus dure. Et elle n'est pas organisée uniquement par la Gestapo. La fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie française prépare ses armes contre la classe ouvrière. Sous le couvert de l'« *Etat français* », la milice de Darnand, l'Organisation civile et militaire du comte de Vogüé engagent la lutte, à l'intérieur des maquis, contre « *les terroristes à la solde de Londres et de Moscou* ». Il est évident pour tous que de l'effondrement, maintenant inévitable, de l'impérialisme allemand, naîtra une situation révolutionnaire en France.

C'est cette situation qui impose la réunification des B.L. : devant la radicalisation des masses et pour exprimer leurs aspirations révolutionnaires, il est nécessaire de leur offrir un parti, c'est-à-dire un pôle de regroupement révolutionnaire, qui prétende à la direction du mouvement des masses.

L'unification est directement prise en main par la Conférence européenne de février-mars 1944 qui a désigné un Comité central fédératif composé de deux représentants du C.C.I., de deux représentants du P.O.I. et d'un pour « *Octobre* ». Le représentant du Comité exécutif européen, Pablo, assistera aux réunions du C.C. pour arbitrer, méthode qu'il affectionne au plus haut degré. La position d'arbitre permettra à Pablo, durant des années, de faire retomber ses propres responsabilités sur d'autres.

En fait, cet organisme ne siégera pas. Le Secrétariat européen, s'appuyant sur les conditions très difficiles de la réunification en France et une nouvelle vague d'arrestations dans les rangs du P.O.I., décide de suspendre le C.C. et le bureau politique ainsi

que le comité régional de la région parisienne et les commissions. Secondé par une commission consultative de trois membres — un représentant de chaque organisation — il contrôle l'ensemble des membres des trois organisations, décide de leur requalification et de leur brassage en fonction des résultats de son enquête, approuvé par la commission des trois. Après quoi, il cède de nouveau la place au Comité central et aux autres organismes directeurs du Parti.

En fait, quel qu'ait été le brassage, l'unification reste une juxtaposition de tendances. Le P.C.I. n'a aucune homogénéité politique. Il cumulera très souvent les erreurs opportunistes et sectaires, sans que celles-ci recourent exactement l'ex-P.O.I. et l'ex-C.C.I.

Au début de 1944, le P.C.I. est confronté à des tâches nouvelles. Ni ses traditions ni l'expérience acquise pendant les premières années de la guerre ne l'ont préparé suffisamment à un travail de masses.

Néanmoins, au travers des difficultés politiques, en dépit des erreurs et des contradictions, la démarche militante tend à recouper les véritables problèmes posés à la lutte de classe du prolétariat français.

Faut-il ou non accepter le contrôle du C.N.R. (Conseil national de la résistance) ? La réponse adoptée après une âpre discussion sera non. Le C.N.R., présidé par Bidault, rassemble toutes les organisations de la Résistance, de l'extrême-droite bourgeoise qui a rompu avec Pétain-Weygang, jusqu'au P.C.F., en passant par le parti failli des radicaux-socialistes, la S.F.I.O., la C.G.T. qui vient de se réunifier, la C.F.T.C., etc. Le C.N.R., c'est déjà dans la France encore occupée, face à l'« *Etat français* » de Pétain en complète liquéfaction, le noyau dirigeant de la reconstruction de l'Etat bourgeois, tâche à laquelle les dirigeants des organisations traditionnelles S.F.I.O.-P.C.F.-C.G.T. vont s'atteler de concert avec de Gaulle pour liquider la montée révolutionnaire née des souffrances de la deuxième guerre mondiale.

Le P.C.I. a raison, mais il pousse trop loin, lorsque nous affirmons, au lendemain du débarquement du 6 juin 1944 :

« L'ampleur que la terreur fasciste a prise pendant la guerre n'a fait qu'esquisser la situation terrible qui attend les travailleurs s'ils n'arrivent pas à abattre le capitalisme générateur du fascisme et de la guerre. MAIS LE SORT QUI VOUS EST RÉSERVÉ SOUS LA DOMINATION DES IMPÉRIALISMES AMÉRICAIN ET ANGLAIS NE SERA PAS MEILLEUR. »

Certes, la démocratie bourgeoise et le fascisme sont deux formes de domination de la classe capitaliste, l'une, la domination bourgeoise dans les conditions du capitalisme décadent, engendrant l'autre : le fascisme. Mais ce ne sont pas des formes de domination politiques équivalentes. Sous l'une de ces formes, la démocratie

bourgeoise, le prolétariat conserve ses positions de classe, qu'il a arrachées dans sa lutte de classe au capital, ses droits, ses libertés ouvrières, ses organisations. Sous l'autre, le fascisme, le prolétariat atomisé, sans droits ni garanties, est livré, pieds et poings liés, à l'exploitation capitaliste.

Le prolétariat ne prend pas à son compte la démocratie bourgeoise. Il la combat pour lui substituer la démocratie des conseils, la dictature du prolétariat, l'Etat-Commune. Mais il ne saurait être indifférent à sa défense comme classe, donc aux formes politiques de la domination de la classe ennemie. Il faudra nombre de crises et conflits pour que les jeunes trotskystes et des trotskystes plus âgés apprennent de leur propre expérience et des leçons de la lutte de classes. Beaucoup n'y arriveront pas. Certains désertent.

Très certainement, « *la Vérité* » du 22 juin 1944 est dans le vrai lorsqu'elle écrit :

« La certitude qui doit être la base d'airain de la politique de la IV^e Internationale, c'est que la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile implique nécessairement la formation de comités ouvriers qui s'opposeront dans une période de dualité de pouvoir au pouvoir bourgeois et à la politique de trahison des stalinien. »

Les faits l'ont prouvé.

Le patronat redoute un nouveau juin 1936 ; depuis mai 1944, il tente de prévenir l'explosion de la classe par toutes sortes de palliatifs : fermetures d'usines, envoi du personnel en province ou en grande banlieue pour remblayer les voies ferrées, mais en vain.

LA REMONTÉE DES MASSES : SOVIETS ET SYNDICATS

Entre le départ des troupes allemandes et l'arrivée des Alliés, entre le 17 et le 24 août 1944, plus de dix usines, dont quelques-unes sont parmi les plus importantes de la métallurgie parisienne, sont occupées par les ouvriers à l'initiative des militants du P.C.I. Le mouvement prend naissance chez Jumo et B.M.W. d'Argenteuil. La direction allemande s'est enfuie en laissant les ouvriers sans salaire. Ceux-ci constituent un comité provisoire puis convoquent une assemblée de l'usine qui élit démocratiquement le comité d'usine, lequel organise la cantine, fait restituer les outils pillés, veille à l'entretien de l'usine et procède à la paye.

Le mouvement s'étend à des dizaines d'entreprises de la région parisienne qui, toutes, élisent ou ratifient leur comité. Les usines sont d'abord occupées par de petites équipes d'ouvriers qui organisent l'occupation et la garde de l'entreprise. A la cantine, le

jour de paye, par affiches, par cyclistes, puis par la presse, tous les ouvriers sont convoqués pour des assemblées où le comité est élu. Partout, les ouvriers donnent l'exemple de l'ordre et de l'organisation dans l'usine : les locaux sont entretenus, aucun pillage n'a lieu, les gardes sont assurées de jour et de nuit. Jamais les cantines n'ont aussi bien fonctionné.

Chaque occupation revêt des aspects particuliers. Chez Blériot (Suresnes), le comité publie sa charte. Le « comité social » (création de Vichy) est répudié. Une commission d'épuration est désignée qui mettra à la porte les ennemis de la classe ouvrière.

A la C.M.S.C., les ouvriers renvoient la cantinière qui les escroquait depuis des années, désignent un comité de gestion de la cantine et donnent satisfaction aux employés de la cantine. Enfin, une milice ouvrière bien armée assure la garde de l'usine.

Chez Jumo (Argenteuil), la paye est organisée sans patron avec le concours de la comptabilité. Le chef du personnel est traduit devant un tribunal du peuple qui le condamne à une surveillance de tous les instants par un milicien ouvrier.

A la B.M.W., les ouvriers, en accord avec les techniciens, étudient un plan de remise en marche de l'usine.

Le 22 août 1944, une semaine après la formation des premiers comités d'usines, les ouvriers de Renault élisent un comité provisoire et s'adressent à tous les ouvriers par tract :

Comité provisoire Renault

Le 22 août 1944

CAMARADES,

Un COMITE OUVRIER est formé.

Ce COMITE a les buts suivants :

1. — *Regrouper les travailleurs des différentes usines afin de défendre leurs intérêts qui consistent dans l'immédiat à obtenir :*
 - a) UNE AVANCE D'UN MOIS DE SALAIRE
 - b) RÉOUVERTURE DES CANTINES
2. — *Dans l'avenir, dès l'évacuation complète, réouverture immédiate des usines sous contrôle des COMITÉS OUVRIERS.*
3. — *Réadaptation des salaires au coût de la vie : ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES.*

PAIEMENT INTÉGRAL DES HEURES CHOMÉES
AU NOUVEAU BARÈME DES SALAIRES
(minimum : 40 heures par semaine).
4. — **CONTROLE DU RAVITAILLEMENT ET DES CANTINES PAR LE COMITÉ OUVRIER.**
5. — **CONTROLE EFFECTIF DE L'EMBAUCHE ET DU DÉBAUCHAGE PAR LES DÉLÉGUÉS.**

RÉINTÉGRATION IMMÉDIATE DE TOUS LES RÉFRACTAIRES.

Pour la réalisation de ce programme, nous invitons tous les travailleurs à se regrouper au sein de leurs COMITÉS D'USINES, ou à les former s'ils n'existent pas encore.

UNE REUNION INTER-USINES AURA LIEU CHAQUE JOUR A 15 HEURES, A L'HOPITAL AMBROISE-PARE, 82, rue de Saint-Cloud, à Boulogne-Billancourt.

*Les comités provisoires des usines
Renault, S.N.C.A.C., L.M.T., Caudron, Salmson.*

A Argenteuil, des réunions de délégués de quatorze usines se tiennent et envisagent le travail en commun. A Suresnes, dans le treizième, les usines prennent contact. Dans la banlieue nord-ouest, le comité interusines regroupe une quarantaine d'entreprises. Des gardes d'entreprises se constituent qui se transforment en milices ouvrières d'entreprises. Elles se sont armées pendant la bataille de Paris ; souvent, les F.T.P. rejoignant leur usine leur ont apporté leur aide et leurs connaissances. Les cadres sont élus et une sévère discipline est instaurée.

Au Métro, à la S.N.C.A.M., chez Amiot, les ouvriers ont constitué leur milice. Celle-ci prend alors sa place naturelle et son véritable sens : la défense des premières conquêtes ouvrières par les ouvriers eux-mêmes, non seulement contre les bandes réactionnaires de la milice ou des S.S., mais contre la bourgeoisie tout entière.

En même temps, le P.C.I. appelle les ouvriers à former des comités d'épuration, les ménagères à se constituer en comités, la population à se grouper en des comités de quartier, bref « à l'union de tous les travailleurs, l'union avec les ménagères pour prendre en main leur propre sort » (« la Vérité » du 17 septembre 1944).

Ce sont les camarades du P.C.I. qui se trouvent à la tête du mouvement pour la désignation des comités, et dans la plupart des cas, ce sont eux qui les animent. C'est sous leur impulsion que le premier comité interusines prend corps et qu'est posée, tout à fait justement, la nécessité d'un Comité central des entreprises.

Ainsi, la preuve a été fournie que le pronostic formulé par Lénine au cours de la première guerre impérialiste restait exact pour la deuxième guerre impérialiste. La guerre pouvait être transformée en guerre civile, elle pouvait donner naissance et vie à la révolution prolétarienne victorieuse.

Si les trotskystes ont été à l'initiative de comités ouvriers élus, c'est uniquement en raison du fait que, sur les décombres de l'Etat bourgeois, dans sa forme « vichyste », se développait la nécessité de lui substituer l'Etat ouvrier, l'Etat des comités élus, la république des conseils. Cette nécessité exprimée clairement par le combat des trotskystes pour les comités l'a été également sous d'autres formes. Dans de nombreux cas, les comités de libération, dominés par les représentants des organisations ouvrières, créés

par la coalition stalino-bourgeoise comme étape vers le retour aux municipalités bourgeoises, ont pris de fait le pouvoir dans les localités. Un congrès sera même convoqué à Avignon comme représentation du pouvoir des masses face à l'Etat bourgeois liquéfié.

Face à la police et à la gendarmerie totalement discréditées, les milices ouvrières patriotiques armées, dans les usines, et les F.T.P., dans les régions de province, sont alors la seule force de l'ordre prolétarien qui tend à se substituer aux forces de défense et de répression de l'ordre bourgeois.

Dans les entreprises, là où le mouvement n'a pu déboucher sur les comités ouvriers, les commissions à la production rassemblent à l'initiative des syndicats les délégués élus des travailleurs, des techniciens et des cadres, dressent le contrôle ouvrier face à un patronat qui sent poindre l'expropriation comme l'exigence des masses.

La perspective d'ensemble établie par les trotskystes dès les débuts de la seconde guerre mondiale s'est révélée correcte. Seule la puissance contraignante du stalinisme, alors au zénith de sa puissance, allait liquider tous les éléments du pouvoir ouvrier en vue de reconstruire l'Etat bourgeois. Les Frachon, Duclos, Thorez et Lecœur disent alors aux ouvriers : « *L'heure n'est pas venue d'exproprier le capital* » ; « *Il n'y a qu'une seule autorité, dans l'entreprise, le patron patriote avec qui les ouvriers doivent s'unir pour produire d'abord et revendiquer ensuite* ». Les commissions à la production, qui tendaient dans les entreprises et dans les professions, interprofessionnellement et dans les localités, à définir le plan sous contrôle ouvrier, seront dissoutes par décision du bureau confédéral de la C.G.T.

L'heure n'est pas venue, disent encore les dirigeants staliniens, d'édifier l'Etat ouvrier sur les décombres de l'Etat bourgeois : les comités ouvriers seront liquidés et avec eux tous les éléments de pouvoir autonome : les comités de libération, là où ils s'opposent à la renaissance de l'Etat bourgeois, devront disparaître. Les F.T.P. devront s'intégrer à l'armée. Les milices ouvrières devront rendre les armes à la police. Thorez n'a-t-il pas dit le 21 janvier 1945 : « *Il faut un seul Etat, une seule armée, une seule police* » ? L'armée, la police et l'Etat bourgeois, dirigés par le gouvernement de Gaulle dont Thorez deviendra le vice-président « *loyal* ». L'appareil stalinien supporte seul la responsabilité d'avoir trahi une nouvelle fois la montée révolutionnaire du prolétariat français, pour voler à la rescousse de la bourgeoisie française. Ce n'est pas la première fois, ce ne sera pas la dernière... Il reste que l'insuffisante expérience des militants trotskystes ne permettra pas au P.C.I. de se renforcer comme il aurait pu et dû le faire dans la période révolutionnaire que la fin de la deuxième guerre mondiale avait ouverte.

Les trotskystes n'ont pas encore compris que la première phase de la montée révolutionnaire des masses, même si celle-ci est suffisamment profonde pour hisser la lutte de classes au niveau de la dualité de pouvoir, passe aussi par les organisations traditionnelles.

En octobre 1944, le P.C.I. écrit encore :

« La montée révolutionnaire ne s'arrêtera pas à la phase de reconstruction des syndicats, mais ira d'emblée aux organisations autonomes : comités, soviets, qui dépasseront de loin, en pouvoir d'attraction, les appareils bureaucratiques que les social-traitres essaieront de reconstruire pour endiguer le mouvement des masses. »

Une montée révolutionnaire authentique embrasse des millions et des millions d'hommes qui, auparavant, acceptaient passivement le morne horizon de l'exploitation. Des masses jusqu'alors passives, sans expérience de la lutte des classes, s'éveillent à la conscience ; elles se dirigent nécessairement vers les organisations que, dans son mouvement historique, la classe ouvrière a édifiées. Elles chargent ces organisations de leurs expériences, de la volonté qui les anime de changer la vie.

Il faudra à ces masses de millions et de millions de travailleurs apprendre de leur propre expérience pour comprendre que les appareils qui dominent les organisations traditionnelles et qui, par l'intermédiaire de ces organisations, contrôlent obligatoirement les organismes autonomes de pouvoir (conseils, soviets) sont inféodés à la bourgeoisie. Il faudra plus encore pour vaincre. Il faudra que dans le mouvement même de l'expérience, un parti révolutionnaire se construise, qui, nourri de l'expérience, traduise en mots d'ordre, en revendications, en termes d'organisation les aspirations révolutionnaires de la masse.

C'est là la loi de toutes les révolutions, une loi qu'il ne suffit pas de lire dans les livres, mais qu'il faut assimiler dans la chair et le sang de la lutte pour la construction du parti révolutionnaire, par l'intervention consciente dans la lutte des classes.

Les militants du P.C.I., inexpérimentés, n'auront pas assimilé en 1944 cette loi de l'Histoire. La direction érige en principe cette méconnaissance de type gauchiste en écrivant :

« L'indifférence ouvrière pour les syndicats, loin d'être une preuve de la carence politique des prolétaires, est l'expression de leur haute politisation. Les ouvriers n'ont plus aucune confiance dans les « lois » bourgeoises fragiles, changeantes et les directions syndicales leur apparaissent traîtresses ou insuffisantes et sans avenir. » (Projet de thèses préparatoires au congrès d'unification.)

C'était là le résultat « théorique » de la vue schématique qui amenait à considérer le « Groupe ouvrier révolutionnaire » comme embryon de soviet. Y compris dans la plupart des entreprises, où les « Groupes ouvriers révolutionnaires » ont réussi à devenir des comités, ils ne peuvent résister à l'afflux des masses dans les organisations syndicales. Dans la plupart des endroits, en résistant à la transformation des comités en organisations syndicales, les trotskystes sont tout simplement rejetés de toute responsabilité au niveau de l'usine ou de l'union locale.

En outre, des militants regroupés dans les « *Groupes ouvriers révolutionnaires* » (chez Panhard) prennent tout naturellement la direction de la section syndicale à la libération. En les tenant à l'écart, voire en les condamnant, les trotskystes ont poussé ces camarades à rompre avec le P.C.I. et à adhérer au P.C.F.

Mais déjà, pendant la guerre, des militants ouvriers du P.C.I. vont commencer le combat dans les entreprises et les syndicats illégaux, qui permettra, à une autre étape, à l'organisation des trotskystes d'assimiler véritablement le marxisme, le « *Programme* » de la IV^e Internationale et les lois de l'Histoire par l'intervention directe dans la lutte de classes. Ce sera au prix de nouveaux conflits internes et de nouvelles crises. Il n'y a pas de voie royale qui mène à la victoire de la révolution. Aucune force objective n'émancipera les révolutionnaires de construire eux-mêmes, par leur action consciente et la volonté, le Parti à l'aide du « *Programme* ». De nombreuses et difficiles années seront encore nécessaires. Et ce travail n'est, à ce jour, pas encore accompli.

III

1945 - 1950

CRISES ET SCISSIONS

LES trotskystes, en 1944, ont renouvelé l'erreur commise par les bolcheviks-léninistes en 1936. Ils n'ont pas encore réussi à assimiler cette leçon toute simple qui se dégage de toute l'expérience du marxisme et que Léon Trotsky a magistralement exposée dans « *l'Histoire de la révolution russe* ». La première étape du processus révolutionnaire passe par les grandes organisations traditionnelles. Dans ce cadre, la construction du parti révolutionnaire exige, et une indépendance politique totale à l'égard des appareils bourgeois, et une stratégie et une tactique adaptées au niveau de conscience des masses.

Une crise révolutionnaire met en mouvement des masses de millions et de millions d'hommes, de femmes et de jeunes qui, hier encore, acceptaient plus ou moins passivement leurs conditions d'exploités (ces conditions « normales » de l'exploitation, qui réduisent l'exploité à la situation d'un individu, situation qu'il subit comme tel). Une crise révolutionnaire remet en question les conditions de l'exploitation et par là même pousse les masses à se regrouper, à s'organiser.

Pour résister à la puissance sociale unie du capital et de l'Etat bourgeois, les prolétaires doivent s'unir, c'est-à-dire s'organiser. Par là même ils deviennent une classe. Par millions et millions, dans une période de crise révolutionnaire, les masses vont à l'organisation pour se constituer en classe ; par millions et millions les masses tendent à se regrouper face à l'Etat bourgeois disloqué. Les organes qui seuls permettent au prolétariat de devenir classe dominante, c'est-à-dire de devenir véritablement la classe assumant la mission historique d'accoucher la société sans classes, ce sont les soviets, les conseils, les comités, l'Etat-Commune.

La période ouverte par l'effondrement de Mussolini et la révolution italienne, de septembre 1943 jusqu'à la fin de 1945, a vérifié avec éclat la perspective révolutionnaire qui fondait le combat du P.C.I. Spontanément (une spontanéité enrichie de toute l'expérience accumulée par la lutte des classes internationale, mûrie par le combat de l'avant-garde), les masses, par millions et millions, ont tendu à s'organiser dans des organisations à caractère soviétique : milices, F.T.P., comités d'usines ; dans certaines conditions, les comités de libération ont traduit en France la vérité que la deuxième guerre mondiale tendait à se transformer en « *guerre civile* », perspective que Lénine avait formulée au cours de la première guerre impérialiste.

Mais les masses ont vu se dresser, à l'intérieur même de leur mouvement, la force contraignante des appareils réformiste et

stalinien. Il est nécessaire, à ce stade, de reprendre l'analyse. La crise révolutionnaire met en mouvement des masses, par millions et millions, qui, jusqu'alors inorganisées, vont à l'organisation. Mais le combat révolutionnaire de ces masses, jusqu'alors inorganisées, ne se déroule pas sur un terrain vierge. Le prolétariat a une longue histoire ; depuis plus d'un siècle, il a engagé des combats de résistance à l'exploitation. Par ces combats, il a arraché à la bourgeoisie droits, conquêtes, garanties. Il n'a pu conduire ses combats que parce qu'il s'est organisé. Les organisations ouvrières, partis et syndicats, sont des résultats du combat de classe. Dans les périodes « calmes », ces organisations ne regroupent qu'une fraction limitée des travailleurs et de la jeunesse. Mais, quand la crise révolutionnaire met en mouvement des masses par millions et millions, qui tendent à l'organisation, ces masses se dirigent « naturellement » vers les organisations traditionnelles, ces organisations qui ont cristallisé tous les résultats et acquis de la lutte de classe historique du prolétariat.

Des millions et des millions de travailleurs et de jeunes, qui s'efforcent, face à l'Etat bourgeois désagrégé, de se regrouper dans des formes prosoviétiques de pouvoir, affluent nécessairement vers les organisations « historiques » déjà constituées ; ils gonflent partis ouvriers et syndicats. Par millions et millions, les masses chargent ces organisations de toutes leurs espérances révolutionnaires, de tous leurs espoirs d'en finir avec les anciennes conditions d'exploitation. Mais ces organisations traditionnelles que la classe a constituées dans une lutte de classes acharnée, souvent sanglante, pour assurer sa défense contre l'exploitation, sont dominées par des appareils bourgeois, par ces « lieutenants ouvriers de la classe capitaliste », que Lénine a dénoncés en 1920 dans « *La maladie infantile du communisme* ».

Les appareils dominant les organisations multiplient obstacles sur obstacles face aux aspirations révolutionnaires des masses. Au nom de la politique du « *Produire d'abord, revendiquer ensuite* » (Frachon), de « *la grève qui est devenue l'arme de classe des trusts* » (Lecœur, alors secrétaire du P.C.F.), Thorez exige que les armes chèrement arrachées durant l'occupation soient déposées dans les commissariats de police, parce que pour les stalinien, agents de la bourgeoisie, « *il n'y a qu'une seule police, un seul Etat, un seul gouvernement* », le gouvernement bourgeois présidé par de Gaulle, dont Thorez deviendra le vice-président et qui s'emploiera à reconstruire avec l'aide des appareils stalinien et réformiste la police bourgeoise de l'Etat bourgeois.

Les formes prosoviétiques de pouvoir des masses doivent être liquidées pour que le gouvernement de Gaulle-Thorez arrive à ses fins. Une nouvelle fois, le P.C.F., et avec lui la S.F.I.O., a réussi à canaliser le torrent révolutionnaire vers le respect de l'ordre bourgeois, comme il en a été en 1936.

La grève générale d'août 1953, les grèves généralisées de l'été 1955, la grève générale des mineurs de 1963, la grève générale de mai-juin 1968 seront également liquidées par les appareils pour

sauver l'Etat bourgeois. Mais, en 1944, les trotskystes n'ont pas encore assimilé les lois qui président au développement du mouvement des masses. Ils n'ont pas encore appris, par leur propre expérience, que la crise révolutionnaire entraînant par millions et millions les travailleurs à la constitution d'organes de pouvoir recoupe, à la première étape, les organisations traditionnelles dominées par les appareils. Pour s'en distinguer à l'autre étape, il faut que la masse se dresse contre les appareils, par sa propre expérience, mais aidée par le combat pour la construction du parti révolutionnaire mené par l'avant-garde organisée (8).

Les trotskystes, insuffisamment expérimentés, n'ont pas encore compris qu'il n'y a à la disposition de ceux qui luttent pour changer le vieux monde que les matériaux du vieux monde. Répétons-le : Marx, Engels, Lénine, Trotsky l'ont écrit. Il ne suffit pas de lire pour apprendre. Il faut, pour apprendre, savoir fusionner théorie et pratique. Les trotskystes devront apprendre le processus complexe qui conditionne la construction du parti révolutionnaire comme produit tant de l'expérience que la masse acquiert par elle-même que de l'expérience de l'avant-garde ayant assimilé la méthode du matérialisme dialectique, ayant assimilé le marxisme, expression consciente, donc organisée, du processus inconscient. Les trotskystes, en combattant, devront, au cours des années, assimiler le « Programme » de la IV^e Internationale, l'expression du marxisme de notre époque, la fusion organique de la théorie et de la pratique dans l'organisation.

En 1944, comme en 1936, illusions et rêves expriment cette insuffisante assimilation du marxisme qui, jointe à l'immense force contraignante du stalinisme alors à l'apogée, va multiplier les difficultés qui assaillent les trotskystes. Il faudra le temps. Il faudra la patience. Il faudra attendre.

1945-1950 : ANNÉES DIFFICILES, ANNÉES DU COMBAT OUVRIER

Le P.C.I. de 1945 se veut fondé sur les principes du bolchevisme. Mais, ici encore, l'insuffisante assimilation du marxisme, dans le domaine de la construction du parti, va exacerber crises et conflits de tendances. Nous savons que l'implantation du marxisme a toujours été faible dans le mouvement ouvrier français. Le guesdisme, seule tendance qui se prétendait marxiste, l'a en fait réduit à une expression formelle. D'ailleurs, dès la fin du XIX^e siècle, la politique du guesdisme était déjà fortement entachée de réformisme. Nous savons que les traditions du bolchevisme (marxisme de notre époque), avant même d'avoir pu s'implanter dans le jeune parti communiste des années 20, ont rapidement fait place au

stalinisme, après une courte période où Zinoviev a dirigé l'Internationale communiste avec Staline et Kamenev. Le zinoviévisme dans l'Internationale communiste, c'est également un « *bolchevisme* » formalisé. Sur ordre, par le sommet, sans que les partis communistes dans chaque pays aient pu, sur la base de leur propre expérience, en assimiler les principes, par décret, l'I.C. a décidé la « *bolchevisation* », dont Staline s'est emparé pour « *russefier* » les partis et l'I.C., c'est-à-dire pour soumettre leurs appareils aux intérêts contre-révolutionnaires de la caste privilégiée du Kremlin.

La « *bolchevisation* » consiste à isoler en catégories figées « *Que faire ?* », l'ouvrage fondamental où Lénine applique la méthode du marxisme aux problèmes de la construction du parti révolutionnaire, principes que Lénine applique à la construction d'un parti dans les conditions spécifiques de la Russie. Le bolchevisme, avec la « *bolchevisation* », est en quelque sorte découpé en « *tranches* », valables pour tous les temps et toutes les époques. La substance vivante du marxisme est réduite à un catalogue de recettes.

Mais le marxisme « *formalisé* » est contraire au marxisme, théorie et pratique fusionnées dans la construction du parti international du prolétariat. C'est au travers de ce marxisme « *formel* » que Guesde, Kautsky, Plekhanov ont sombré dans le réformisme, négation du marxisme. C'est sur la déviation formaliste du bolchevisme (« *bolchevisation* ») que le stalinisme, négation du bolchevisme, s'est édifié.

Le trotskysme a représenté le combat de l'avant-garde marxiste dans l'I.C. et les P.C. pour la défense du bolchevisme vivant contre la formalisation du bolchevisme. Mais la portée de ce combat n'a pu d'emblée être appréciée par les trotskystes, qui, comme nous l'avons vu, se sont trouvés quasiment rejetés de leur propre classe. C'est ainsi que combattant avec acharnement les résultats théoriques et pratiques de la politique stalinienne, les trotskystes n'ont pu généraliser la déviation au niveau de la méthode. La méthode de construction du parti, sous-jacente à toute l'activité des trotskystes, était plus ou moins réduite à l'estimation que « *puisque nous avons raison* », le parti révolutionnaire jaillirait en quelque sorte spontanément de la vérité.

Mais si nous avons raison, c'est parce que les analyses de Léon Trotsky se situaient sur le plan réel du marxisme qui place au centre de la méthode l'activité révolutionnaire des masses, donc la construction de l'instrument indispensable à la victoire de la révolution prolétarienne, le parti, l'Internationale. Répétons-le, le marxisme, c'est la fusion organique de la théorie et de la pratique dans le combat pour le parti. La théorie ne saurait être révolutionnaire — donc marxiste — sans une pratique révolutionnaire. Mais la pratique qui découle de la théorie ne saurait être révolutionnaire sans la lutte consciente pour la construction du parti. Si les hommes font l'Histoire dans des conditions objectives données, ce sont en dernière analyse les hommes eux-mêmes qui font leur propre Histoire. Si les révolutionnaires qui combattent

dans des conditions objectives données ne centralisent pas leur activité théorique-pratique sur la construction du parti, rien ni personne ne le fera à leur place. Rien ni personne n'émancipera les révolutionnaires de la tâche de construire eux-mêmes le parti révolutionnaire. Telle est l'essence du bolchevisme de Lénine et Trotsky. Telle est l'essence du « *Programme de transition* » adopté en 1938 par la Conférence de fondation de la IV^e Internationale.

Les conditions difficiles du combat des trotskystes ont rendu difficile une rapide assimilation des principes du bolchevisme. L'insuffisante assimilation des principes du bolchevisme allait conduire des trotskystes à chercher et à rechercher des voies de traverse, des raccourcis, pour construire le parti. L'impossibilité de trouver ces raccourcis allait conduire ces tendances à l'intérieur du P.C.I. et de l'Internationale à rejeter le bolchevisme, à capituler devant le stalinisme et la social-démocratie, à abandonner le marxisme.

LE P.C.I. A LA SORTIE DE LA GUERRE : 1945-1948

Le P.C.I. présente alors tout un éventail de courants et de tendances, une majorité soutenue par le « *Secrétariat international* » qui entend se placer sur le terrain de l'« *orthodoxie* » marxiste, une minorité presque aussi importante qui, sur la base d'une critique formelle des erreurs, amorce une évolution qui mènera bon nombre de ses membres hors du trotskysme. Mais, en 1945, ces courants ne sont pas réellement cristallisés, et n'ont aucune véritable homogénéité politique.

Un clivage commence à s'opérer entre ceux qui, plus ou moins confusément, refusent d'intervenir dans la classe — se réfugiant dans l'activité journalistique et une politique de contacts avec les intellectuels idéologues qui prétendent forger « *l'opinion publique de gauche* » — et ceux qui entendent consciemment porter le « *Programme* » dans les entreprises et dans les syndicats. Les premiers sont membres de toutes les tendances. Les autres, les militants ouvriers, rassemblés dans la commission syndicale, s'efforcent de traduire dans la classe l'orientation politique du P.C.I. et d'y défendre son programme d'action : « *Du travail et du pain* ». Ils se battent dans les entreprises et les syndicats pour la constitution d'un gouvernement ouvrier, P.C.F., P.S. et C.G.T., pour un plan de reconstruction économique sous contrôle ouvrier, satisfaisant les besoins élémentaires des masses : le pain et le travail, et sur les mots d'ordre suivants : « *Rupture des partis ouvriers — qui siègent au gouvernement provisoire — avec la bourgeoisie* ».

La volonté des militants ouvriers de construire un parti en intervenant dans la lutte des classes se heurte à des obstacles

internes à l'organisation. Les leaders de toutes les tendances ne sont pas capables de définir une stratégie claire de construction du parti. Le désordre, la dispersion, le gaspillage d'énergie dans l'organisation paralysent l'intervention des militants.

L'objectif que se fixent les militants ouvriers, c'est la constitution d'une tendance « *lutte de classe* » sur une plate-forme de classe : internationalisme, lutte de classes et démocratie prolétarienne. C'est de cette époque que date le rapprochement entre les trotskystes et les syndicalistes révolutionnaires de l'École Emancipée, qui sera rompu dans la grève générale de mai-juin 1968 lorsque les vieux dirigeants usés de l'École émancipée capituleront devant les appareils.

La situation de la jeunesse est assez correctement appréciée. Elle a supporté les mobilisations successives de Daladier, Pétain (S.T.O.) et de Gaulle. Les organisations traditionnelles ne lui offrent aucune perspective. Le désarroi mais aussi la volonté de combattre caractérisent en 1945 l'état d'esprit de la jeunesse. La perspective ouverte par le P.C.I., c'est l'organisation de la Jeunesse communiste internationaliste, avant-garde de la jeunesse, adhérant à la IV^e Internationale ou évoluant vers elle. En réalité, il n'y a pas encore une véritable appréciation de ce que devrait être une organisation révolutionnaire de la jeunesse, école du communisme, mais se construisant par rapport aux problèmes spécifiques se posant à la jeunesse. La J.C.I., c'est plus ou moins le « *parti jeune* », sans que personne en soit conscient.

A aucun moment, le P.C.I. n'est capable de dire comment il faut organiser les militants du P.C., les ouvriers qui, dans les syndicats, recherchent la voie du combat, et les jeunes.

Dans le même temps, le P.C.I. consacre une part importante de ses forces à l'activité électorale. Il était correct, il est parfaitement juste de ne délaissier aucun terrain de lutte. Mais cette bataille électorale révèle la force des illusions parlementaristes des dirigeants du P.C.I. Et le P.C.I., qui se veut parti dirigeant, développe une politique de prestige, coûteuse en efforts militants et en argent, une politique au-dessus de ses moyens politiques, de la place qu'il occupe réellement dans la lutte des classes. Les dirigeants du P.C.I. n'ont pas compris la différence qui existe entre le parti dirigeant la lutte des classes et le parti qui se construit par l'intervention dans la lutte des classes. Cette politique devient un facteur supplémentaire de désorganisation et de démoralisation.

Pourtant, les résultats aux élections à l'Assemblée constituante de novembre 1945 : 10.817 voix pour le P.C.I. (8.000 à Paris, 2.700 dans l'Isère), les meetings archicomblés témoignent des possibilités effectives qui s'ouvrent aux trotskystes. La direction fixe alors l'objectif de 30.000 ouvriers d'avant-garde à recruter dans le plus bref délai, dont 3.000 dans l'immédiat parce que « *correspondant aux possibilités d'encadrement actuelles du parti* ». Cet objectif n'est pas arbitraire, dit-elle, puisqu'« *il représente le dixième du collège électoral qui aurait été le nôtre si nous avions*

présenté des candidats dans tout le pays ». Et ces objectifs aberrants, impossibles à atteindre, déterminés par un volontarisme étranger au marxisme et par le désir de voir le parti déjà construit introduire dans le P.C.I. scepticisme, désorganisation et démoralisation. Pour les dirigeants du P.C.I. le rythme et les méthodes de la construction du parti ne sont pas déterminés par la lutte de classes (les relations existant à un moment donné dans la classe, entre classe et appareil, entre classe et avant-garde, entre appareil et avant-garde), mais par les illusions, lesquelles recouvrent le désir d'être considéré comme un « *parti comme les autres* ».

Le combat pour la légalisation de « *la Vérité* », toujours interdite en raison de la pression des stalinien au sein du gouvernement dont ils sont membres, voit le P.C.I. engager une véritable campagne pour le respect des libertés ouvrières et démocratiques. Pour la première fois, et malgré des insuffisances, le parti se mobilise sur un objectif commun. Tous les organismes du parti réalisent plus ou moins bien, mais réalisent tout de même les tâches qui leur ont été assignées. Surtout, dans cette campagne, le P.C.I. allie les démarches au ministère à une campagne de masse. Des pétitions circulent. Malgré la répression stalinienne et policière, les militants vendent « *la Vérité* », dimanche après dimanche. Par son action, le parti arrache, fin 1945, la légalisation de « *la Vérité* ». Contrairement, le passage à l'activité légale fait éclater la crise de l'organisation au grand jour.

Elle éclate dans les aspects quotidiens de la vie de l'organisation : désorganisation permanente, faiblesse de l'appareil technique, retards dans la parution des textes, le congrès sans cesse reculé (d'août 1945 à février 1946). Et, signe qui ne peut pas tromper : le délabrement des finances. Le montant des « *phalanges* » (cotisations) — quand elles sont payées — de la vente des publications, de la souscription, est dérisoire, sans rapport avec l'activité.

Mais c'est pourtant au travers de ces difficultés, de toutes ces faiblesses qui vont se traduire rapidement en crises politiques (parce qu'exprimant cette inassimilation du bolchevisme [centralisme démocratique]) que commence à se forger le courant du trotskysme ouvrier.

Dans la grève des employés de la Sécurité sociale (juillet 1945), première action de classe contre le « *produire d'abord* », mot d'ordre stalinien qui matérialise la trahison des aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière, les trotskystes — contre le ministérielisme des appareils — sont au premier rang, avec des militants ouvriers de toute tendance. Les trotskystes s'engagent à fond dans la grève des rotativistes de la presse (janvier 1946) calomniée par le ministre stalinien du gouvernement de Gaulle, le défunt A. Croizat. Le Comité de grève autorisera la parution de « *la Vérité* », l'organe du P.C.I., qui, seul de tous les organes de presse, soutient la grève (« *l'Humanité* » calomniatrice ne paraîtra pas).

Ces premiers mouvements, annonciateurs des plus grands combats de classe, permettent aux militants ouvriers trotskystes de mesurer

la place de l'intervention dans les syndicats et celle de l'activité indépendante de regroupement et d'organisation de militants. Les rapports entre parti et syndicats, entre classe et parti, entre classe et organisations traditionnelles commencent à passer du stade de la réflexion livresque à celui de l'activité pratique. Sur proposition des militants ouvriers trotskystes, le congrès, à l'unanimité, se prononcera pour l'indépendance des syndicats par rapport à tout parti, y compris le parti révolutionnaire, par rapport à tout État et gouvernement, y compris l'État ouvrier. Indépendance des syndicats qui inclut la complète subordination des trotskystes à l'organisation trotskyste dont ils sont membres.

Mais les acquis du travail de la commission syndicale ne se portent pas à l'actif de l'ensemble de l'organisation, parce que son activité n'est ni intégrée dans celle de l'organisation ni contrôlée par elle. Elle travaille en toute « tranquillité », jouissant d'une autonomie quasi totale. Son travail est toujours approuvé, et quelle que soit la tendance qui assure la direction, ses responsables sont toujours élus à l'unanimité. En fait, les directions successives du P.C.I., préoccupées par l'aspect journalistique et de sommet de la politique, se désintéressent de l'activité des militants ouvriers. Cela est également vrai pour les dirigeants de la majorité Frank-Privas et pour ceux de la minorité Craipeau-Parizot, etc. Les résultats du travail de la commission syndicale ne sont donc pas perçus par l'organisation et ne peuvent pas être un facteur de redressement.

LES THÈSES DE ROUSSET

Un des motifs les plus profonds des crises qui vont secouer le P.C.I., c'est le refus de la direction de l'Internationale, Pablo-Cannon (ce dernier dirigeant du Socialist Workers Party américain, non affilié formellement à la IV^e Internationale), de discuter du bilan politique et d'organisation de l'activité de la IV^e Internationale et de ses sections. Au nom de la défense d'un faux prestige, la direction de l'Internationale, qui « se prend pour une institution », interdit la discussion, brouille les cartes. Au 2^e congrès de l'Internationale (1948), le rapport sur le bilan, traduction incluse, de dix années d'Internationale s'effectuera en une demi-heure, discussion comprise.

Mais il n'est pas un militant qui ne se demande pourquoi la section française est toujours un groupe squelettique, en dépit des combats engagés par les trotskystes. A des problèmes réels, il est impossible d'opposer faux prestige et mesures d'autorité. Si les marxistes n'entreprennent pas eux-mêmes la critique de leur activité, s'ils ne la présentent pas publiquement à la classe ouvrière, d'autres, pour d'autres buts, réaliseront ce travail.

C'est alors que David Rousset va commencer un itinéraire qui le conduira à la députation sous les couleurs de l'U.D.R. (gaulliste), après avoir commencé par capituler devant le stalinisme, pour capituler ensuite devant la social-démocratie, et devenir enfin un agent direct de l'impérialisme. Rappelons néanmoins que David Rousset, gagné au trotskysme par les bolcheviks-léninistes en 1935, a été déporté dans les camps nazis comme combattant de la IV^e Internationale. Cela, nous nous devions de le signaler. Ce qu'il est advenu même d'un Rousset ne permet pas de juger, au nom de ce qu'il est devenu, ce qu'il a été et ce qu'il a fait à un moment donné. Mais en octobre 1945, Leblanc (David Rousset) est accompagné sur le chemin de la capitulation devant le stalinisme par Gilles Martinet, journaliste petit-bourgeois pro-stalinien, par Henri Claude, venu des abondancistes, alors encore membre du P.C.I. mais qui rapidement se joindra au stalinisme. L'« économiste » Henri Claude est aussi peu marxiste alors qu'il ne l'est devenu ensuite, compilateur sans talent ni conscience dont la notoriété n'est due qu'à sa soumission servile à l'appareil. Rousset est accompagné en 1945 par Pierre Naville, déjà usé depuis 1939 par quinze années de combat pour le trotskysme, qui continuera ensuite sa valse hésitation entre un marxisme académique (auteur néanmoins d'œuvres intéressantes) et la capitulation devant le stalinisme. Il l'est par Bettelheim, venu du P.C.F. au trotskysme, qui retournera au P.C.F. et censurera lui-même un excellent livre sur la planification soviétique rédigé avant 1939. Il l'est également par Laurent Schwartz, savant intellectuel, militant trotskyste depuis l'avant-guerre, combattant courageux de l'occupation, mais qui n'a jamais assimilé le marxisme. Ensemble, ils vont bientôt rédiger l'éphémère « *Revue internationale* », refuge du révisionnisme anti-trotskyiste. En octobre 1945, Leblanc est le premier à se détourner radicalement et définitivement du « *Programme* » et du marxisme.

Les leçons qu'il tire de la situation présente, considérée par lui comme un état de faiblesse organisationnelle et politique considérable du prolétariat mondial, est caractérisé par « *la faiblesse organique profonde du prolétariat* ». Par conséquent, incapable, à l'étape actuelle, d'engager positivement, par ses propres forces, avec ses propres moyens, la conquête révolutionnaire du pouvoir, le prolétariat délègue à l'Union soviétique et à sa bureaucratie dirigeante un rôle déterminant dans la solution de la crise mondiale. Dans l'éventualité d'un troisième conflit, qu'il déclare inévitable, la bureaucratie pour Rousset se trouve aujourd'hui contrainte, dans les faits, de poser et de réaliser la révolution socialiste à l'étranger : « *On ne peut passer sur le corps du stalinisme pour réaliser la révolution socialiste.* »

Enfin, arrivé au terme de sa démarche, David Rousset conclut :

« *Notre base programmatique, qui était essentiellement constituée par les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste et par l'œuvre de Trotsky sur le centrisme stalinien, correspond à une expérience politique, à un niveau des luttes révolutionnaires dans le monde qui, aujourd'hui, se sont complètement modifiées.* »

Rousset propose « à la place de l'Internationale, parti mondial de la révolution, des rencontres internationales très larges, quant aux plates-formes présentées, donc naturellement très lâches dans leurs conceptions organisationnelles » (« Propositions pour une nouvelle appréciation de la situation internationale », octobre 1945, texte préparatoire au second congrès de 1946).

Le noyau des positions révisionnistes de Leblanc-Rousset, nous le verrons, deviendra, en 1950-1951, le fondement des thèses de Pablo, auxquelles se joindront ensuite Frank et Germain. En 1945, ce révisionnisme qui suscite des réactions vives et hostiles, aussi bien de la part de la majorité que de la minorité, est combattu à juste titre par Pablo, Frank et Germain. Rousset sera exclu du P.C.I. et de la IV^e Internationale. Mais la direction de l'Internationale, selon une méthode qui lui deviendra de plus en plus habituelle, n'ouvre pas une véritable discussion dans l'organisation.

LES LUTTES FRACTIONNELLES S'EXACERBENT

Les militants ouvriers du P.C.I. poursuivent patiemment le travail politique et d'organisation dans les entreprises et les syndicats, pour dégager les voies de la lutte de classes obstruées par la politique des appareils stalinien et réformiste reconstruisant la société bourgeoise chancelante, son État disloqué, son économie ébranlée. Ce combat, ils continuent à le mener en marge de l'activité d'ensemble de l'organisation. Rousset exclu, les deux principales tendances engagent une lutte fractionnelle des plus vives.

Il n'est pas dans notre intention, nous l'avons dit, d'écrire une histoire du trotskysme en France. Bornons-nous à retracer à grands traits les divergences, pour constater que si elles recourent des problèmes réels, elles sont néanmoins abordées sous une optique qui, en dépit des phrases contraires, ne place pas au centre de l'élaboration politique la construction du parti par l'intervention directe dans la lutte de classes. La raison profonde en est que, en dépit des divergences, les uns et les autres, tous en fait, estiment que le P.C.I. est déjà le parti ouvrier révolutionnaire dirigeant. Y compris les militants ouvriers se situent sur ce terrain ; mais par la nature même de leur combat, ils sont amenés à procéder dans la pratique à une évaluation plus rationnelle des relations réelles entre l'avant-garde et la classe, entre la classe, l'avant-garde et les militants ouvriers contrôlés par les appareils stalinien et réformiste, entre l'avant-garde et les appareils.

La tendance dite des « droitiers » est dirigée par des militants qui développent ouvertement à l'intérieur du P.C.I. des positions politiques opportunistes. Ils ont, comme tous les militants qui ont répondu à l'appel de Léon Trotsky, combattu des années durant dans les conditions extraordinairement difficiles que nous avons

esquissées. Les résultats de leur combat n'ont pas répondu à leurs espoirs. A présent, les « *droitiers* » sont à la recherche de la solution miracle qui permettrait au P.C.I. d'être un « *parti ouvrier comme les autres* », un parti « *reconnu* » par les autres. De plus en plus, le P.C.I. et le trotskysme vont leur apparaître comme un carcan qui les isole de l'opinion publique officielle, des dirigeants des grandes organisations, des journalistes et intellectuels. Leur analyse procède de constatations correctes. Avec l'aide des dirigeants staliniens et réformistes, la démocratie bourgeoise a été restaurée en France. Les organismes de lutte et de double pouvoir créés en 1944 ont été liquidés. Mais, à partir de cette réalité indéniable, les « *droitiers* » fondent une orientation basée sur une longue période de stabilité politique du système de la démocratie bourgeoise.

Certes, les appareils ont pu faire avorter la première étape de la crise révolutionnaire née de la guerre ; mais le système de domination de classe de la bourgeoisie française ne peut être durablement stabilisé. L'impérialisme français est sorti de la deuxième guerre mondiale irrémédiablement décadent. Ses positions dans le monde sont minées... A l'intérieur du pays, les masses laborieuses commencent à établir leurs comptes. Les « *grèves de débordement* » se multiplient contre les appareils, qui ont de plus en plus de difficultés à contenir l'action de masses ; ces actions de classe témoignent que la fin de la guerre a ouvert une période d'intense lutte de classes. Il ne faudra pas longtemps pour que les événements infligent un cinglant démenti aux « *droitiers* ».

Quatre jours avant le début de la grève Renault (avril-mai 1947), qui allait contraindre les ministres P.C.F. à quitter le gouvernement pour conserver le contrôle des masses et des militants, les « *droitiers* » pronostiquaient une longue période de paix sociale, en raison de l'amélioration de la conjoncture économique. Certes, les « *droitiers* » constataient qu'il y avait reprise économique, mais de cette constatation correcte, ils faisaient découler une défiance totale dans la capacité des masses à poser, au travers de leurs luttes, la question du pouvoir. Au mieux, ils estimaient que l'offensive révolutionnaire passerait, dans un futur lointain, par l'élargissement des luttes économiques, ce qui les a conduits à rejoindre le réformisme.

En fait, les « *droitiers* » avaient la face tournée vers les appareils, les journalistes et les intellectuels. Au 3^e congrès du P.C.I. (septembre 1945), le porte-parole des « *droitiers* », Laurent Schwartz, reconnaît aux partis staliniens un rôle progressif. Les « *droitiers* » allaient bientôt tourner le dos au prolétariat révolutionnaire et au trotskysme.

La tendance qui se proclamait fidèle au « *Programme de transition* » procédait à juste titre d'une autre évaluation, après d'ailleurs avoir longtemps hésité pour admettre que la première vague de la crise révolutionnaire ouverte à la fin de la guerre avait été liquidée par le stalinisme et la social-démocratie. Si la bourgeoisie mondiale, expliquions-nous, a amélioré ses positions politiques depuis

la libération, nulle part en Europe occidentale ni dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, elle n'a réussi à dépasser le cadre d'un équilibre instable, remis constamment en question par toute lutte de masse de quelque importance. En France, la classe ouvrière repartira inévitablement au combat. Appréciation correcte dans l'ensemble mais qui, dans bien des aspects, était pleine d'équivoques et de faux-fuyants par rapport à maintes questions fondamentales. Par exemple, alors que notre orientation pendant la guerre n'envisageait pas de retour possible à la démocratie bourgeoise, l'erreur non critiquée aboutissait à la confusion, non sur le caractère de la période, mais sur les différents moments de celle-ci. En fait, la possibilité était niée pour la bourgeoisie, appuyée par la trahison des appareils, d'aboutir à une situation de stabilisation relative. C'est ainsi que Germain, et nous tous après lui, affirmions qu'il n'y avait pas de reprise économique.

Une troisième tendance se forma autour des thèses de Chaulieu. Celui-ci définit la bureaucratie stalinienne comme une classe et voit, dans les partis communistes dans le monde, les éléments de cette nouvelle classe sociale en formation. La bureaucratie n'est pas analysée selon les critères fondamentaux du marxisme, à savoir la place que les classes occupent dans les rapports sociaux de production. Elle n'est pas la caste parasitaire. Elle est devenue classe et a donc une mission historique à accomplir, que sentimentalement Chaulieu et ses camarades condamnent. Le marxisme est rejeté, et avec lui toutes les perspectives scientifiques de la révolution prolétarienne. L'« *ultra-gauche* » Chaulieu, après avoir abandonné la tâche centrale de construire la IV^e Internationale, sombrera dans l'idéologie bourgeoise.

VERS LA SCISSION

Il reste que, même dans cette situation marquée par la confusion et les difficultés, le P.C.I. poursuit un combat exemplaire sur le terrain de l'internationalisme prolétarien. Seul comme parti, le 8 mai 1945, il se dressera contre les massacres de Sétif et de Guelma, organisés par le gouvernement de Gaulle, avec l'approbation des ministres P.C.F. et S.F.I.O., pour noyer dans la plus sauvage répression la lutte du peuple algérien pour son indépendance nationale. Seul comme parti, le P.C.I. combattra les plans de reconquête de l'Indochine, se prononcera pour l'indépendance inconditionnelle des peuples indochinois, combattra pour le retrait immédiat des troupes françaises et contre le maintien de l'Indochine dans l'Union française. Avec des militants formés parmi les travailleurs vietnamiens, le P.C.I. construira une section vietnamienne de la IV^e Internationale qui renouera avec le combat dirigé par Ta-Thu-Thau assassiné par Ho-Chi-Minh en 1945.

C'est parce que le P.C.I. a mené ces combats, c'est parce que les militants ouvriers trotskystes ont poursuivi le combat dans leur classe, à travers des discussions souvent confuses mais soulevant les problèmes réels posés par l'Histoire qu'un authentique courant trotskyste a pu émerger. Encore une fois, répétons-le, chacun à sa place et tous ensemble, malgré les erreurs, en dépit des reniements qui s'annoncent, la section française de la IV^e Internationale a lutté en France pour préserver l'héritage du bolchevisme.

Mais ce qui, avant tout, a maintenu le fil de la continuité, c'est le combat dirigé par la commission syndicale, combat par lequel, sur une longue période couvrant des années et des années, la petite cohorte de militants ouvriers trotskystes ont commencé véritablement leur apprentissage de militants « *lutte de classe*. »

Partout les militants ouvriers trotskystes se portent sur le front de la lutte de classes. Ils ont combattu sur des mots d'ordre et des revendications répondant aux aspirations des travailleurs. Ils sont présents dans les premières grèves qui, ayant leur point de départ dans les couches périphériques de la classe ouvrière, gagnent le gros de la classe. Ils sont présents dans la grève de débordement des P.T.T. d'août 1946, dans les combats des imprimeries du labour, aux usines Rateau, dans les premiers mouvements « *pour le pain* » à Nantes ; ils déclenchent les actions chez Unic et Renaudin. Ils participent à la grève Renault que les militants du groupe « *lutte de classe* » (« *Union communiste* ») ont nourrie depuis des mois dans les deux départements du secteur Collas. Après avoir combattu pour la généralisation de la grève à toute l'usine, les militants ouvriers trotskystes décident d'étendre la grève au secteur Puteaux-Suresnes où le P.C.I. est implanté chez Unic, Saurer, Morane, Renaudin. Ils combattent pour la grève générale de toute la métallurgie parisienne. Ils se heurtent à l'appareil stalinien. Ils se heurtent au groupe « *lutte de classe* » qui, se refusant à ce combat pour la généralisation de la grève Renault à toute la métallurgie, sombrera bientôt dans l'aventure gauchiste du Syndicat démocratique Renault (S.D.R.). En deux années, les sectaires gauchistes de l'« *Union communiste* », après avoir déserté le terrain de la lutte contre les bureaucrates à l'intérieur de la C.G.T., entraîneront à une totale démoralisation une avant-garde de métallos « *lutte de classe* » que nous avons ensemble conduite au combat dans le cadre du comité central de grève.

Les militants ouvriers trotskystes commenceront à apprendre que l'appareil du P.C.F., pour conserver le contrôle de la classe, est capable d'aller très loin « *à gauche* » sans changer de nature. Ils verront la direction du P.C.F., après avoir dû briser, par la calomnie et la violence, la grève Renault, démissionner du gouvernement pour, en reprenant sa « *liberté* » face au gouvernement, protéger avec une autre tactique et d'autres formes le pouvoir de la bourgeoisie. Ils apprendront que le temps en politique est la matière première la plus précieuse, et que si l'avant-garde laisse passer le moment où les travailleurs sont prêts à projeter en avant leur mouvement de classe, l'appareil stalinien, en s'adaptant, arrivera à reprendre le contrôle des actions.

Chez Unic, au début de mai 1947, dans la grève Citroën de juillet 1967, ils paieront les hésitations dues à l'insuffisante expérience. Ils seront isolés. Il faut apprendre. Les trotskystes apprennent en participant directement à la grève où les ouvriers boulangers ont contraint leurs dirigeants à l'action. Dans la grève générale des cheminots, les trotskystes commencent à mesurer ce que signifie pour des militants communistes « *opposants* » au sein du P.C.F. « *l'attachement au parti* ». Ces militants qui sont en désaccord acceptent de suivre les directives de l'appareil et liquideront la grève des cheminots de juin 1947, avant d'être eux-mêmes liquidés après la vague de grèves de novembre-décembre 1947.

Encore une fois la lutte de classes a démontré que les lois de l'Histoire peuvent être plus fortes que les appareils. La vague de grèves née de la grève Renault a entraîné en juin les mineurs. Plus de 50 % des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais poursuivent la grève contre les directives de la direction stalinienne de la fédération des mineurs C.G.T. qui a donné l'ordre de reprise.

Mais si l'apprentissage est fécond, il est encore insuffisamment assimilé et l'assimilation est encore rendue plus malaisée par la crise de direction où les leaders des deux tendances ne s'intéressent que très médiocrement au combat vivant dans lequel les militants ouvriers du P.C.I. sont engagés. Les uns, les « *droitiers* », ont ironisé à l'infini avant la grève Renault sur les « *trois comités de lutte* » et sur la « *grève unique de chez Unic* » déclenchée par les trotskystes, où la revendication des 10 francs de l'heure d'augmentation pour tous, qui sera reprise par les grévistes du secteur Collas, a été mise en avant dans l'action. Sceptiques et démoralisés, les « *droitiers* » se refusent à comprendre la portée du combat pour la direction des luttes qui intègre le « *comité de lutte* » — comme regroupement indépendant de militants et de travailleurs qui veulent engager l'action de classe en dépit des ordres contraires des appareils — et le combat dans les organisations syndicales qui continueront longtemps encore à rester le cadre premier de la mobilisation des plus larges masses. Au moins jusqu'à ce que les masses constituent par leur propre mouvement des conseils (comités ou soviets). Les militants ouvriers trotskystes commencent à comprendre que, même dans une telle période (révolutionnaire), les syndicats continueront à occuper une place décisive dans la lutte de classes. Mais les « *droitiers* » ne croient plus à la lutte de classes ni à la révolution prolétarienne.

Les autres, Frank, Pablo et Germain (que les militants ouvriers trotskystes reconnaissent comme leur direction) se couvriront de l'autorité du combat ouvrier trotskyste, dont ils découvrent l'existence après que la grande presse l'eut signalé à grand renfort de titres et commentaires. C'est dans cette situation que le P.C.I. va aborder la vague de grèves de novembre-décembre 1947.

A la différence des grèves du printemps qu'il cherchait à bloquer par la violence et la calomnie, le P.C.F. utilise les grèves, voire les déclenche, pour répondre aux besoins de la politique du Kremlin. C'est le temps du début de la guerre froide, du conflit entre la

bureaucratie et l'impérialisme américain. C'est le temps des « *grèves de pression* » destinées à modifier l'orientation pro-américaine de l'impérialisme français et à l'amener à composer avec le Kremlin. Tout l'art des dirigeants staliniens consiste à envoyer la classe au combat sans que celui-ci débouche sur le renversement de l'Etat bourgeois.

Quatre millions de travailleurs ont fait grève en nov.-déc. 1947 : les instituteurs, les métallos, les mineurs, les employés de la R.A.T.P., les postiers, les cheminots, les communaux... Mais les dirigeants réformistes et staliniens ont réussi, avant le déclenchement des autres secteurs, à faire reprendre le travail aux instituteurs. Ils ont pu empêcher que la jonction entre la grève de la fonction publique et les grèves générales des métallos, cheminots, P.T.T., etc. ouvrent la voie de la grève générale se dirigeant contre l'Etat bourgeois. Les militants du P.C.I. subissent la pression des appareils, se rallient chez les instituteurs à la reprise du travail. Ce n'est pas la première fois, ce ne sera pas la dernière, où la pression des appareils fera reculer les trotskystes avec d'autres militants.

Les staliniens ayant ainsi réussi à cadrer la vague de grèves qu'ils vont déclencher concentrent alors toutes les forces de l'appareil sur Renault où l'expérience d'avril-mai est encore toute proche, et où les trotskystes se sont implantés. Le groupe « *lutte de classe* » a de solides points d'appui, mais il s'est engagé, nous l'avons vu, dans l'impasse sans issue du Syndicat démocratique Renault, et le P.C.I. a gagné des jeunes ouvriers. L'appareil stalinien apprécie, comme toujours, ce que représente la force organisée des trotskystes. Mais sous le poids de l'offensive de l'appareil, les forces sont insuffisantes pour percer chez Renault. Les ouvriers trotskystes du P.C.I. engagés seuls dans la bataille, tandis que le S.D.R. observe une stricte neutralité, doivent reculer.

L'échec de mai 1947 pèse sur Puteaux-Suresnes. Aussi la commission syndicale décide-t-elle de porter les efforts des trotskystes sur Chausson où il y a des militants du P.C.I. Sous leur impulsion, les ouvriers élisent démocratiquement un comité de grève que les trotskystes animent. Mais il fut impossible de convaincre les camarades de Chausson, de lancer un appel aux usines d'Asnières, Clichy, Gennevilliers, pour que des comités de grève dans les usines soient élus et surtout de lancer un appel pour convoquer une réunion afin de constituer un comité central de grève. Ils ne comprennent pas la relation à établir entre la lutte dans les organisations traditionnelles pour y conquérir des positions et l'action indépendante pour la constitution des formes autonomes d'organisation. La lutte dans les syndicats n'exclut pas mais exige qu'à chaque étape les révolutionnaires proposent sous une forme ou sous une autre les formes d'organisation indépendantes. Les trotskystes de Chausson ont cru pouvoir conserver des positions de direction dans leur seule usine ; l'appareil, après avoir isolé les ouvriers trotskystes chez Renault, se tourne contre Chausson qu'il liquide rapidement.

Pendant toute cette période, la bourgeoisie française résiste à la politique de pression du P.C.F. et maintient l'orientation amé-

ricaine de sa politique, sans avoir cependant la force de briser la classe ouvrière. De son côté, la politique du P.C.F. de « *mobilisation contrôlée* » risque de déborder le cadre contre-révolutionnaire que le Kremlin lui a imparti et qui n'a donné aucun résultat escompté. Washington répond par un non catégorique à toutes les offres de compromis de Staline.

Il faudrait étendre la mobilisation. Il faudrait poser le problème du pouvoir par la destruction de l'Etat bourgeois. Ce n'est pas là le but recherché par Staline. Le P.C.F. capitule. Frachon appelle les travailleurs à opérer un « *repli général* » pour repartir « *vers de nouvelles batailles* ». Le 10 décembre, tous les grévistes sont rentrés avec 1.500 francs (anciens, bien évidemment) d'augmentation, dont 800 payables immédiatement, sans aucune garantie contre la hausse des prix; des sanctions frappent l'avant-garde; R. Mayer, le ministre de la banque Rothschild, annonce la « *libération des prix industriels* ». Rien n'est réglé.

Le P.C.I. tire le bilan de son intervention. Indéniablement le P.C.I. s'est partiellement plongé dans la bataille : ses militants ont participé à des comités de grève, ils ont collé l'affiche éditée par le P.C.I. : « *Vive la grève générale* » ; la diffusion de tracts à dizaines de milliers d'exemplaires a ouvert la perspective du pouvoir comme l'enjeu victorieux de la grève. Des résultats ont été obtenus (constitution d'un des premiers comités de grève inter-corporatif local à Issy-les-Moulineaux, délégations de postiers, de communaux exigeant du bureau confédéral l'ordre de grève générale...).

Une nouvelle fois, l'avant-garde n'a pu encore soulever décisivement le poids de la dalle de plomb qui étouffe le prolétariat français. Cette tâche ne saurait être accomplie, ni en un jour, ni en un an, ni en dix ans. Il faut le temps. Il faut que la classe ouvrière fasse sa propre expérience. Il faut que l'avant-garde soit à même de tirer, par elle-même, les leçons de l'expérience. La vague de grèves de novembre-décembre 1947 a été tout à la fois produit et blocage de la vague de luttes nées de la grève de Renault d'avril-mai 1947, elle-même précédée des nombreuses actions où le P.C.I. est directement intervenu. La vague de grèves de novembre-décembre 1947 aurait dû justement représenter ce terrain où les militants trotskystes tirent les leçons positives du combat positif qu'ils ont mené dans la lutte de classes.

QUESTION DE MÉTHODE

Mais la seconde vague de grèves de l'années 1947 va précipiter la crise. Les problèmes non réglés, le bilan non effectué, les discussions stoppées ou déviées sur de vaines querelles personnelles vont rejaillir avec une force décuplée. Cependant, les lignes politiques qui vont consommer, à l'étape suivante, la scission de l'Internationale commencent à se dessiner. Il était de bon ton dans l'Internationale

de parler et sourire sur les crises de la « *section française de la IV^e Internationale* ». Certes, les aspects français des crises au sein du P.C.I. sont réels. Ceux-ci trouveront également leur expression dans la scission de 1948.

Mais en réalité la crise française est déjà la réfraction en France des problèmes non résolus à l'échelle internationale et que la direction de l'Internationale s'est refusée à résoudre. Certes, les problèmes de personnes existent. Les méthodes de Pablo qui, dans chaque crise, envenime, exacerbe les conflits, tout en s'instituant « *arbitre* », ne comptent pas pour quantité négligeable dans les querelles de personne. Pablo est l'« *arbitre* » qui mobilise tous les militants de l'Internationale contre la direction du P.C.I., tout en couvrant soigneusement son rôle véritable qui est celui d'avoir assumé la direction effective de la section française depuis 1943.

Les faiblesses congénitales d'un Pierre Frank y sont également pour quelque chose : lorsque la scission sera consommée, Frank se hissera sur une chaise pour crier à ses anciens camarades de combat, ivre de joie : « *A la poubelle de l'Histoire* ». Frank est incapable de mesurer, parce que vivant depuis plus de 20 années dans un monde clos (en dehors des problèmes réels de la lutte des classes), la portée d'une crise qui voit près de la moitié des militants du P.C.I., combattants du trotskysme, quitter pour la plupart définitivement le terrain de la IV^e Internationale, et, pour nombre d'entre eux, y compris le terrain de la classe ouvrière.

Plus ou moins confusément, tous les militants ressentent directement l'importance majeure de cette scission. Mais personne ne saisit clairement les lignes politiques qui vont entraîner deux années plus tard au clivage décisif au sein de la « *majorité* » qui s'oppose alors aux « *droitiers* ». Les lignes politiques ne pouvaient être véritablement perçues, en raison du fait que les divergences entre les « *droitiers* » (et les « *ultra-gauches* » qui vont quitter le P.C.I., et la majorité recouvraient pour une part des problèmes de principe sur lesquels des marxistes devaient combattre, et s'allier : la majorité, et principalement les militants ouvriers trotskystes, fait bloc autour de l'« *Internationale* » contre ceux qui vont désertier la IV^e Internationale. Mais il ne sera une fois encore pas possible, pour les militants du P.C.I., comme pour les sections de l'Internationale, de mesurer à l'intérieur de la majorité toute la portée fondamentale des problèmes soulevés dans la crise.

Pour Pablo-Frank-Privas, la scission n'est qu'un épiphénomène. Le « *S.I.* » de la IV^e Internationale a toujours raison, il a toujours eu raison. Du moins, c'est ce que pense de lui-même le « *S.I.* ». Mais en fait, Pablo, Frank et Germain n'ont pas compris (pas plus que tous les autres militants) la signification, du point de vue de la construction du parti révolutionnaire, des erreurs commises en 1943-1945. Le « *S.I.* », omnipotent et omniprésent, s'est refusé à réfléchir sérieusement sur la signification des relations entre avant-garde et classe, avant-garde et appareils, appareils et classe. Le « *S.I.* » s'y refusait parce que, du moins, il l'estimait tel — la direction de l'Internationale était déjà la direction du mouvement

ouvrier mondial. Il s'y refusait parce que, comme la plupart des militants, il avait accepté sans discussion que le « *P.C.I. était le parti révolutionnaire* », que la nature des liens entre le P.C.I. et la classe était d'ores et déjà des liens de direction. Au nom d'un formalisme étranger à la vie, le problème de la construction du parti se réduisait à tenter de découvrir dans « *Que faire ?* » les recettes toutes prêtes, qui, ensuite, étaient communiquées aux militants par les spécialistes du genre, siégeant à la direction. Tout particulièrement, Privas assenait à tous et à chacun une « *vérité* » livresque à coups de citations. La guerre, 1944, 1947, la scission, dix ans des plus grandioses combats de classe, rien n'ébranlait la confiance prétentieuse et infondée. « *La direction de l'Internationale a toujours raison* » !

Fausse supériorité, prestige frelaté, ce comportement de petit-bourgeois du « *S.I.* » n'a rien de commun avec le marxisme. Rien de commun avec le marxisme vivant qui ne craint pas de soumettre à la critique faits, hommes et événements, parce qu'il sait que la révolution prolétarienne est œuvre humaine. Le faux « *marxisme* » du « *S.I.* », vidé de son contenu vivant, est déjà un marxisme formalisé et académique qui deviendra bientôt le véhicule des plus lamentales capitulations, où se rassembleront, à un niveau infiniment plus élevé, autour du « *S.I.* » toutes les déviations qui ont été à la racine de la crise de 1947.

L'Histoire ne connaît pas de faux prophètes. Elle s'est vengée à sa façon des pablistes. Pablo a combattu Rousset en 1945, il est amené à épouser les thèses frelatées de Rousset. Pablo ensuite a combattu les « *droitiers* » en 1947. Les thèses par lesquelles il a cherché à liquider la IV^e Internationale reprendront en 1950 la méthode des « *droitiers* ». Au congrès, où devait être établi le bilan de la scission, Privas distille aux délégués le tissu habituel de ses banalités péremptoires. C'est alors qu'il est présenté un amendement à la résolution sur la construction du parti.

Cet amendement dit en substance :

« *Si, pour les trotskystes, il est indiscutable que le « Programme » de la IV^e Internationale est le seul programme sur lequel peut se bâtir le parti révolutionnaire, sur lequel peut être construit le parti mondial de la révolution socialiste en France, il n'est pas prouvé que ce parti, dont la classe ouvrière a besoin pour vaincre, se construira dans le cadre formel que représente aujourd'hui le P.C.I.* »

Cet amendement représente le premier moment du cheminement d'une pensée collective qui ne trouvera d'ailleurs une expression achevée que bien plus tard. Nous n'en sommes pas là. En 1948, cet amendement exprime une nécessité qui ne pourra pas ne pas s'imposer, celle faite aux trotskystes de commencer à en finir avec les prétendues vérités toutes faites, celle de commencer à étudier sérieusement les conditions réelles de la construction du parti révolutionnaire en France, en s'appuyant sur la méthode vivante du bolchevisme, contre la répétition formelle des phrases de « *Que faire ?* ».

Que signifie cet amendement ? Les principes marxistes du « *Programme* » de la IV^e Internationale, adopté en 1938, ont été vérifiés. Aucun doute sur cette constatation. Pourquoi ? Parce que le « *Programme de transition* » place au centre de la pensée et de l'action le combat conscient de l'avant-garde pour résoudre « *la crise historique de l'humanité, combat qui se réduit à donner la solution à la crise de la direction révolutionnaire* » par la construction des partis révolutionnaires de la IV^e Internationale. Tous les trotskystes, depuis 1938 et avant, collectivement et individuellement, reconnaissaient la justesse de cette thèse fondamentale de leur « *Programme* ». Néanmoins, ils n'en tiraient pas la signification réelle.

Reprenons. La crise de la civilisation humaine est le résultat de l'impasse du système capitaliste. Les rapports de production, basés sur la propriété privée, sont devenus des obstacles absolus à la marche en avant de la civilisation. Le capitalisme ayant atteint le stade de l'impérialisme doit être balayé pour permettre à l'humanité de progresser. Autrement dit, toutes les conditions objectives, produit et résultat de l'activité de l'homme dans des conditions historiques données, sont réunies pour la victoire du socialisme. Toutes les conditions objectives sont rassemblées parce que, au sein même du système social périmé de la bourgeoisie, la seule classe progressive — dont la mission historique est d'accoucher la nouvelle société —, le prolétariat, doit combattre pour se protéger comme classe contre sa propre dégradation, et par là même protéger la civilisation, entraînée à la barbarie par la survie du régime capitaliste décadent. Les conditions matérielles d'existence déterminent en dernière analyse la conscience. L'intérêt « *matériel* » du prolétariat se confond avec l'intérêt matériel historique de l'humanité.

Le marxisme prend comme point de départ de l'analyse pour le combat les intérêts du prolétariat, comme moteur de l'évolution historique. Le prolétariat, dans le processus de la production matérielle de sa propre existence, ne peut que reproduire son ennemi : le capital. L'intérêt du prolétariat ne peut se réaliser que contre l'exploitation capitaliste. De même, et en sens inverse, l'« *intérêt* » du capital ne peut se réaliser que par et dans l'exploitation. Le terrain de la bataille des intérêts antagonistes du capital et du travail est la lutte des classes. Sur ce terrain de la lutte des classes, le capital se présente comme force sociale concentrée autour et à l'intérieur de son Etat de classe. Le prolétariat se présente comme producteur, isolé, atomisé, ne pouvant que produire le capital, son ennemi, pour se reproduire. Le prolétariat, pour résister à l'exploitation, est donc nécessairement conduit à surmonter son isolement, à s'unir comme classe sur le terrain de la lutte des classes. Le rassemblement de la classe comme classe conduit à l'organisation, à l'unité, réalisée par et dans l'organisation de classe. Le combat pour l'organisation de classe résume comme résultat et condition le combat historique du prolétariat pour son émancipation. Mais le prolétariat est classe de la société bourgeoise, laquelle ne peut survivre que sur la division de la classe

ouvrière, division que son système engendre nécessairement. Le prolétariat est, certes, la classe la plus homogène de par la place qu'il occupe dans les rapports sociaux de production, mais le prolétariat est néanmoins divisé contre lui-même par le capital, divisé en métiers, professions, catégories, donc en intérêts de métiers, de professions, de catégories.

L'intérêt historique du prolétariat concentre en conséquence des intérêts matériels particularisés, qui, existant comme intérêts matériels particularisés, ne peuvent se réaliser que dans l'intérêt historique du prolétariat. L'organisation de classe du prolétariat, pour répondre à sa fonction historique, doit saisir la classe dans ses particularités, et en même temps dans sa généralité. Les « *particularités* » représentent la forme et le contenu historiques concrets par lesquels s'exprime la « *généralité* », l'intérêt historique du prolétariat.

L'amendement proposé au congrès du P.C.I. de 1948 représentait, sous cet angle, la première tentative, certes imparfaite, de combattre contre la « *formalisation* » du bolchevisme, telle que nous l'avions héritée. Le P.C.I. se voulait parti bolchevique bâti sur le modèle du parti russe. Il n'était qu'une tentative désespérée de couler dans ce cadre formel une politique conforme aux intérêts du prolétariat. Mais le parti russe et ses agences nationales dégénérées que constituent les partis communistes nationaux ne peuvent être redressés.

Le parti français de la IV^e Internationale ne pourra être bâti que sur les principes du bolchevisme, valables dans tous les pays. Mais ces principes du bolchevisme devront être traduits en « *français* », c'est-à-dire appliqués aux particularités historiques qui ont concrètement fondé le prolétariat français — section du prolétariat international — comme classe. La « *bolchevisation* » de Zinoviev, puis la « *russification* » des P.C. entreprise par Staline n'avaient pas d'autre contenu que celui de sacrifier les intérêts généraux du prolétariat mondial, tels qu'ils se réalisent dans les intérêts « *particularisés* » de chaque prolétariat, dans chaque pays, aux intérêts de la caste bureaucratique du Kremlin.

Zinoviev, qui en prit conscience en 1926, fut liquidé. Staline utilisa la « *formalisation* » du bolchevisme pour liquider le bolchevisme. Mais le stalinisme, qui épousait (et épouse encore dans une moindre mesure) les cadres formels du bolchevisme, apparaissait à l'avant-garde des militants du P.C.F. comme le bolchevisme qui a assuré la victoire de la révolution russe. L'avant-garde des militants qui ont adhéré à la IV^e Internationale était convaincue du caractère contre-révolutionnaire du stalinisme. Elle était néanmoins convaincue de la nécessité de construire un nouveau parti communiste, sur la base des principes du bolchevisme. Mais elle n'avait pas encore réussi à dégager de l'histoire et de la théorie la substance vivante du bolchevisme. En répétant mécaniquement « *Que faire ?* », sans même s'en rendre compte, l'avant-garde trotskyste s'abandonnait au bolchevisme formel, contraire au bol-

chevisme de Lénine, et qui, utilisé par Staline, avait assuré la victoire de la bureaucratie sur le parti bolchevique de Lénine et de Trotsky. Les « *droitiers* » ont cherché à échapper à cette contradiction en voulant construire un « *parti comme les autres* ». Ils n'ont réussi qu'à quitter le terrain du bolchevisme. Pablo, Frank, Germain et Privas chercheront également en 1950 à échapper à cette contradiction sans réfléchir aux données réelles de la construction du parti, à la lumière des principes du bolchevisme. On ne peut échapper à cette contradiction qu'en la surmontant, en combattant sur les principes du bolchevisme vivant contre le bolchevisme formel. Pablo, Frank, Germain capituleront devant le stalinisme.

LA SCISSION DE 1948

La seconde vague de grèves précipite au sein du P.C.I. un double mouvement. Au cours des luttes, les militants qui interviennent dans la classe ouvrière se sont regroupés autour de la commission syndicale, capable de tirer les enseignements de son expérience et de définir une orientation politique et des axes d'intervention clairs. En revanche, l'acuité de la lutte des classes a précipité la désagrégation des tendances opportunistes et ultra-gauches.

Les « *ultra-gauches* » théorisent leur capitulation devant le réformisme et stalinisme en recherchant les causes dans l'échec du trotskysme.

Ils recherchent

« quel rôle joue dans le succès du stalinisme le fait qu'il exprime les intérêts des couches sociales supérieures du prolétariat. Il faudrait, au sujet de l'insuccès indéniable du trotskysme, faire la part des causes extérieures qui éloignent les masses de nos conceptions et des causes internes à notre mouvement. »

Bien entendu, ils sont des ennemis irréductibles du Front unique. Ils ne conçoivent qu'à la base, entre ouvriers staliniens et trotskystes.

Cette hostilité au Front unique est le lot commun de toutes ces tendances ultra-gauches. L'une d'entre elles, la tendance Chaulieu, en souhaitant que les comités de lutte deviennent des organismes permanents, des comités d'action avant l'heure — défend l'unité des révolutionnaires, en dehors de la classe ouvrière, donc contre elle.

Et comme toujours, ceux qui vont quitter le terrain de la bataille pour la construction du parti de la IV^e Internationale vont chercher le raccourci qui les dispenserait de poursuivre le tenace et difficile combat de principes. Les « *droitiers* » sont à la recherche d'un « *grand parti* », tout construit. Ce raccourci, ils croient l'avoir découvert dans l'unification avec les Jeunesses socialistes qui viennent de rompre avec la S.F.I.O., et des « *comités de regroupement révolutionnaire* » (qui n'ont à peu près d'autre réalité que « *l'esprit* » qui en anime les promoteurs).

Les « *droitiers* » ne réussiront qu'à liquider l'expérience, positive à maints égards, que des militants de la J.S. et du P.S. viennent d'accomplir contre l'appareil social-démocrate. A cette étape, les « *droitiers* » proposent la constitution d'un « *parti beaucoup plus large* ». Mais, le 31 janvier 1948, ils vont aller beaucoup plus loin. Ils proposent au bureau politique de

« *dresser un plan d'investissement de nos forces dans les J.S., l'Action socialiste révolutionnaire, "la Bataille socialiste", le journal "Franc-Tireur", qui tire à 250.000 exemplaires, la "Revue internationale", les centres personalistes d'"Esprit".* »

Il faut engager, écrivent-ils,

« *la discussion avec ceux qui veulent tenter, en gardant le contact le plus étroit et le plus fraternel avec les éléments révolutionnaires du mouvement ouvrier, un vaste rassemblement de toutes les forces vives du peuple pour l'avènement d'une vraie force et convoquer une conférence nationale de tous les courants ouvriers répudiant à la fois le stalinisme et la troisième force, pour construire un nouveau mouvement ouvrier, même si le P.C.I. est rejeté en tant qu'organisation.* »

A la recherche éperdue d'un « *parti beaucoup plus large* », les « *droitiers* » vont rencontrer les intellectuels petits-bourgeois qui, avec Rousset, Sartre et Camus, viennent de constituer l'éphémère R.O.R. (« *Rassemblement démocratique révolutionnaire* ») pro-atlantique et pro-américain. Il y adhèrent pour sauver les « *valeurs clés* » (sic) et donner au « *trotskyisme sa dernière chance de se renouveler et de prospérer* ».

Au problème réel soulevé par la nécessité de réfléchir au bilan de l'action du P.C.I., les « *droitiers* » n'apportent que la solution du passage sur les positions de la petite-bourgeoisie. Le trotskysme est jeté par-dessus bord. Le « *Programme* » est abandonné : les « *droitiers* » se dispersent rapidement. Les uns renoncent à toute action politique, les autres rejoignent la S.F.I.O., ou constitueront les cadres de la « *Nouvelle Gauche* » et du P.S.U.

La direction met en demeure les militants de choisir entre le R.O.R. et le P.C.I. ; mais, comme toujours, sous l'impulsion de Pablo, toute possibilité d'établir le bilan est bloqué, la discussion, à peine commencée, est terminée. Il reste que la préservation du marxisme justifiait totalement l'exclusion des « *droitiers* ».

LA QUESTION YOUGOSLAVE

Après la scission de 1948 et avant la crise pabliste, la situation se présente ainsi. Depuis la fin de la guerre, le « *Secrétariat international* », installé à Paris, est la véritable direction de la section française. Aucune décision n'est prise par le bureau politique ou le comité central du P.C.I. sans son aval. La direction française lui est complètement inféodée et participe à ses intrigues, qui, bien souvent, tiennent lieu de ligne politique. Dans ces conditions, aucune direction révolutionnaire ne peut se sélectionner. Le « *Secrétariat international* » et ses partisans dans le P.C.I. vivent coupés de tout lien avec la classe ouvrière et se désintéressent totalement de l'intervention des trotskystes dans la lutte des classes.

Les membres ouvriers du bureau politique et du comité central échappent à cette atmosphère étouffante par leur intervention, mais ne cherchent pas à la combattre. A cause de la confiance qu'il garde dans le « *Secrétariat international* », à cause de la vie et de la conception du parti qui règnent dans le P.C.I., sous l'impulsion du « S.I. », le noyau prolétarien n'exerce qu'une faible influence dans la vie politique du P.C.I.

A cause des erreurs commises, aggravées par la volonté du « *Secrétariat international* » d'interdire toute discussion véritable, ce noyau ne se renforce pas. Même dans les secteurs où les militants trotskystes ont noué des relations avec la classe, la politique générale du P.C.I. leur interdit de recruter. Percer dans la lutte des classes en s'appuyant sur le mouvement spontané des masses ; engager des batailles sur le plan syndical est devenu possible. Regrouper des ouvriers dans un parti dont l'activité générale ne traduit ni dans sa presse ni dans son organisation l'intervention des militants révolutionnaires ne l'est pas. Les militants du P.C.F. qui rejoignent le P.C.I. le quittent rapidement...

1948 marque une étape importante de la désagrégation du P.C.I. A cette époque, une juste appréciation des problèmes posés par la construction du parti révolutionnaire est d'ailleurs possible. Le P.C.I. doit apparaître pour ce qu'il est réellement : une organisation d'avant-garde (et non le parti révolutionnaire constitué) dont le « *Programme* » résume l'ensemble des problèmes posés par la construction du parti révolutionnaire, qui doit concentrer ses forces pour former dans l'action des dirigeants révolutionnaires, et pour construire des bastions dans la classe ouvrière, y conquérir des positions dirigeantes et élargir son implantation. Le P.C.I. n'est pas encore un parti.

Au 5^e congrès du P.C.I., en 1948, Frank devient secrétaire général. Imperturbable, il continue à envoyer des lettres ouvertes, proposant le Front unique au secrétaire général du P.C.F., Maurice Thorez. Les militants ouvriers poursuivent dans la plus large indifférence leurs tâches centrées sur l'intervention directe dans la lutte des classes. Et Pablo continue à gérer le parti mondial de la révolution socialiste !

Dans ces conditions, les problèmes politiques et d'organisation à régler étant considérés comme réglés avant même que d'être posés, aucune véritable cohésion théorique, politique et d'organisation ne peut se dégager. Mais la politique a horreur du vide. Ce qui aurait pu et dû être réglé, et qui ne l'a pas été au nom d'un vain prestige, va exploser en crise fondamentale qui va secouer la IV^e Internationale et l'ensemble de ses sections. Derrière la façade d'un accord formel sur le « Programme », à l'ombre d'un « Secrétariat international » « hypercentralisé », qui se veut « direction mondiale » (mais qui ne dirige pas grand-chose de l'activité réelle, de l'intervention vivante dans la lutte des classes), les questions qui sont à dénouer pour progresser vont l'être.

En septembre 1948, le « Kominform », sous l'impulsion de Staline, dénonce le parti communiste yougoslave. Du jour au lendemain, après Staline, Fajon, Duclos, Thorez, Togliatti, Ulbricht et consorts vont décréter que la Yougoslavie est un « Etat fasciste », que Tito est un émule de Hitler. La rupture entre le « Kominform » et la Yougoslavie est un événement d'une importance magistrale. C'est le premier acte de la montée de la révolution politique qui se poursuivra après la mort de Staline, de l'insurrection de Berlin-Est (juin 1953) au « Printemps de Prague » (1968), en passant par les événements de Pologne (1956) et la révolution hongroise des conseils (octobre 1956).

Il était donc parfaitement correct d'entreprendre une campagne de défense de la révolution yougoslave. Le comité central du P.C.I. (22-23 janvier 1948) approuve la résolution du comité exécutif international sur la Yougoslavie.

Frank écrit :

« Jusqu'à présent, les bolcheviks-léninistes ont défini les partis communistes par leur liaison avec Moscou, par leur subordination aux intérêts de la bureaucratie soviétique. De là, leur rôle contre-révolutionnaire, leur politique ouverte ou camouflée de collaboration de classes, mais aussi la défiance ou l'hostilité de la bourgeoisie à leur égard. C'est ce lien qui les différencie fondamentalement du réformisme traditionnel et des divers centrismes. Un parti stalinien qui rompt avec Moscou cesse d'être un parti stalinien, même s'il garde encore le régime intérieur, le mode de pensée, les mots d'ordre staliens. »

Frank a en partie raison. A une nuance près, qui est de taille. L'hostilité de la bourgeoisie n'est pas un signe caractéristique du parti stalinien. La bourgeoisie peut selon les circonstances se révéler hostile aux partis sociaux-démocrates. Et elle peut saluer en sauveurs les P.C. Mais le fait de définir le parti communiste yougoslave ayant rompu avec le Kremlin comme un parti non stalinien ne permet pas encore de le caractériser comme un parti révolutionnaire. Le fait que le P.C. yougoslave ait rompu avec Staline parce qu'il refusait de subordonner les intérêts de la Yougoslavie ouvrière et paysanne aux intérêts de la bureaucratie du Kremlin

est d'une importance extrême. Mais le cadre de la rupture ne pose pas *ipso facto* le cadre de la révolution mondiale comme la solution de problèmes soulevés par la marche en avant du socialisme dans tous les pays, y compris pour la Yougoslavie. Tito et le P.C. yougoslave, de 1948 à 1950, avanceront très loin dans la critique du stalinisme, ils refuseront néanmoins de quitter le terrain du « *socialisme dans un seul pays* ». Et ce qui fonde le « *parti révolutionnaire* » est précisément la critique de la théorie stalinienne du socialisme dans un seul pays, élaborée après la mort de Lénine, en rupture avec tout l'enseignement du marxisme, et des quatre premiers congrès de l'I.C. C'est ainsi que le P.C. yougoslave qui a brisé ses liens avec Staline n'est plus un parti stalinien, il n'est pas un parti révolutionnaire, il est devenu un parti centriste dont l'évolution commence à peine en 1948. La pensée formaliste de Frank aura ses conséquences. Frank est amené à écrire en septembre 1949 que le parti communiste yougoslave « *est en train de reconstruire le trotskysme d'une façon fragmentaire et sans vue d'ensemble, mais sur des questions de plus en plus importantes* ». Toute l'essence de l'« *objectivisme* » pabliste est ici formulée. Si un P.C. fondé, structuré dans les cadres du stalinisme, peut, comme le dira une résolution adoptée au printemps 1950 par le C.E.I., « *retrouver le lien organique entre la progression de la révolution yougoslave et la révolution mondiale* », alors il n'est plus nécessaire de construire dans chaque pays des partis de la IV^e Internationale. Les P.C. staliniens peuvent être redressés de l'intérieur, retrouver sur l'impact des situations objectives la fonction d'instruments de la révolution prolétarienne. Si donc on continue à proclamer la nécessité de la IV^e Internationale et de la construction de sections nationales, celles-ci ne sont plus que « *groupes de pression* » sans avenir et qui, si telle était leur fonction, mériteraient à juste titre le mépris et la haine des ouvriers. Frank, Pablo et Germain développeront jusqu'au bout ce qui n'est ici encore qu'esquissé. Ils chercheront et trouveront en 1959 dans la bureaucratie stalinienne l'agent objectif de la révolution. Après avoir découvert un « *trotskysme naturel* » en Tito, puis dans la bureaucratie stalinienne, Frank trouvera dans le guévarisme un marxisme naturel, après avoir salué la Guinée de Sekou-Touré comme un Etat ouvrier. La méthode du marxisme, activité consciente et organisée de l'avant-garde du prolétariat, est avilie. Le marxisme, théorie et pratique organisées du prolétariat, n'est plus l'expression consciente du processus inconscient. Ce faux marxisme, ce « *trotskysme* » dénaturé, devient réflexion des forces aveugles de la société bourgeoise dont la bureaucratie et les P.C. sont l'expression. Le « *Programme de transition* » avait établi dès 1938 qu'il « *est cependant impossible de nier catégoriquement, par avance, la possibilité théorique de ce que, sous l'influence de combinaisons tout à fait exceptionnelles de circonstances, des partis petits-bourgeois, y compris les stalinistes, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie* » — avec la bureaucratie stalinienne, « *passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois* », devons-nous ajouter.

L'Histoire a chargé d'un contenu extraordinairement riche et vivant ce pronostic théorique. Il n'en reste pas moins que rien, ni personne, ni Tito, ni Ben Bella, Castro ou Mao Tse-toung n'émanciperont les révolutionnaires de construire eux-mêmes les partis de la IV^e Internationale, qui, seuls, peuvent assurer une issue positive à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat, solution de la crise historique de la civilisation humaine.

C'est ainsi que, après avoir semé des illusions sur le P.C. yougoslave, tout en menant un combat nécessaire et totalement justifié contre Staline pour la défense de la révolution yougoslave, le « S.I. » allait rapidement changer le fusil d'épaule. Et brûler allégrement ce qu'il avait la veille encore adoré.

Staline, par le blocus économique, cherche à étouffer la résistance yougoslave. Tito cherche à y échapper, en nouant des relations commerciales avec l'Occident. Rien de condamnable du point de vue des principes. Mais Tito et le P.C. yougoslave vont être amenés à payer ces relations. En 1950, dans la guerre de Corée, l'impérialisme américain veut écraser dans le fer et le sang les légitimes aspirations à l'unité du peuple coréen, aspirations qui ne peuvent se réaliser que par la révolution. Staline a, sans aucun doute, créé les conditions de la guerre, dans le but évident de « saigner » la révolution chinoise. L'impérialisme U.S. s'est engouffré dans la guerre pour barrer la route à la montée révolutionnaire en Asie, consécutive à la victoire de la révolution chinoise. La guerre de la Corée du Nord s'appuyant sur tout le peuple coréen (du Nord et du Sud) est une guerre juste. Tito, pour échapper aux difficultés internes causées par le blocus de Staline, votera, avec l'impérialisme U.S., une résolution condamnant la Corée du Nord et la Chine contre l'octroi de crédits américains. La position de Tito doit bien évidemment être condamnée. Mais pour le « S.I. », il ne s'agit plus de cela. La Yougoslavie, hier saluée comme modèle du système de dictature du prolétariat, devient quasiment pour Pablo un Etat bourgeois. Les désillusions aussi fortes que les illusions vont mettre à nu le noyau du pablisme qui a pris corps à l'intérieur de la IV^e Internationale, comme une force étrangère à la IV^e Internationale et à son « Programme ». Hier le P.C. yougoslave était consacré comme un parti quasiment trotskyste, Belgrade allait devenir pour lui le siège de la IV^e Internationale. (Tout l'été 1950, des militants envoyés en Yougoslavie n'auront qu'une seule directive : ménager une entrevue entre Tito et Pablo !) Aujourd'hui, en septembre 1950, c'est la « bureaucratie stalinienne placée dans les conditions de la guerre froide » qui, selon Pablo, « est contrainte de réaliser le socialisme à sa manière ». Hier et aujourd'hui, une même méthode étrangère au bolchevisme, la recherche du raccourci pour échapper aux dures réalités de la construction des partis de la IV^e Internationale. Le « trotskysme formalisé », l'impressionisme petit-bourgeois vont céder la place au révisionnisme.

IV

1950 - 1958

LE REDRESSEMENT

NOUS avons vu comment le « *Secrétariat international* » constituait une direction internationale extrêmement faible, qui, privée de racines dans la classe ouvrière et coupée des sections nationales, s'élevait au-dessus du mouvement et prétendait régler tous les problèmes. Au fur et à mesure qu'elle s'isolait du mouvement et se soustrayait à son contrôle, elle devenait naturellement plus sensible aux forces hostiles.

RAPPEL DE LA SITUATION

Incapable de jouer le rôle qu'elle se flattait d'assumer, elle était vouée à rechercher à l'extérieur du mouvement une force sociale, un groupe, un parti, un appareil à qui confier le soin, en lieu et place de la IV^e Internationale, d'accomplir les tâches historiques de l'avant-garde marxiste défailante.

Ce substitut, comme il a été expliqué plus haut, le « *Secrétariat international* » crut, d'abord, l'avoir trouvé à Belgrade, où il annonçait la possibilité de voir apparaître un nouveau centre marxiste révolutionnaire international.

Après le début de la guerre de Corée (juillet 1950), qu'il considérait comme la préface immédiate de la troisième guerre mondiale, le « *Secrétariat international* » se mit, avec esprit de suite, à rechercher un *substitut* à l'Internationale révolutionnaire — car, à ses yeux, il n'était plus temps de la construire — dans la bureaucratie stalinienne.

Par la suite, et dans le droit fil des positions antérieures et de la logique qui y présidait, le « *Secrétariat international* », devenu le « *centre liquidateur* » du trotskysme au nom du trotskysme, se mit à ériger la méthode en système, et vit successivement dans tous les appareils bureaucratiques — qu'ils soient réformistes ou staliens —, puis dans la « *zone des tempêtes* », dans le nouvel « *épicentre* » de la révolution mondiale, à travers les nouveaux États africains, notamment l'État algérien, et en dernier ressort l'État cubain, la planche de salut internationale qui venait dispenser les marxistes de construire le parti mondial de la révolution. Autrement dit, cela revenait à soumettre la lutte de classe, non seulement dans les pays en question, mais aussi et surtout dans les pays capitalistes avancés et les pays des conquêtes déformées d'Octobre (9), à la

bourgeoisie et à la petite-bourgeoisie nationales ainsi qu'à la bureaucratie du Kremlin.

C'est en novembre 1950, dans le cadre de la préparation du 9^e plénum du comité exécutif international, qui préludait au 3^e congrès mondial, que Pablo développa les idées qui devaient faire la substance des thèses du 9^e plénum : « *Thèses sur les perspectives internationales et l'orientation du mouvement de la IV^e Internationale* ».

C'est dans ces thèses que la nature du stalinisme commençait à être falsifiée ; Germain écrivit à ce propos, en décembre 1950-janvier 1951, les « *Dix Thèses* » qui furent opposées à celles de Pablo, non pas par leur auteur, qui, peu après les avoir écrites, les jugea encore trop « *trotskyistes* », mais par la majorité du P.C.I., à son 7^e congrès, à la mi-juillet 1951.

Dès cette date, l'organisation française engageait la lutte ; et quel qu'ait été, à l'époque, le caractère forcément inachevé, théoriquement imparfait, de l'opposition au pablisme, il reste que ce combat a désormais acquis une valeur historique et qu'il constitue le point tournant à partir duquel les chances du parti mondial de la révolution socialiste ont été préservées.

Les documents publiés du côté de la majorité furent essentiellement les « *Dix Thèses* » (10) adoptées par le 7^e congrès et une série d'articles intitulés : « *Où va le camarade Pablo ?* » (11) de Favre-Bleibtreu, écrits en juin 1951 mais édités seulement au début de 1953.

Cette lutte se déroula au sein du P.C.I. pendant un an et demi (de décembre 1950, date du 9^e plénum, à juillet 1952, date du 8^e congrès du P.C.I. où eut lieu la scission). Les efforts de l'organisation trotskyste française pour défendre son existence, s'ils n'ont pu empêcher une chute tragique des effectifs, doivent être appréciés à leur mesure : il s'est agi d'une lutte capitale, qui, sans qu'elle ait pu éviter pertes, démoralisation, désarroi, a permis au « *Programme* » de la IV^e Internationale de rester vivant à l'échelle française et à l'échelle internationale.

Pour apprécier le contenu théorique et pratique de cette lutte, le lecteur devra se reporter au numéro spécial de « *la Vérité* » de septembre 1965, intitulé « *Défense du trotskysme* ». Il y trouvera la critique marxiste du révisionnisme liquidateur de la IV^e Internationale.

La présente brochure se borne à mettre en évidence des faits saillants et des idées essentielles ; elle n'aborde pas au fond les problèmes théoriques soulevés.

Il faut signaler toutefois que ce n'est pas les déformations bureaucratiques du travail international *en elles-mêmes*, ni l'esprit caporalisant du « *Secrétariat international* » *en lui-même*, ni l'attrait qu'exerçait sur lui la perspective de passerelles fournies par l'événement et permettant d'éviter miraculeusement les « *détours* » d'une lutte opiniâtre, tous ces éléments qui FREINAIENT, DÉTOURNAIENT la construction du parti mondial de la révolution, ce n'est pas cela

qui aurait suffi à rendre la ligne politique fondamentalement anti-trotskyiste.

Tous ces éléments étaient jusqu'en 1950 SUBORDONNÉS à des PRINCIPES qui restaient ceux du MARXISME.

Mais, comme « *Défense du trotskysme* » le précise :

« *La conception d'appareil du « Secrétariat international » avait pour effet de multiplier les conséquences de ses erreurs théoriques et politiques. Et lorsque l'impérialisme eut réussi une stabilisation relative en Europe, que la transformation de la structure économique et sociale de l'Europe orientale fut devenue un fait évident, que la révolution chinoise eut remporté la victoire, que la guerre froide eut atteint son paroxysme, en dépit des déclarations redondantes sur le flot révolutionnaire, le « brain-trust » de la révolution mondiale, qui s'était révélé incapable d'analyser correctement l'ensemble de ces processus, se transforme en son contraire.*

Jusqu'alors, les conceptions bureaucratiques d'appareil du « Secrétariat international », bien que fausses, étaient néanmoins mises au service de la construction de la IV^e Internationale. Son échec, dû en partie aux circonstances objectives, mais également à cette fausse conception d'appareil, le conduisit à adopter une politique de capitulation devant les appareils dominants. Le « Secrétariat international » s'était efforcé d'être, en dépit de méthodes erronées et de lourdes erreurs politiques, le centre organisateur de la IV^e : il devint son centre liquidateur. »

(*La Vérité*, n^{os} 530-531, p. 43.)

L'organisation trotskyiste de France fut la seule à avoir été clairvoyante dès le début. Sous la coupe directe du « *Secrétariat international* », il lui a fallu réagir vite. Elle avait pu également voir se développer les mœurs politiques du « *Secrétariat international* », pour ainsi dire sur place, et cette position lui conférait à la fois un « *avantage* » et des responsabilités que sa majorité eut la primeur de faire valoir, dans un complet isolement international à l'origine. Moins que jamais désireux de prendre des responsabilités internationales, le Socialist Workers Party, auquel la section française avait demandé d'intervenir, vint apporter son appui à Pablo (réponse de Cannon à Renard, avril 1952), en faveur de l'entrisme « *sui generis* ».

L'utilisation prétentieuse du latin couvrait la réalité d'une politique de capitulation. En effet, lorsque Léon Trotsky préconisait en 1934 l'entrée des trotskystes dans la S.F.I.O., il assortissait sa proposition d'une nécessité absolue : celle de comprendre que la bureaucratie réformiste restait une agence de l'impérialisme dans les rangs ouvriers. Quand Pablo-Frank-Germain veulent imposer l'entrisme « *sui generis* », ils exigent que les trotskystes admettent que la bureaucratie stalinienne des P.C. ne soit plus considérée comme « *étant définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois* » (L. Trotsky). Ayant confié au stalinisme la mission de construire le socialisme au cours des « *siècles de transition* » (Pablo), le « *Secré-*

tariat international » invite les trotskystes à la capitulation devant la bureaucratie.

Il sera important de s'arrêter dans quelques pages sur le pourquoi et le comment de la lutte engagée par la section française. Bornons-nous à constater pour l'instant que cette résistance ne put être victorieuse que grâce *au noyau de cadres ouvriers* que l'organisation trotskyste de France (P.C.I.) avait commencé à former depuis 1944. C'est cette résistance qui, si elle ne put éviter à l'organisation de se retrouver exsangue quelques années après la scission, préserva son existence et son avenir.

LA QUANTITÉ SE CHANGE EN QUALITÉ : D'UNE CONCEPTION D'APPAREIL A LA LIQUIDATION

Pour ce qui est de l'analyse en profondeur des traits qui fixent, à cette époque, la configuration politique du pablisme, les lecteurs se reporteront au chapitre III de l'ouvrage : « *Défense du trotskysme* ».

Rappelons que le déclenchement de la guerre de Corée, en juin 1950, fut, pour le « *Secrétariat international* », le signal de la débâcle théorique et pratique, l'amorce du long périple à travers la « *guerre-révolution* » et la « *révolution-guerre* », dans le maelström bureaucratique des « *siècles de transition* » ; que, à cette occasion, furent jetés par-dessus bord tous les acquis du marxisme ; et que l'audacieuse expédition devait finir en misérable cabotage dans les eaux des « *idées de Mai* », là où dérivent aussi les magmas théoriques du P.S.U. sous les espèces du « *pain* » et du « *vin* » rénovées de la vieille théologie : les mystérieux micro-pouvoirs.

Situons la question d'après « *Défense du trotskysme* » :

« *Le caractère de classe de la guerre de Corée était évident : l'intervention de l'impérialisme américain signifiait que celui-ci tentait de donner un coup d'arrêt brutal aux développements de la révolution en Asie ; elle s'inscrivait dans la perspective générale d'une préparation de l'impérialisme à la guerre contre l'U.R.S.S. et surtout la Chine.* »

Dès le début, Pablo, dans l'article intitulé « *la Guerre de Corée et la politique du prolétariat révolutionnaire* », organisait sa réflexion à partir des « *forces matérielles et techniques* », laissant totalement dans l'ombre le rôle des forces sociales, prolétariat et bourgeoisie, à l'échelle mondiale. Dès le début, l'évaluation en termes d'équilibre militaire et technique, en termes de blocs, se substituait à l'analyse marxiste des rapports de forces entre les classes, déterminés concrètement dans les principaux pays européens. Le rôle multiforme de l'appareil stalinien, reconstruteur des États bourgeois de France et d'Italie, coresponsable de la saignée puis de la partition contre-révolutionnaire du prolétariat allemand, gen-

darme et filou des conquêtes ouvrières des prolétariats d'Europe de l'Est, bradeur des révolutions yougoslave et grecque, provocateur dans le blocus de Berlin, ce rôle multiforme aboutissait à renforcer l'impérialisme et à lui donner la possibilité de préparer la guerre et d'intervenir en Corée.

Pablo ne voulut y voir que la « *progression des forces opposées à l'impérialisme* » qui, comme il le disait dans l'article « *Où allons-nous ?* » en février-avril 1951, eût rendu imminente « *la possibilité d'une réaction dernière et désespérée de guerre de la part de l'impérialisme* ». Et il ne s'agissait pas de n'importe quelle guerre ! Par un tour de passe-passe, qui substituait les blocs antagonistes (« *ces deux éléments constituent la réalité sociale objective tout court* », écrivait froidement Pablo) aux classes, il caractérisait la guerre à venir comme une « *guerre civile internationale* ». Dès lors guerre et révolution devenaient synonymes :

« Les deux notions de la révolution et de la guerre, loin de s'opposer ou de se distinguer en tant que deux étapes considérablement différentes de l'évolution, se rapprochent et s'entrelacent au point de se confondre par endroits et par moments. A leur place, c'est la notion de la Révolution-Guerre, de la Guerre-Révolution qui émerge, et sur laquelle doivent se fonder les perspectives et l'orientation des marxistes révolutionnaires de notre époque ».

Nous arrêtons là la citation des perles de cet article qui en contient bien d'autres. Les lecteurs se reporteront au chapitre III de « *Défense du trotskysme* » où tout cela est abondamment cité et analysé.

Ce sont ces idées qui imprégnèrent les documents soumis au vote du 3^e congrès mondial d'août 1951. Parce que la majorité de la section française ne voulut pas se plier aux diktats du « *Secrétariat international* », elle fut, à l'issue du 8^e congrès du P.C.I., exclue bureaucratiquement, en juillet 1952, des rangs de la IV^e Internationale au profit de la minorité Frank-Privas.

Néanmoins, la majorité du P.C.I. continua à lutter jusqu'en juin 1953 sur la ligne du redressement de l'Internationale. L'attitude du « *Secrétariat international* » sur l'insurrection ouvrière de Berlin-Est, confirmée par le tract délateur produit par la clique Frank en septembre 1953, rendit vite nécessaire une stratégie toute différente : celle de la RECONSTRUCTION de la IV^e Internationale.

LA LUTTE CONTRE LE PABLISME DANS LA SECTION FRANÇAISE

Comme nous l'avons rapporté plus haut, c'est dans les rangs du P.C.I. que s'organise, dès l'automne 1950, l'opposition au pablisme. Cela ne se produisit pas parce que le P.C.I. rassemblait les militants les plus « *clairvoyants* », mais parce que, le « *Secrétariat international* » siégeant à Paris, les militants français furent

en mesure de suivre très concrètement les conséquences liquidatrices de la politique de Pablo.

C'est l'entrée dans la lutte politique, pour la première fois dans l'histoire du Parti, de la COMMISSION OUVRIÈRE qui fit basculer la majorité de la section française dans l'opposition au pablisme.

Au départ, les thèses « *Où allons-nous ?* », synthèse cohérente du révisionnisme, furent combattues par Germain, Frank, membres du « *Secrétariat international* », Favre-Bleibtreu, Privas et Garnier, du bureau politique du P.C.I. Au comité central, Gérard Bloch prit position immédiatement contre Pablo. Une fraction fut organisée, mais rapidement Germain, Frank et Privas capitulèrent dans des conditions lamentables. Pablo exigea leur démission du « *Secrétariat international* ». Ils préférèrent conserver ce que Frank appela le « *bâton de maréchal* » de secrétaire international !

Les dirigeants de la Commission ouvrière se prononcèrent contre les thèses pablistes, mais ne voulurent pas, au début, participer à l'organisation de la fraction antipabliste. Les raisons en sont multiples : les dirigeants de la Commission ouvrière n'avaient aucune confiance dans les principaux « *théoriciens* » de l'antipablisme, Germain et surtout Bleibtreu qui, bien qu'ayant compris le premier, et le plus largement, la signification capitularde du pablisme, était un parfait petit-bourgeois. Par ailleurs, les membres de la Commission ouvrière professaient le plus grand mépris envers l'impuissance prétentieuse de Frank et surtout de Privas. Sur le plan d'organisation, la Commission ouvrière avait infiniment plus confiance dans Pablo.

Mais les hésitations de la Commission ouvrière avaient des motifs plus profonds, en partie valables, en partie erronés. En fait, en 1950, les dirigeants ouvriers *ne mesuraient pas toute la portée principielle de la lutte politique*. Ils espéraient, contre toute vraisemblance, que la discussion résorberait la crise sans dommages pour l'unité du Parti et entendaient rester dans l'Internationale.

Ils adoptèrent au départ une attitude conciliatrice. La logique des divergences principielles ne permit pas aux militants ouvriers de demeurer sur l'Aventin où ils s'efforçaient de se retirer. La capitulation de Germain, Frank et Privas rendit plus âpre la lutte des tendances. Tous les feux du « *Secrétariat international* » se concentrèrent contre Bleibtreu dont les faiblesses petites-bourgeoises, comme militant et organisateur, étaient connues de tous.

La Commission ouvrière dut choisir : ou bien se ranger derrière le « *Secrétariat international* », sous le prétexte que Bleibtreu n'était pas « *un homme de parti* », ou prendre position politiquement avec Bleibtreu. D'un côté, la capitulation, de l'autre, la fidélité au « *Programme* » en dépit du comportement petit-bourgeois du principal leader théorique de l'antipablisme. Les conséquences liquidatrices que le « *Secrétariat international* » exigeait que les militants tirent de ses thèses firent le reste. La grande majorité des militants ouvriers trotskystes qui avaient porté, dans

les usines et les syndicats, le drapeau de la IV^e Internationale refusèrent de capituler avec Pablo devant le stalinisme.

Immédiatement après la prise de position de la Commission ouvrière les rapports changèrent dans le Parti et dans la lutte fractionnelle. Pour une large part néanmoins, la Commission ouvrière continua de laisser à Bleibtreu la direction de la lutte contre les positions pablistes comme elle avait accepté que Pablo et Frank, en 1948, dirigent la lutte contre les « *droitiers* », Demazière, Parisot, Magnin, Beaufrère.

Toutefois, au fur et à mesure que la lutte fractionnelle s'aggravait, la direction du Parti fut de plus en plus assurée par les militants ouvriers qui, avec la scission, durent accepter de prendre intégralement leurs responsabilités (juillet 1952).

LA SCISSION DE 1952

Il est nécessaire de comprendre pourquoi, jusqu'au bout, la tendance majoritaire au sein du P.C.I. lutta pour rester dans l'Internationale. Elle est allée jusqu'à l'extrême limite des concessions : majoritaire, elle a accepté un bureau politique où le représentant du « *Secrétariat international* », Germain, avait « *voix prépondérante* » ! La majorité était persuadée que les trotskystes, à l'échelle internationale, dupés par Pablo, réagiraient. Dans cette perspective, les dispositions d'une souplesse extrême prises au niveau des organes dirigeants fondaient le refus de toute capitulation politique, au plan interne comme au plan international. Mais, nous avons pu le constater, à une lettre adressée par la majorité française à James P. Cannon, celui-ci répondit en refusant de s'exprimer politiquement et en conseillant la capitulation.

D'ailleurs, Pablo avait su organiser autour de la section française une campagne de discrédit qui datait de bien avant 1950. Il était de bon ton dans l'Internationale de sourire, en hochant la tête d'un air désabusé, sur les difficultés chroniques de la section française... sans que les rieurs prissent garde, naturellement, d'observer que le « *Secrétariat international* » était, depuis 1943, la véritable direction du P.C.I. A leurs yeux, les militants du P.C.I. étaient « *les syndicalistes* », « *les éternels Français bavards et disert* » !

Au lieu de se pencher sur la signification de principe des divergences, la quasi-totalité des dirigeants de l'Internationale condamnèrent le P.C.I., Pablo utilisant par ailleurs les faiblesses réelles de la section française (faiblesses dont il était le principal responsable avec Frank, Privas et autres). A cette époque la majorité du P.C.I. n'a rencontré d'appui que chez certaines sections sud-américaines, particulièrement celle de l'Argentine, avec Valdès (12), en partie celle de la Bolivie, avec Lora, et celle de la Suisse (13)

qui, pour de tout autres raisons que la majorité française, était en désaccord avec le « *Secrétariat international* ».

C'est ainsi que s'effectua la marche à la scission dans le P.C.I. : le parti rassemblait 150 militants au maximum. Le processus de désagrégation, commencé dès la fin de la guerre, s'accéléra considérablement au cours de l'âpre bataille fractionnelle où la majorité française eut à lutter contre tout le comité exécutif international et le « *Secrétariat international* ». Le rapport entre la majorité trotskyste et la minorité pabliste était à peu près de 4 pour 1. Environ une trentaine de militants se prononcèrent pour les thèses pablistes, un peu plus d'une centaine se rangèrent autour de la majorité.

La plupart des vieux cadres d'avant 1939 rejoignirent le « *Secrétariat international* » : ils étaient usés, fatigués par la dure expérience du combat trotskyste. Ils étaient dénués du moindre intérêt pour les problèmes concrets de la lutte révolutionnaire des masses, déçus et aigris par les échecs subis, et, avant toute autre chose, incapables de tirer les enseignements des erreurs commises, c'est-à-dire de comprendre les lois du développement de la lutte des masses et surtout de s'intégrer personnellement à cette lutte. Ces vieux cadres ne surent pas, particulièrement en 1945, opérer la mutation nécessaire, en se transformant eux-mêmes, de propagandistes littéraires du trotskysme (ce à quoi les avait réduits la puissance contraignante du stalinisme) en *militants ouvriers* assumant directement le rôle de dirigeants révolutionnaires dans la lutte des classes.

L'état d'esprit de ces vieux cadres est en quelque sorte résumé de façon saisissante et pitoyable par la remarque de Frank (14), faite en privé, alors qu'il venait de capituler devant Pablo. S'adressant à son interlocuteur, il eut cette phrase terrible :

« *Que veux-tu ! Pour moi j'ai mon bâton de maréchal, je ne peux accepter d'être chassé du "Secrétariat international".* »

La décomposition de la majorité des vieux cadres eut de graves conséquences également sur notre organisation après que la rupture avec le pabliste eut été consommée. Ces vieux cadres entendaient se voir garantir le vain prestige des « *années de service* » passées dans les rangs de la IV^e Internationale alors que leur expérience, réelle, s'ils l'avaient assimilée, aurait pu être d'un apport exceptionnel pour les jeunes générations. Et c'est précisément à ces jeunes générations qu'ils voulaient interdire d'exercer le droit imprescriptible de passer au crible de la critique le passé qui était le leur, alors que ce passé même comportait des leçons d'une richesse exceptionnelle. Il fallait pour que les jeunes puissent se former qu'ils en assimilent la substance afin d'en nourrir leurs interventions dans la lutte des classes, tant il est vrai que la continuité entre les générations est l'un des facteurs essentiels de la construction d'une organisation révolutionnaire.

Après l'effondrement de la plupart des vieux cadres, seuls quelques-uns d'entre eux, restés fidèles au trotskysme, voulurent préserver la continuité. Leur faiblesse numérique était grande,

mais la profonde démoralisation entraînée par la scission aggrava les conséquences engendrées par la désertion de la majorité des vieux cadres. Cette démoralisation doit se comprendre : la composante essentielle de l'édification du parti ouvrier révolutionnaire, à savoir la composante de l'Internationale, n'avait plus d'existence que théorique. L'un des moments de l'unité dialectique : construire le parti, c'est construire la IV^e Internationale, construire la IV^e Internationale, c'est construire le parti, faisait pratiquement défaut. Il ne saurait y avoir de contradiction dans l'accomplissement de cette double tâche stratégique qui, évidemment, exige des formes appropriées, spécifiques, mais qui reste unique. Or l'organisation était exclue de la IV^e, à peu près seule, condamnée en 1952 par toutes les sections. Il fallait donc prévoir une période où les trotskystes français allaient être isolés et où cet isolement risquait de fournir un terrain aux déviations. Il fallait donc s'accrocher au « Programme », à la IV^e Internationale, en l'absence de toute réalité organisationnelle. Les militants regroupés par la majorité du P.C.I. ont ressenti durement cette situation après la scission.

Si les trotskystes étaient la majorité, si la plupart des militants ouvriers se prononcèrent contre le pablisme, il n'en reste pas moins que le « S.I. » réussit, tout de même, à gagner une minorité de militants ouvriers, essentiellement dans le Finistère où les ouvriers trotskystes, qui avaient magnifiquement participé, en dirigeants, à la grève d'avril 1950 (15) de l'Arsenal de Brest, se prononcèrent pour Pablo.

Aujourd'hui, après l'entrisme « *sui generis* », il n'existe plus à Brest de trotskysme militant disputant aux appareils la direction de la lutte des masses ; cette ville offrait pourtant à cette époque des conditions de développement tout à fait remarquables.

La ligne imprimée par Pablo à la IV^e Internationale dans « *Où allons-nous ?* » et concrétisée par les « *Thèses et résolutions du 3^e congrès mondial* » débouche sur « *l'entrisme sui generis* », expression de l'intégration totale des forces du trotskysme « *dans le réel mouvement des masses de chaque pays* » (16). Etant donné le « *cours gauchiste* » des P.C., il en résulte que :

« *Dans la mesure où un compromis étendu avec l'impérialisme est plutôt exclu et où les préparatifs de guerre de la bourgeoisie iront en s'accéléralant, CE COURS PERSISTERA FONDAMENTALEMENT* » (c'est nous qui soulignons).

De 1951 à 1954 se « *déploie* » donc la tactique pabliste, « *de pénétration et d'action aussi totales et profondes que possible dans le réel mouvement des masses de chaque pays* » (17) qui s'ordonnait selon les axes génialement définis par le « *secrétaire mondial* » dans trois directions soigneusement numérotées :

- a) *Indépendante,*
- b) *Entriste au sein du mouvement et des formations sous influence réformiste,*
- c) *Entriste « sui generis » au sein du mouvement et des formations sous l'influence stalinienne.* »

Notons, au passage, l'admirable caractérisation du P.C.F. comme « *formation sous influence stalinienne* » !

L'appareil du P.C.F. n'était plus l'agence de la bureaucratie de Moscou ; ou plutôt, s'il le demeurait, la bureaucratie stalinienne étant chargée par Pablo, dans les « *siècles de transition* », de construire le socialisme, l'appareil du P.C.F. devenait par conséquent l'instrument de la révolution prolétarienne en France.

Alors, à quoi bon combattre pour construire un parti révolutionnaire et une IV^e Internationale ? S'il fallait accepter les thèses révisionnistes, foncièrement antimarxistes, il eût fallu faire son « *autocritique* » et solliciter des bureaucrates staliniens l'adhésion au P.C.F., en considérant avec eux le trotskysme comme un courant étranger au mouvement ouvrier.

Les conclusions pratiques sont logiquement et crûment exposées :

« *Dans chaque cas, elle (la tactique) n'est qu'ESSENTIELLEMENT TELLE (sic et souligné dans le texte) [indépendante, entriste ou entriste "sui generis"], c'est-à-dire que comme ORIENTATION PRINCIPALE EN DIRECTION D'UN TERRAIN DE TRAVAIL PRINCIPAL, selon les particularités du mouvement ouvrier dans chaque pays (c'est nous qui soulignons).*

Le choix d'un terrain principal fait partie essentielle de la conception de notre tactique car il ne s'agit pas de mettre tous les terrains de travail possibles sur le même plan et d'entreprendre une action éclectique, mais de choisir délibérément un secteur essentiel et D'Y CONCENTRER LE MAXIMUM DE NOS FORCES. »

Pour ceux qui l'adoptèrent, le produit de cette tactique suicide ne se fit pas attendre : les pablistes les plus « *logiques* », avec Michèle Mestre, se transformèrent, dès 1956 (18), en une espèce de lamentable agence ultra-stalinienne greffée sur le P.C.F. avec un journal « *le Communiste* » qui, récemment, à la mort de sa fondatrice, annonçait sa transformation en organe d'un « *comité d'action contre la guerre mondiale* » (19) !

Par ailleurs, quelques militants, au prix des palinodies les plus répugnantes, furent intégrés au P.C.F. de telle sorte qu'ils en devinrent les serviteurs les plus zélés parce que prisonniers de leur propre reniement. D'autres, tapis dans les encoignures de l'appareil, guettaient le militant « *qui se posait des problèmes* », comme l'araignée guette une mouche hypothétique par temps froid, et l'ayant par hasard attrapé le transformaient en « *oppositionnel qui ne se découvre pas* » ! Le stalinisme allait bon train durant ce temps, peu soucieux des quelques avortons politiques, se réclamant à mots couverts d'une IV^e Internationale frelatée, qui perdaient les militants « *acquis* » plus vite qu'ils ne les avaient gagnés, lesquels venaient grossir les faibles rangs de formations parisiennes ultra-gauches ou dérivées vers les divers types de « *contestation* » philosophique de l'intelligentsia !

Mais nous n'écrivons pas ici l'histoire de la formation pabliste ni des militants qui passèrent entre ses mains pour échouer dans

la sociologie mystificatrice, ancêtre des « idées de Mai » (contestation universitaire à la Kravetz, recherches « institutionnelles » de la F.G.E.R.I., « dynamique des groupes », etc.). Véritable manche à air, la formation pabliste a eu pour caractéristique de répondre aux sollicitations contradictoires des turbulences idéologiques qui agitent en permanence les franges du mouvement ouvrier. Il serait fastidieux d'en étudier toutes les métamorphoses depuis le programme-miracle du F.L.N., dit « programme de Tripoli », jusqu'à Castro, « marxiste naturel », en passant par les Etats africains, véritables « Etats-classes » engagés dans un processus progressiste ininterrompu et en n'oubliant pas l'éclatement de l'unité mondiale de la lutte des classes en trois zones dont l'une, privilégiée, celle de la « révolution coloniale », constituait « l'épicentre » des secousses révolutionnaires !

LE COMMENCEMENT DE LA LUTTE POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

Cependant la lutte de l'organisation française, totalement isolée au début, allait porter ses fruits à l'échelle internationale. La direction du S.W.P. se décidait à sortir de son « insularisme » pour porter le débat dans toutes les sections. Elle publiait le 16 novembre 1953, dans l'organe du S.W.P. « *The Militant* » une « Lettre aux trotskystes du monde entier ». Cette lettre eut le mérite certain d'accélérer la maturation de la crise mais elle était beaucoup plus dictée par des nécessités d'ordre interne au S.W.P. (lutte contre la fraction Cochran-Clark, soutenue par Pablo) que par une juste évaluation des ressorts politiques dont le pablisme était le produit. Quoi qu'il en soit, en dépit des limites de ce texte qui transfère sur un terrain plus formel que politique les vrais problèmes soulevés par la crise, ce fut là un moment important dans la lutte contre le pablisme. Quelque défectueux que fût le levier fourni par le comité national du S.W.P., il permettait d'enclencher un processus qui, à travers les essais et les erreurs, en dépit de l'empirisme, base précaire, dont partait la majorité du S.W.P., débouche par la suite sur la constitution du Comité international en décembre 1953.

Toutefois, l'absence de clarification politique au départ, l'absence d'une véritable discussion internationale, allait peser lourdement sur l'activité du C.I., ce qui explique que sur les quatre organisations signataires et fondatrices du C.I., le travail reposa sur les épaules de deux d'entre elles, la section anglaise et la section française, après que les deux autres, la section néo-zélandaise (proche du S.W.P. à qui la loi Voorhis de 1941 interdit toute affiliation internationale) et la section suisse, eurent rompu avec la politique du Comité international.

Mais notre objet n'est pas de faire une histoire du trotskysme mondial. Nous ne donnons ces faits que pour permettre au lecteur d'établir quelques jalons et parce qu'il est de toute façon impossible de concevoir une rétrospective, aussi sommaire soit-elle, de l'organisation trotskyste française sans qu'en permanence la dimension internationale soit esquissée.

Le comité national du S.W.P., en appelant à la rupture publique avec le pablisme, s'il s'était déterminé sur des faits relatifs à sa propre activité et au destin politique du trotskysme, essentiellement aux U.S.A., n'en avait pas moins intégré dans le document cité deux faits capitaux qui déterminèrent l'organisation française à abandonner le terrain où elle s'était, à juste titre, placée jusqu'alors : celui du « *redressement* » de la IV^e Internationale.

En effet mai et juin 1953 sont marqués par les premiers combats de la classe ouvrière des pays de l'Est contre la bureaucratie : grèves et manifestations aux usines Skoda en Tchécoslovaquie et soulèvement du prolétariat de Berlin-Est en juin 1953. Le « *S.I.* » pabliste publia à cette occasion une déclaration où il réclamait « *la démocratisation réelle des P.C.* », c'est-à-dire l'autoréforme des instruments d'oppression de la bureaucratie du Kremlin, et où il se gardait bien de demander le retrait des troupes d'occupation au moment même où les ouvriers de Berlin-Est étaient soumis à la répression bureaucratique (20).

Au même moment, mûrissait en France la grève générale d'août 1953. Ce n'est pas le lieu de rentrer dans les détails de ce mouvement qui a mobilisé le gros du prolétariat français pendant un mois de magnifiques combats. La signification politique de la grève est analysée dans « *Défense du trotskysme* », ouvrage auquel nous ne cessons de renvoyer le lecteur parce que sa lecture est indispensable pour bien comprendre les événements auxquels nous faisons référence et la position qu'y occupe l'avant-garde (21).

Ce que l'on peut dire c'est que l'organisation trotskyste française, pendant cette période, fit la preuve que seule elle se tenait sur le terrain du marxisme, sur le terrain du « *Programme de transition* ». Dès le 11 août 1953 elle ouvrait la perspective de la réalisation d'un COMITÉ NATIONAL D'ACTION DES PARTIS OUVRIERS ET DES SYNDICATS pour « *impulser, développer la grève générale illimitée de la Fonction publique et des travailleurs des services publics qui chassera le gouvernement Laniel* » et donner corps à « *un gouvernement représentatif des travailleurs, au service des travailleurs* ».

Or ces deux événements agirent comme un révélateur impitoyable de la trahison du « *Programme* » par le pablisme. Nous avons évoqué sa position de capitulation devant l'appareil stalinien à propos de juin 1953 à Berlin-Est. Poursuivant sur sa lancée, le pablisme, à propos d'août 1953, ne trouva rien de plus grave à reprocher à l'appareil stalinien du P.C.F. que de n'avoir « *pas eu de politique* » ! En pleine grève, les pablistes publièrent les « *Note politique n° 1* » et « *Note politique n° 2* » qui s'ordonnent autour de l'idée centrale suivante : « *La politique dans l'ensemble correcte de la C.G.T.* » et qui dédouanent l'appareil stalinien du syndicat de ne pas avoir

ouvert la perspective de l'instauration d'un gouvernement au service des travailleurs. C'est qu'en effet, apprenons-nous dans l'une de ces « Notes » :

« Ces tâches sont essentiellement du ressort des partis politiques qui, dans le mouvement ouvrier, n'ont pas le même rôle que les syndicats ! »

Et c'est alors que, chez Renault, ils diffusèrent « un tract infâme » (22), termes utilisés par la lettre ouverte du S.W.P., qui dénonçaient nommément deux camarades de l'organisation française et justifiaient la politique de l'appareil stalinien tout en le morigénant audacieusement pour une légère déviation trade-unioniste. Nous n'avons résumé ces faits que pour la compréhension de cette phase dans l'histoire du mouvement trotskyste français et dans la mesure où désormais, depuis cette date, le rôle capitulard et révisionniste du pablisme ne cessa pas de se déployer concrètement et de s'étaler au grand jour.

Dès lors la constitution du Comité international fut rendue indispensable. Il était nécessaire de choisir son camp à l'échelle internationale : le fil de la continuité du marxisme et de son « Programme », le « Programme de transition », qu'assumait une poignée de militants français était, grâce au C.I. et quels qu'aient été les aléas de sa lutte par la suite, renoué. Le cadre de la reconstruction de la IV^e Internationale était ainsi conquis, de haute lutte.

1952-1958 : L'ILOT DE RÉSISTANCE DU " GROUPE ", SES FORCES ET SES FAIBLESSES

Au cours de cette période, l'organisation trotskyste française, soumise à la pression des multiples idéologies de la société bourgeoise, eut à affronter les pires difficultés.

La démoralisation, consécutive à la scission, se développa. La centaine de militants que comptait l'organisation trotskyste française après la scission se réduisait à une cinquantaine en septembre 1958 ! Avaient quitté l'organisation et abandonné la lutte politique la plupart des militants recrutés dans la période 1945-1950. La « rupture » entre les générations s'aggrava. Entre le vieux noyau de militants qui continuaient le combat du trotskysme dans la lutte de classes, et les jeunes, recrutés entre 1952 et 1958, la distance du point de vue de l'expérience s'accentua.

Les conséquences en furent essentiellement la constitution de ce qui fut appelé le « groupe Lambert », c'est-à-dire que le vieux noyau centralisa à peu près toute la vie politique et d'organisation du P.C.I. Ce vieux noyau, qui avait accumulé une longue expérience, confronté avec une situation où les plus larges possibilités dans la lutte de classes se combinaient avec un affaiblissement

continu du potentiel militant d'intervention, concentra entre ses mains la totalité des responsabilités politiques et d'organisation. Il ne pouvait en être autrement.

Mais ce qui était démontrait que les trotskystes français étaient effectivement un « *groupe* » dans toute l'acception du terme et non une organisation. En effet, si le nombre constitue l'une des données, il ne l'est que relativement : une organisation peut prétendre à ce titre, même si elle est faible numériquement, à condition de vivre selon les principes du centralisme démocratique : ce qui implique une structure ou pour mieux dire des « *formes d'organisation* », de la cellule au comité central en passant par tous les organismes que le C.C. « *estime nécessaire à l'application de la politique qu'il définit* », organismes « *directement placés sous son contrôle* » (23). Une telle structure est seule susceptible de garantir la progression de l'organisation et son intervention coordonnée et efficace dans la lutte de classes.

Après la scission, la fraction trotskyste ne fonctionna plus comme une organisation : elle se réduisit, par la force des choses, à un « *groupe* » où le vieux noyau se substituait à tous les organismes et entraînait à suite les militants, dans l'accomplissement des tâches, sur une ligne politique définie à peu près sous sa seule responsabilité, avec un minimum de contrôle des militants.

Il ne pouvait en être autrement : ce n'est qu'à ce prix que l'essentiel pouvait être sauvegardé : la permanence du trotskysme militant en France.

Le vieux noyau se voyait obligé de « *porter à bout de bras* » l'organisation pour la diriger au combat essentiellement dans les entreprises et les syndicats. Tout cela était un mal inévitable. Pour que le régime intérieur soit conforme aux principes du bolchevisme, il faut que les militants soient convaincus de cette nécessité. Mais le doute exerçait ses ravages et clairsemait les rangs de l'escouade trotskyste. Dès lors l'aspect formel des choses passait au second plan, loin derrière la conformité du contenu politique des décisions aux principes du marxisme. Ce qui ne voulait pas dire qu'il fallait s'y complaire, s'en réjouir, l'ériger en vertu. Si la fraction trotskyste d'alors ne l'avait pas compris, le contenu eût vite fait d'être à son tour complètement gâté. Son mérite, en autre, fut de le comprendre.

Le groupe ne fut que l'expression des faiblesses du trotskysme français de cette période. Mais à l'heure où ces lignes sont écrites, à la question : le groupe peut-il être caractérisé comme une étape dans la construction du parti révolutionnaire ? on peut répondre sans hésitation par l'affirmative, même si de nombreux pas sont encore à franchir avant que soit complètement liquidé le passif d'un héritage qui a assuré la continuité non sans véhiculer nombre de traits négatifs. Mais le jour est proche où ils ne seront plus que des souvenirs. La période 1952-1958 ne retiendra que brièvement notre attention. C'est qu'en effet l'ensemble des facteurs contradictoires, qui ont été analysés dans les pages précédentes et qui ont donné à l'organisation française sa physionomie, coexistent

sans qu'on puisse dire qu'une ligne ferme dans la construction de l'organisation révolutionnaire se dessine réellement.

Les trotskystes continuent à intervenir directement dans la lutte de classes : nul doute que cette volonté militante, fondée sur une assimilation de plus en plus complète de l'expérience passée, a préservé en France le noyau d'une organisation trotskyste. Lors de la grève généralisée d'août 1953, en septembre-octobre 1955 à Nantes, à Bordeaux en 1957 (octobre-novembre), dans les mouvements de la Fonction publique, dans les banques (juillet 1957), à la R.A.T.P., dans la métallurgie parisienne et chez les enseignants, les trotskystes sont présents, intervenant, analysant, ouvrant des perspectives, lançant des mots d'ordre.

Alors que les pablistes disparaissent complètement de la lutte de classes, la fraction trotskyste maintient la permanence de l'action révolutionnaire. Dans les syndicats elle poursuit inlassablement son combat, affermissant ses liaisons, en nouant de nouvelles.

Les lignes stratégiques et tactiques élaborées dans la période passée, les analyses des processus internes de la lutte des classes ont, dans leur ensemble, été vérifiées dans la réalité. De 1952 à 1958, la fraction trotskyste apprend à approfondir la tactique du Front unique qui l'amène à collaborer avec des tendances ouvrières dont elle est éloignée sur le plan programmatique mais avec lesquelles elle peut engager des actions de classe sur des objectifs limités, conformes aux intérêts de la classe ouvrière. La politique du trotskysme, en dépit des obstacles de toute nature, continue à être envisagée fondamentalement dans ses rapports avec la lutte ouvrière et les syndicats, ce qui reste toujours le plus important.

Mais le trotskysme français de cette époque combat également dans d'autres couches, par exemple dans le milieu intellectuel où, sans accepter quelque concession que ce soit ni subir la pression la plus minime, les trotskystes participent et développent leur politique au COMITÉ D'ACTION DES INTELLECTUELS CONTRE LA GUERRE D'ALGÉRIE. Dans la mesure des forces de leur mouvement, les trotskystes français ont compris la nécessité d'assurer la permanence du combat marxiste partout où la lutte révolutionnaire l'exige. Maintenir la ligne de classe n'était pas toujours tâche simple car le contrepoids que constitue la masse des militants dans une organisation plus forte, plus enracinée dans le prolétariat, faisait en l'occurrence défaut. Moins que jamais il était possible de renoncer à l'intransigeance la plus rigoureuse dans l'action. Il fallut rompre sans hésiter avec les intellectuels comme Edgar Morin et Jean Duvi-gnaud dès qu'ils capitulèrent devant l'impérialisme, avec d'autres comme Roland Barthes et les sartrien dès qu'ils cédèrent à la pression stalinienne. Il fallut rompre avec Marty, avec qui les trotskystes français avaient à juste titre pris contact lorsque les staliniens le prirent en chasse ; cette prise de contact ne méconnaissait ni son passé ni son incapacité à en tirer jusqu'au bout les leçons ; mais la rupture fut nécessaire dès qu'il s'avéra que l'ancien secrétaire du P.C.F. refusait d'engager le combat politique.

C'est là ce qui forme l'acquis, les solides fondations du trotskysme en France, celles qui ont permis à la tendance, qui se perpétue et se développe dans l'Organisation Trotskyste (O.T.) proclamée en mai 1969, de ne pas couler corps et biens et de préparer l'avenir.

Dans cette période également, les trotskystes apprennent à mesurer la portée des discussions (après l'exclusion de Favre-Bleibtreu et de ses amis politiques). Avec le recul du temps, cet aspect des choses peut paraître dérisoire. En réalité, il n'en est rien ; il s'agit là d'une leçon toujours vivante qui, par-delà deux décennies d'attitudes cliquardes et de micro-fractionnisme complaisant, renouait avec les traditions bolcheviques du mouvement trotskyste telles que Trotsky lui-même les avaient pratiquées dans le mouvement.

Cette compréhension du rôle de la discussion se traduit par le fait que, en fonction d'objectifs fixés, de la place occupée par l'organisation, une responsabilité nouvelle se dessinait : les divergences ne doivent plus entraîner obligatoirement à des crises, tous les efforts doivent être effectués pour les résoudre dans l'action, dans le respect du « *Programme* » et des principes. Toute divergence, compriment alors les trotskystes, ne doit pas conduire nécessairement à la scission, ni même à la constitution de tendances tandis que le droit de constituer des tendances et même des fractions doit être garanti. Si chacun doit avoir la pleine liberté de lutter pour les positions qu'il estime justes, il n'y a pas obligatoirement l'hérésie d'un côté et la vérité de l'autre. La recherche pour mieux combattre sur le « *Programme* » s'effectue à travers des clivages provisoires à qui la bataille commune offre peu d'occasions artificielles de se cristalliser. Le passé petit-bourgeois, fractionniste et combinard du mouvement trotskyste français dirigé par les Naville, Frank, puis ensuite sous la houlette internationale de Pablo, était définitivement révolu : les querelles de « *personnalités* », nourrissant les divergences et les exacerbant d'une façon tout à fait opposée au marxisme, prirent fin dans cette période.

D'autre part, sur le terrain de la lutte des classes mondiale et celui de son expression nationale, les trotskystes français à cette époque combinent un diagnostic exact à une intervention réelle ; même si elle se trouve concentrée en peu de points, elle l'est dans les secteurs décisifs. Dès juin 1953 les trotskystes apprécient toute l'importance historique de l'insurrection de Berlin-Est ; les révolutions polonaise et surtout hongroise ne les prennent pas au dépourvu. Les articles parus dans « *la Vérité* » à ce propos, les prises de position et les efforts militants accomplis à ces occasions témoignent éloquemment que les trotskystes furent les seuls à voir clair, armés qu'ils étaient du programme de la révolution politique contre la bureaucratie stalinienne et qu'ils furent à même d'exposer les leçons historiques de ces événements capitaux, facteurs et produits de la crise conjuguée de l'impérialisme et du stalinisme. L'expression « *efforts militants* » employée plus haut n'est pas une clause de style : les trotskystes sont intervenus directement :

— Au Comité d'action des intellectuels, leur résolution condamnant la répression russe fut adoptée contre la volonté des intellectuels staliniens Victor Leduc, Henri Lefebvre et quelques autres qui étaient alors de fidèles soutiens de l'appareil stalinien ;

— A Saint-Nazaire, des prises de parole se font dans les chantiers, au moment où la répression bureaucratique bat son plein, défendant devant les ouvriers, face aux staliniens, la révolution hongroise des conseils et le trotskysme ;

— Dans les syndicats, notamment ceux de la F.E.N., les trotskystes font adopter des résolutions, affirmant la solidarité de la classe ouvrière de France en lutte contre sa bourgeoisie avec les prolétariats polonais et hongrois qui se heurtent à la bureaucratie stalinienne.

Nul doute que le bilan de cette activité, si le lecteur prend garde à la faiblesse numérique de ceux qui l'assumèrent, soit, sous les aspects évoqués, pleinement positif.

Mais il serait erroné de s'en tenir là et de passer sous silence les traits négatifs qui marquent aussi, sévèrement, cette période. Il va de soi que la fraction trotskyste militant en France n'a pas attendu cette brochure pour tirer son bilan, chercher les causes des faiblesses, mettre à nu les erreurs afin de progresser. Les marxistes ont, certes, le droit de se tromper mais ils ont le devoir de s'en rendre compte et d'en rendre compte aux travailleurs. C'est ce que nous allons évoquer maintenant.

Toutes les leçons de la rupture avec le pablisme n'ont pas été tirées d'emblée ; la fraction trotskyste ne s'est pas réarmée de pied en cap après la terrible crise qu'elle venait de subir. L'isolement international, la difficile construction d'un centre international qui suivit, la discussion politique plus formelle que réelle qui s'instaura sous son impulsion pour parer au plus pressé firent que l'assimilation des leçons politiques de la lutte contre le pablisme prit un temps considérable.

Il fallut en particulier saisir ce que représentait le pablisme quant à la place et aux méthodes de construction du parti révolutionnaire : expression d'un courant capitulant devant les appareils, abandonnant le terrain du marxisme pour qui « *les lois de l'Histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques* », le pablisme substitue à l'activité révolutionnaire des masses le seul travail des appareils qui deviennent, pour le révisionnisme liquidateur, les forces décisives du mouvement de l'Histoire.

La conséquence ultime en est l'abandon de la lutte pour la construction du parti révolutionnaire, « *expression consciente du processus historique inconscient* ». Mais, nous l'avons vu, la DÉVIATION DE PRINCIPE du pablisme a été précédée par l'absence la plus complète DE LIGNE POLITIQUE pour construire le parti révolutionnaire.

C'est dans la période où le mouvement trotskyste devait dépasser les tâches de la propagande que la contradiction entre, d'une part, les principes exposés abstraitement, et, d'autre part, l'essence du programme : solution de la crise de l'humanité par la construction

de la direction révolutionnaire, a contraint Pablo à abandonner les principes.

Mais cette contradiction ne résidait pas seulement dans le « S.I. », elle existait également dans la tendance fidèle au « Programme ». Lorsque la rupture fut consommée, la majorité fut dans l'obligation, eu égard essentiellement aux tâches internationales, de conserver, et l'appellation de Parti communiste internationaliste (P.C.I.) et « la Vérité » hebdomadaire, c'est-à-dire de rester dans les cadres, la structure, les méthodes d'une organisation qui avait vu naître et se développer la capitulation pabliste au niveau le plus haut, celui du « S.I. ». Il n'était pas possible d'échapper à cette contradiction : tout acte volontariste, dans le sens d'une modification radicale des formes d'expression, eût condamné la fraction trotskyste à disparaître. Avant d'être dénoncée, la situation ainsi décrite exigeait que l'organisation fût à même de maîtriser, à travers l'ensemble de ses militants, en fonction des données internationales et sur la base d'une reconnaissance complète du terrain politique, les formes du changement. Et c'était alors loin d'être le cas.

Ce fait même perpétuait en partie dans les rangs trotskystes les méthodes et la conception du parti que la majorité avait partagées avec Pablo avant qu'il ne définisse ses thèses révisionnistes. La construction du parti n'était pas le résultat de l'activité consciente des révolutionnaires agissant, nouant des liens de direction dans la lutte de classes avec le prolétariat. Le parti révolutionnaire était conçu, comme nous l'avons établi, dans l'optique d'une « opposition » de gauche aux appareils, se situant à l'extérieur des organisations traditionnelles, avant 1950, et se situant à l'intérieur de celles-ci pour « redresser » les appareils avec l'entrisme « sui generis », après 1950.

La politique d'« opposition » d'avant 1950 aboutissait à cristalliser, sans même que cela soit conscient, une politique de pression sur les organisations traditionnelles, excluant l'indépendance d'action des révolutionnaires et engendrant du même coup l'impuissance à construire le parti révolutionnaire. L'axe ouvrier de la majorité était sans doute largement dégagé de ces positions par sa participation directe à la lutte des classes en France. Mais, même après la scission, il n'appliqua pas consciemment les leçons de son action, ne parvint pas à en tirer toutes les implications théoriques générales.

Ces insuffisances allaient se révéler avec l'intervention de la fraction trotskyste dans la révolution algérienne.

D'un côté la fraction trotskyste avait toujours estimé que la véritable « aide » du prolétariat métropolitain au peuple opprimé était de développer avant tout la lutte de classes dans le pays oppresseur. Le 12 mars 1956, les trotskystes furent la seule tendance du mouvement ouvrier français à appeler le prolétariat à manifester contre les « pouvoirs spéciaux » ; précédemment, à l'initiative des trotskystes, le M.N.A. avait été amené à intervenir publiquement dans les grèves d'août-septembre 1955, à Nantes. C'est ainsi que

s'établissait correctement la liaison entre la lutte de classes en France et la lutte anti-impérialiste en Algérie.

Mais d'un autre côté, et c'est là la racine des erreurs, comme la fraction trotskyste l'a établi dès 1958, le problème de la *direction révolutionnaire* dans la révolution algérienne était posé de manière tout à fait erronée. Le M.N.A., qui n'était pas considéré par les trotskystes comme un parti de type bolchevique, mais comme un parti dont le programme reprenait en partie les éléments du programme révolutionnaire (24), devait, selon les vues des trotskystes à l'époque, à travers une série de mutations et de crises internes, et sous la poussée de l'intervention marxiste, se transformer en un parti d'un tel type. L'erreur de méthode était complète.

En effet, le M.N.A., et avant lui le P.P.A. (25) puis le M.T.L.D. (26) n'étaient pas construits sur le « Programme » de la IV^e Internationale et sur la méthode du marxisme. Le M.N.A., sorte de parti populiste d'extrême-gauche, ne pouvait devenir le creuset du parti révolutionnaire. Si radicales qu'aient été certaines positions du M.N.A., si correctes qu'aient été les appréciations comparées portées par les trotskystes sur la politique du F.L.N. et sur celle du M.N.A., entre 1954 et 1958, il a été TOTALEMENT FAUX d'abandonner la lutte au sein du M.N.A. pour la sélection d'une avant-garde marxiste, d'une fraction trotskyste.

Mais les racines théoriques de l'erreur sont à rechercher plus profondément. Elles se situent dans une inassimilation de la révolution permanente. En effet, dans un article publié au début de 1955, les perspectives de la révolution algérienne sont correctement établies. Mais la conclusion de l'article est totalement erronée. Caractérisant les forces sociales en présence, en relation avec l'extraordinaire faiblesse de la bourgeoisie algérienne (« musulmane »), il est fait état d'un « *peuple-classe* », identifié au prolétariat.

Si faible que soit la bourgeoisie algérienne, elle reste une force sociale, dont la puissance est considérablement renforcée par l'appui de l'impérialisme mondial et de la bureaucratie stalinienne. Il n'existe pas, il n'a jamais existé de « *peuple-classe* ». Il y a des classes, bourgeoisie et prolétariat. Le M.N.A., tout comme le F.L.N., ont représenté des formations petites-bourgeoises dont le contenu bourgeois, donc incapable d'assumer les tâches de la révolution permanente, a été révélé, avec l'absence d'un parti ouvrier.

Il reste que notre organisation a soutenu le combat du peuple algérien ; dès 1955, elle prenait la défense des militants algériens de toute tendance (M.N.A. et F.L.N.), prenant une part active au comité pour la libération d'un des chefs ayant déclenché l'insurrection, Ben Boulaïd, et se refusa à apporter son appui politique au F.L.N., qui, avec Ben Bella, allait porter les plus rudes attaques contre l'U.G.T.A., centrale syndicale algérienne.

C'est ainsi que dans sa lutte sur le terrain de la révolution algérienne, le mouvement trotskyste français s'est placé, quant à la *méthode*, dans une optique identique à celle de Pablo. Toutefois il convient de signaler une différence, qui n'est pas mince,

puisqu'elle a permis d'opérer un redressement complet sur cette question : dès la capitulation du M.N.A., en 1958, qui révèle brutalement la nature petite-bourgeoise de sa direction, les trotskystes n'hésitent pas un seul instant à rompre définitivement.

La réévaluation que les trotskystes furent amenés à opérer fut rendue plus aisée par le fait que leur position à l'égard du M.N.A., avant 1958, entraînait en contradiction avec leur politique dans la lutte de classes en France : à savoir le combat sur la base du programme pour sélectionner, en vue de détruire les appareils petits-bourgeois, l'avant-garde révolutionnaire.

Constater cette distorsion, en analyser les causes, lui restituer sa portée et sa signification politiques, ce furent autant d'actes militants qui conduisirent les trotskystes à opérer un tournant puisque, en même temps, et ceci était intimement lié à cela, un nouveau rapport de forces entre les classes venait d'être instauré en France avec l'arrivée au pouvoir de De Gaulle.

C'est à ce moment que les leçons les plus importantes sur le pablisme et l'histoire du mouvement trotskyste depuis 1929 purent être tirées quant à la signification réelle et à la place de la construction du parti ouvrier marxiste, comme l'expression la plus achevée de la conscience, c'est-à-dire du « *Programme* » qui la formule et de la lutte de classes qui la produit et s'en nourrit.

Pour résumer, il suffit de dire que, de 1952 à 1958, coexistèrent de fait, dans les rangs trotskystes, *deux lignes politiques*, ce dont les militants étaient très éloignés d'avoir pleine conscience :

— L'une, correcte, celle que les trotskystes avaient commencé à élaborer dans les dernières années de la guerre et après la guerre et qui trouva en particulier son expression vivante dans la défaite du pablisme et dans l'intervention qui eut lieu dans la lutte des classes en France ;

— L'autre qui perpétuait les défauts hérités d'un passé « *petit-bourgeois* », incapacité d'élaborer une ferme politique d'organisation particulièrement dans le domaine des finances, laisser-aller, absence de méthode, abandon partiel au processus spontané (typique dans le cas de la révolution algérienne). Sur ce dernier point, tout se passait comme si le mouvement spontané avait été investi du pouvoir de réaliser, mécaniquement, sous la pression des conditions objectives, d'exsuder, en quelque sorte, le parti révolutionnaire.

Tel est le bilan, brossé à grands traits, de cette période. A tout prendre, les trotskystes, qui, pour « *l'observateur* » et le sceptique professionnel, à cette date, semblèrent quelques illuminés embarqués sur une frêle chaloupe qui donnait passablement de la bande, les trotskystes donc, de 1952 à 1958, en dépit de leurs erreurs et de leurs faiblesses, peuvent présenter — le lecteur en aura jugé sur pièces — un ensemble politique suffisamment cohérent pour avoir rendu possible la remontée qui allait s'affirmer dans la période suivante.

V

1958-1965

DU GROUPE
A L'ORGANISATION

LE 2 octobre 1958, après avoir fait campagne pour le NON au référendum du 28 septembre, « *la Vérité* » interrompt sa parution hebdomadaire que des difficultés de tout ordre rendaient de plus en plus problématique. Avec le numéro 513 était inaugurée une parution sous forme de revue qui correspondait à l'état réel des forces trotskystes de cette époque et manifestait à sa manière la défaite sans combat subie par la classe ouvrière face à la bourgeoisie.

LE RASSEMBLEMENT PATIENT DES FORCES DE L'AVANT-GARDE DE JUIN 1958 AU 14^e CONGRÈS DE L'O.C.I.

L'analyse que le courant trotskyste a donnée dès cette époque du bonapartisme gaulliste conserve toute sa valeur : *« Il est le produit direct du 13 mai 1958. Mais la venue de De Gaulle au pouvoir ne signifiait nullement que la dictature militaire s'établissait. C'était à la faveur de la révolte des Européens d'Algérie, à la faveur de la sédition militaire, l'instauration d'un pouvoir fort, à caractère policier, dont les objectifs coïncidaient avec ceux des couches décisives de la bourgeoisie. Le tour de passe-passe du 13 mai 1958, c'est l'utilisation au compte des intérêts des fractions les plus concentrées du capitalisme français d'une révolte réactionnaire sans perspectives. Les « réseaux gaullistes » ont été l'instrument de cette « récupération », mais leur tâche était aisée car la pression de la presque totalité de la bourgeoisie métropolitaine, après quelques jours d'hésitation (car le bonapartisme est une aventure dont on ne sait comment elle finira), comme en définitive des partis ouvriers, jouait en ce sens. »*

Les tâches que le bonapartisme gaulliste s'était fixées : finir la guerre d'Algérie, renforcer l'Etat, démanteler le mouvement ouvrier, furent dès cette époque clairement mises au jour. De ce point de vue on peut écrire que, en permanence, quels qu'aient été les aléas de son intervention politique en tant que fraction organisée, le courant trotskyste s'exprimant dans « *la Vérité* » a

fourni à la classe ouvrière les « *armes de la critique* » marxiste, mettant à nu le rôle de l'appareil stalinien comme « *béquille gauche* » de ce régime et comprenant que, dans toutes les périodes critiques qu'eut à traverser ce régime qui a vécu dans un état de crise chronique en profondeur (même si la façade s'efforçait de n'en rien laisser paraître), les différentes fraction *décisives* de la bourgeoisie, impatientes, rétives devant telle ou telle mesure du gaullisme, SE RÉALIGNAIENT comme un seul homme derrière le sauveur.

Ce qui a permis, notons-le bien, à la poignée des trotskystes, dans les premières années du gaullisme, non seulement de TENIR mais de planter les premiers jalons de la marche en avant, ce fut leur volonté opiniâtre d'enracinement dans les différents secteurs de la classe ouvrière et de la jeunesse, volonté issue de toute l'expérience passée. Sans cette volonté et les premiers fruits qu'elle rapporta, il est clair que l'analyse elle-même eût vite fait de dévier et de s'en tenir à un constat académique formel. Jamais les trotskystes, au creux de la vague que déroulait sous eux le recul du mouvement ouvrier, ne s'en tinrent à un quelconque point de vue de Sirius qui aurait lu Marx, Engels, Lénine et Trotsky.

Tournant le dos aux différentes formes de soutien que les appareils traditionnels apportèrent à de Gaulle, au moment des barricades d'Alger ou du putsch des généraux, sous la forme de ce que les travailleurs, par dérision, nommaient les « *grèves du général* », les trotskystes mettaient en avant la nécessité d'une *politique de classe indépendante* pour le prolétariat. C'est ainsi que dans les organisations syndicales ils se sont battus pour le Non au premier référendum, pour que la manifestation laïque de Vincennes marque la rupture avec le pouvoir, pour que le Front unique ouvrier se réalise le 27 octobre 1960 à l'appel de l'U.N.E.F. sur une manifestation centrale unitaire, liant concrètement le soutien inconditionnel à la révolution algérienne et la lutte du prolétariat et de la jeunesse contre leur propre bourgeoisie.

Sur un autre plan c'est dans cette période que les trotskystes décident de se donner les moyens d'un organe de presse, pôle et levier du regroupement d'une avant-garde plus large que celle qu'ils constituaient : la parution du bulletin ronéotypé hebdomadaire « *Informations ouvrières* » inaugurait ainsi un patient travail de rassemblement qui permettrait de constituer le premier réseau de militants, « *amis* » ou lecteurs à travers lesquels une politique de classe élargissait son influence.

Dans la couche la plus mobile de la société, dans la jeunesse, les trotskystes furent également à l'initiative d'un travail de pénétration et d'organisation. Au printemps 1961 ils fondaient de concert avec quelques autres militants le « *Comité de liaison des étudiants révolutionnaires* » dont l'activité, très modeste à ses débuts, devait aller bien vite grandissant au fur et à mesure que (la grève des mineurs de mars-avril 1963 agissant comme un

puissant levain) la classe ouvrière récupérait patiemment le terrain conquis par la bourgeoisie.

Il convient de rappeler ici quelques-unes des prises de position des trotskystes au moment où le bonapartisme gaulliste n'hésitait pas à s'appuyer sur les appareils traditionnels, au nom de l'unité nationale, pour imposer aux ultras de l'O.A.S. une solution au problème algérien qui fût conforme aux intérêts généraux de la bourgeoisie, du grand capital — En mai 1961, après le putsch de Challe, Salan, Jouhaud, Zeller à Alger les 22 et 23 avril et après la grève d'une heure organisée par les centrales le 24 pour y « répondre », le numéro 521 de « la Vérité » écrivait :

« Le sectarisme est étranger au marxisme révolutionnaire — La critique la plus sévère, que mérite le comportement lamentable des directions ouvrières, ne doit pas faire oublier la place qu'occupent les organisations ouvrières elles-mêmes dans la société capitaliste. Le plus grand danger qui menace aujourd'hui les travailleurs, c'est la menace de l'intégration des organisations syndicales à l'Etat bonapartiste — L'accusation la plus grave que portent aujourd'hui les révolutionnaires contre les dirigeants réformistes et staliniens, c'est que leur pratique constante de la collaboration des classes, comme leur refus de mobiliser les travailleurs de façon autonome pour faire face aux conséquences du putsch d'Alger, facilitent l'atomisation du mouvement ouvrier recherché par l'Etat.

Or, répétons-le, si bureaucratisées soient-elles par leurs directions, les organisations ouvrières traditionnelles restent les seuls cadres possibles aujourd'hui du rassemblement élémentaire des ouvriers en tant que classe. C'est pourquoi la tâche la plus urgente est aujourd'hui, pour les militants ouvriers fidèles à leur classe, d'exiger des dirigeants qu'ils rompent, dans tous les domaines, leur coalition avec le général de Gaulle pour la « défense des institutions ». A partir de là, il faudra mettre en avant les mots d'ordre qui permettront à la classe ouvrière de préparer sa contre-offensive en surmontant notamment ces obstacles à son unité d'action que sont les revendications catégorielles et hiérarchisées.

Mais la lutte pour l'indépendance du mouvement ouvrier à l'égard de l'Etat est inséparable d'une politique conséquente basée sur la reconnaissance de la lutte des classes. Elle se confond avec la lutte pour le rassemblement de l'avant-garde autour du programme révolutionnaire, expression de l'expérience accumulée par un siècle et plus de luttes ouvrières. »

Il convient de revenir sur le fait que la fraction trotskyste, face aux événements qui avaient surgi en mai 1958 et qui avaient abouti à l'instauration d'un nouveau rapport de forces entre les classes, le prolétariat étant sur la défensive, avait estimé que l'heure était venue d'adapter plus étroitement les forces disponibles à l'objectif central : celui de la défense du marxisme. Pendant les premières années du gaullisme cette tâche s'avérait

essentielle pour répondre à la démobilisation et à la débâcle théorique que sociologues et staliniens se retrouvaient d'accord pour susciter. A les écouter la classe ouvrière était responsable de la défaite ! Bref, la réaction bourgeoise et ses idéologues petits-bourgeois criaient victoire sur toute la ligne.

LA REMONTÉE DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET L'AFFERMISSEMENT DU TROTSKYSME

C'est en partant de cette réalité et de l'état de ses forces que la fraction trotskyste décida d'engager la bataille pour passer du groupe à l'organisation. Le problème du parti, le problème de la direction révolutionnaire du prolétariat, le problème de sa construction exigeaient impérativement qu'on rompe avec l'académisme des formules et les schémas intangibles d'organisation, abstraitement transposés, pour s'atteler à la tâche RÉELLE et POSITIVE de sélection d'une avant-garde, conformément aux principes du bolchevisme mais sans que soit éludée la question *des formes transitoires* du processus de ce regroupement.

Pour les marxistes il n'y a pas un « *Grand livre du savoir total* » où sont consignées les stratégies et les tactiques convenant à telle ou telle tâche : il leur a fallu réfléchir et lutter, en fonction de la lutte des classes et de leur compréhension de ses mécanismes, pour que la solution de cette question centrale apparaisse et soit de plus en plus clairement intégrée à la conscience de l'avant-garde.

L'accélération des modifications dans le rapport des forces entre les classes fut le fruit de *la grève des mineurs* de mars-avril 1963 : à partir de cet événement capital sur lequel il n'est pas possible de s'étendre ici, puisque aussi bien les trotskystes l'ont dans leurs publications largement analysé, la classe ouvrière de ce pays allait peu à peu reconstituer son potentiel de combat et obliger de Gaulle à différer son plan d'intégration à froid des organisations syndicales. C'est ce répit arraché de haute lutte par les mineurs pour le compte de TOUT le prolétariat qui en fin de compte, à travers les grèves de la Rhodiacéta, de Berliet, de Sud-Aviation, à travers les affrontements classe contre classe du Mans et de Caen, allait faire mûrir la grève générale de mai-juin 1968.

Tirant le bilan de ce magnifique combat, le congrès des trotskystes qui suivit adoptait une résolution dont nous extrayons ce passage :

« La lutte de classes appelle de nouvelles tâches pour notre organisation (...) Ce qui est nouveau se résume à ceci : il y a combat de classe DANS LA PERSPECTIVE et non plus cette lente désagrégation de la conscience à laquelle nous avons assisté de 1958 à la grève des mineurs. »

Un combat peut être soit perdu, soit gagné. L'avant-garde de toute façon doit se préparer au combat. »

Ce qui était déjà au centre de la politique trotskyste, c'était l'orientation vers la jeunesse, agissant comme force entraînante dans toute la classe ouvrière, et c'était l'orientation conjointe — nécessairement combinée à la première — vers les couches militantes du prolétariat, l'armature des cadres ouvriers que la crise du stalinisme ferait se tourner vers l'avant-garde dès lors que celle-ci aurait fourni la preuve de sa capacité à dégager les voies concrètes du mouvement de classe et de son efficacité dans la lutte de classes.

A partir de février 1964, le bulletin ronéotypé « *Informations ouvrières* » devient une publication mensuelle imprimée et se définit comme « *tribune libre de la lutte des classes* ». Il va désormais s'efforcer, en élargissant son audience, en planifiant et en systématisant sa diffusion, de devenir le centre organisateur de cette avant-garde qui, sans être convaincue à une première étape de la validité du « *Programme de transition* », du « *Programme* » de la IV^e Internationale, acceptait toutefois de participer au combat commun pour la réalisation du Front unique ouvrier à travers la discussion, l'intervention, la conjonction des efforts, de concert avec les trotskystes, qui coaguleraient une première ébauche de force politique luttant de façon conséquente pour la révolution prolétarienne, pour la conquête du pouvoir.

C'est qu'il s'agissait désormais de travailler à souder cette force. Les fruits de la grève des mineurs n'étaient pas donnés une fois pour toutes. Dès juin 1963 on assiste à des grèves surprises limitées et tournantes, déclenchées par les appareils, qui vont être utilisées par le pouvoir pour légitimer la loi antigrève de juillet 1963. Sans l'organisation qui, SEULE, est garantie par la conscience, la combativité risquait de se dissoudre. Après que le pouvoir bonapartiste eut été contraint de différer jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie l'offensive ouverte et concertée contre la classe ouvrière et ses organisations, après que la grève des mineurs eut permis d'arracher de nouveaux délais, il importait que cet acquis ne fût pas gaspillé et livré en pâture aux appareils.

C'est maintenant que les trotskystes peuvent concrètement mesurer le fait que leur activité est un facteur déterminant dans la lutte des classes. L'effort subjectif se transforme en une force objective dans le dispositif des classes en présence : c'est là que se vérifie l'idée que l'avant-garde ouvrière se déploie et se renforce comme produit *organique, organisé et organisant* de la lutte des classes. L'avant-garde avait à se saisir des initiatives qui favorisaient la maturation de ce processus.

Le vieux bastion ouvrier de la région nantaise allait vivre en décembre 1963-janvier 1964 une *grève des traminots* qui ne dura pas moins de 39 jours. Contre la politique acharnée de division et de capitulation menée par les directions départementales de la C.G.T. et de la C.F.T.C., les militants « *lutte de classe* » de

l'U.D.-F.O. et ceux qui combattent à la C.G.T., les militants trotskystes imposaient le Front unique qui contraignait l'Etat et la bourgeoisie à reculer.

En mars 1964 (27), un appel de travailleurs nantais était diffusé dans la classe ouvrière et signé par des centaines de travailleurs. « *L'Appel de Nantes* » concrétisait la forme que la stratégie du Front unique devait prendre dans la période qui s'ouvrait pour permettre au prolétariat d'engager des combats victorieux : « *Tous ensemble, au même moment* ».

L'appel se terminait ainsi :

« POUR L'UNITÉ D'ACTION DE CLASSE !
POUR LA PRÉPARATION D'UN COMBAT D'ENSEMBLE !

Pour combattre, il faut réaliser l'unité d'action ! Mais sur une tactique efficace !

L'unité pour l'action suppose, répétons-le, que soient condamnées et abandonnées les grèves tournantes qui divisent, fractionnent, atomisent le front de lutte des travailleurs.

Il existe différentes centrales ouvrières, cela veut dire que, pour réaliser l'unité d'action, aucune d'entre elles ne peut imposer unilatéralement son point de vue. Cela implique que, à tous les niveaux des centrales : bureaux confédéraux, fédérations, unions départementales, unions locales, syndicats et sections syndicales, les militants doivent se rencontrer pour se mettre d'accord, en vue de préparer la lutte d'ensemble.

LES TRAVAILLEURS DOIVENT DÉCIDER EUX-MÊMES !

Le problème à résoudre devrait être simple, pourtant il ne l'est pas :

— *Les organisations syndicales devraient diriger la lutte d'ensemble, mais au niveau des centrales, aucun bureau confédéral n'est partisan de s'engager dans une telle action.*

— *Les organisations syndicales devraient diriger la lutte contre le régime capitaliste mais TOUTES participent aux différents organismes (Plan, etc.) où le patronat et son Etat préparent les mauvais coups contre la classe ouvrière.*

Travailleurs, syndiqués de toute tendance, c'est à nous d'imposer, de contrôler, de surveiller le comportement de nos dirigeants !

ORGANISONS-NOUS ! DISCUTONS ENSEMBLE ! IMPOSONS NOS DÉCISIONS !

Les organisations doivent être au service des travailleurs !

POUR L'UNITÉ DU FRONT DE CLASSE !

CONTRE LA MISÈRE ET LE CHOMAGE !

POUR LE CONTRÔLE DES TRAVAILLEURS SUR LES ORGANISATIONS !

Travailleurs de France, à Nantes, 70.000 ouvriers et paysans ont manifesté !

A Paris, Lyon, Clermont, Lille, Marseille, des centaines de milliers doivent suivre leur exemple. »

Tels étaient les mots d'ordre dont, on peut le dire sans forfanterie, la classe ouvrière DANS SON ENSEMBLE allait bientôt s'emparer pour les traduire en termes d'action. A travers ce mûrissement qu'elle favorisait par son intervention, réunissant notamment une *Assemblée ouvrière* autour de « *l'Appel de Nantes* » en juin 1964, la fraction trotskyste se donnait les moyens d'une progression et d'une consolidation de ses assises politiques.

A la fin de 1964, lors de leur 13^e congrès, les militants trotskystes étaient à même de se fixer la marche vers *l'organisation*, de se libérer des séquelles politiques du « *groupe* », pour, ressaisissant leur propre histoire depuis les origines du mouvement, projeter l'acquis unique qu'ils représentaient à la conquête de la couche ouvrière d'avant-garde. Les premiers éléments de clarification étaient trouvés.

C'est en étroite liaison politique avec les développements décrits plus haut que le groupe des collaborateurs et lecteurs de la revue « *Révoltes* » (dont les militants s'étaient, quelque temps auparavant, fait exclure bureaucratiquement de la F.U.A.J. (28), alors en voie d'intégration accélérée par le pouvoir, prélude à sa liquidation pure et simple) lança une discussion publique sur les voies et moyens de construction d'une *Organisation révolutionnaire de la jeunesse*. Paraissant au début sous la forme d'un bulletin ronéotypé, « *Révoltes* » concrétisa les résultats de cette discussion et lança les groupes qui se constituèrent sous son impulsion à la conquête de la jeunesse.

Nous n'avons pas retenu pour cette brochure, car la matière serait trop abondante et demanderait un travail d'une autre ampleur, les efforts accomplis durant cette période pour donner corps au nécessaire combat international pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Le sérieux de la discussion sur la base des textes essentiellement dus aux trotskystes anglais et français fut ce qui permit dans la phase suivante la préparation et la réussite de la 3^e conférence du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale en avril 1966.

Ces lignes, pour la dernière période qui nous occupe, sont forcément sommaires mais le lecteur a désormais à sa disposition, pour combler les lacunes de ce travail, un abondant matériel sous la forme de la revue « *la Vérité* » et de différentes brochures, sous la forme d'« *Informations ouvrières* » et de « *Révoltes* ». Nous ne pouvons que signaler « *les lignes de crête* » de l'activité des trotskystes dans la période qui va s'ouvrir ; il est bien évident que cette recrudescence d'activité, ce déploiement de la force trotskyste, certes encore imparfait et très inégal, ne se comprend qu'en relation avec les événements principaux de la lutte de classes qui ont commencé à se condenser dans le cours de l'année 1966 pour se précipiter comme une traînée de poudre, à travers toute la classe ouvrière, durant l'année 1967 au cours de laquelle les signes avant-coureurs d'une immense mobilisation de classe, telle qu'elle se manifesta en mai-juin 1968, étaient parfaitement déce-

lables, sans que, bien entendu, on pût en prévoir les rythmes exacts.

C'est à l'aube de cette période, marquée — curieusement pour ceux qui s'imaginent la montée de la classe ouvrière comme suivant une progression linéaire impeccable, alors qu'elle est faite d'avancées et de reculs — par la disparition de la classe ouvrière en tant que classe du champ politique de la bataille des « présidentielles » (les organisations ouvrières s'effaçant derrière le candidat bourgeois Mitterrand) ; c'est à l'aube donc de cette période que les trotskystes fondèrent *l'Organisation communiste internationaliste* (O.C.I.), au cours de leur 14^e congrès de décembre 1965. Cet acte politique était d'une extrême importance ; loin d'être motivé par le souci formel d'une « appellation », il correspondait à la réalité des forces du trotskysme français, à la reconnaissance d'une étape importante dans la voie de la construction du parti en liaison avec les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale.

VI

1966-1968

CONSTRUIRE LE PARTI REVOLUTIONNAIRE
CONSTRUIRE LA IV^e INTERNATIONALE

COMME l'écrit Stéphane Just dans le numéro de la « *Correspondance internationale* » de mars-avril 1968 :

« Il y a... d'importantes différences entre l'intervention du groupe dans la lutte des classes, sa structure, sa vie, son mode de fonctionnement, et une organisation de type bolchévique. Le groupe a une ligne politique commune, mais il n'a pas une intervention centralisée en fonction d'objectifs communs à atteindre. Les interventions et les secteurs de travail sont ceux qui sont immédiatement accessibles et réalisables, avec la dose d'« autonomie » que cela implique. La vie politique et la structure de l'organisation ne sont pas centralisées démocratiquement.

Si inévitable et indispensable à la construction de l'organisation révolutionnaire que fût ce stade, dès lors que les forces nécessaires existaient et que la maturité politique le permettait, il fallait s'engager dans un nouveau cours, celui du passage du groupe à l'organisation. »

L'O.C.I. S'AFFIRME POLITIQUEMENT

L'homogénéisation et la centralisation politiques de l'organisation révolutionnaire revenaient à faire en sorte notamment qu'elle fût au maximum maîtresse de ses objectifs et qu'elle exprimât, dans chacune des phases par où passait le mouvement de la classe ouvrière, la perspective unificatrice de son combat. C'était, du même coup, lui donner les moyens de battre en brèche la résistance des appareils, leur volonté de saboter la réalisation du Front unique ouvrier d'autant plus farouchement que la nécessité en était ressentie chaque jour un peu plus clairement par des milliers et des milliers de travailleurs.

C'est dans ces conditions que le 14^e congrès de l'O.C.I. de décembre 1965 décida d'opérer une transformation de la vie et de la structure de l'organisation. Conjointement, et parce que

ceci nourrit cela et réciproquement, des campagnes centralisées sont décidées que l'organisation engage comme corps.

Dès le 17 mai 1966, l'organisation intervient systématiquement selon un axe unique et de façon coordonnée. Les organisations syndicales lancent pour cette date un ordre de grève de 24 heures, l'O.C.I. et ses militants préconisent la formation, à tous les niveaux, locaux, départementaux, national, de comités intersyndicaux pour la préparation du « *Tous ensemble* ».

Pendant cette période une lutte politique se mène dans les rangs mêmes de l'O.C.I. pour hisser son régime intérieur au niveau de l'intervention politique centralisée. La mentalité et la pratique du groupe sont désormais des obstacles à l'application planifiée des tâches. Le groupe avait pu être un refuge pour des éléments qui, sous la couverture commode du trotskysme, développaient des activités étrangères à celle de la construction du parti révolutionnaire, telle l'utilisation des problèmes sexuels de la jeunesse, pour tenter de constituer une clique « *sexualo-sectaire* », courroie de transmission de l'idéologie décomposée du vieux monde.

Le centralisme démocratique nécessaire à l'intervention politique centralisée ne pouvait qu'être intolérable à ce petit noyau érigeant la satisfaction de ses petits problèmes personnels au-dessus et contre la lutte pour la satisfaction des aspirations révolutionnaires du prolétariat. En menant politiquement la lutte contre lui, il s'agissait de faire assimiler par l'organisation, y compris par ceux des militants qui s'étaient fourvoyés sans renoncer au combat trotskyste, les principes du centralisme démocratique. Cette étape surmontée trempait les cadres de l'O.C.I. et armait l'ensemble de l'organisation pour les luttes à venir.

L'O.C.I. utilisa les élections législatives de mars 1967 pour développer plus largement les propositions de Front unique, diffuser les éléments du « *Programme d'action* » qu'un numéro de « *la Vérité* » avait publié en cette circonstance. L'O.C.I., s'appuyant sur une candidature présentée dans une circonscription particulièrement ouvrière de la région parisienne, et bastion du stalinisme, mène campagne nationalement sur le programme de défense de la classe ouvrière dont il vient d'être question et ouvre la perspective du Front unique de classe en l'opposant à la politique de collaboration de classes baptisée « *union de la gauche* ».

Il ne s'agissait pas d'une campagne « *électorale* » au sens où l'entendent les partis bourgeois et les directions bourgeoises des partis ouvriers, ce qui ne veut pas dire non plus que les trotskystes entendaient faire fi de l'« *indication* », certes imparfaite et mutilée, que ces élections pourraient grossièrement fournir sur l'état des rapports, à un moment donné, dans un cadre précis, entre l'avant-garde en construction et un secteur de la classe ouvrière. Epreuve de vérité, si l'on veut, cette campagne, au regard de ses résultats électoraux, pouvait apparaître, aux yeux de ces « *observateurs* » que nous avons déjà rencontrés, comme bien décevante. En réalité les militants avaient commencé à saisir la réalité complexe

et contradictoire de leur implantation en devenir au sein de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Et c'est sans aucune espèce de solution de continuité que l'O.C.I. poursuit son activité politique et lança peu après le mot d'ordre d'*Assises nationales d'unité d'action*. Il ne lui appartenait certes pas d'organiser elle-même ces Assises ! Il est clair que la réalisation de cette tâche, concrétisation du Front unique ouvrier préparatoire au combat, incomba à la classe ouvrière, qui devait l'imposer aux directions des organisations. L'O.C.I. n'était pas et ne prétendait pas être encore la direction révolutionnaire du prolétariat. L'O.C.I. combattait et combat pour construire le parti révolutionnaire en nouant des liens de direction avec la classe, sur la base d'une intervention directe dans la lutte des classes.

Toutefois un mot d'ordre de ce type reste pure littérature si l'organisation qui le lance ne se donne pas les moyens de le pousser en avant en accroissant son propre impact en tant qu'avant-garde.

C'est pourquoi l'O.C.I. organisa avec la participation de « *Révoltes* » l'assemblée des 24 et 25 juin 1967 qui regroupa plus de 1.500 jeunes et militants ouvriers et qui se donna comme objectif de constituer des *Comités d'Alliance Ouvrière* sur l'orientation fixée.

Il s'agissait là d'un acte politique de première importance. Le processus du rassemblement de l'avant-garde dans les conditions et sous les formes que nous avons déjà évoquées, ce processus s'affirmait désormais dans la vie et s'incarnait dans une forme d'organisation à laquelle les développements de la lutte allaient fournir un contenu politique de plus en plus précis.

Ce sera ensuite au cours des mois d'octobre-novembre 1967 une campagne pour la commémoration du 50^e anniversaire de la révolution russe qui sera engagée nationalement. Meetings et réunions publiques se tinrent à Paris et en province, manifestant pour la première fois depuis longtemps la réalité nationale de l'organisation. Les staliniens ne s'y trompèrent pas qui mirent en œuvre un peu partout des commandos et répandirent la calomnie sur les militants trotskystes à cette occasion : « *l'Humanité* », son supplément dominical, « *la Voix du lyonnais* », « *la Marseillaise* », notamment, se déchaînèrent pour barrer la route à une jonction menaçante entre l'avant-garde et les militants du P.C.F. C'est pourquoi les trotskystes ont pu écrire que la violence, ainsi organisée dans les rangs ouvriers par l'appareil stalinien, était en premier lieu dirigée contre les militants du P.C.F., l'appareil s'assurant le contrôle « *physique* » de toute velléité d'opposition.

Ces campagnes de l'O.C.I. intègrent la lutte pour la constitution de l'Organisation révolutionnaire de la jeunesse. Les militants animent les groupes et le journal « *Révoltes* » qui sont les organisateurs de l'envoi de 400 jeunes à Liège, ville où s'illustrera le déjà nommé Germain-Mandel, qui, après avoir « *failli* » marcher sur Bruxelles lors de la grève générale belge quelques années aupa-

ravant, tentera cette fois-ci d'interdire aux délégations de « *Révoltes* », des « *Young Socialists* » et d'autres organisations de déployer les banderoles qui affirmaient la solidarité de la jeunesse révolutionnaire internationale avec le combat des prolétaires hongrois de la révolution hongroise des comités ouvriers d'octobre 1956. L'opération tourna d'ailleurs à la déconfiture dudit Germain-Mandel.

Les groupes « *Révoltes* » et le C.L.E.R. sont également partie prenante des campagnes de l'O.C.I. au cours des élections législatives et dans l'impulsion des Assises nationales pour le Front unique de classe. La politique de l'O.C.I. trouve, à cette date, ses termes particuliers d'application à la jeunesse, que concrétise le mot d'ordre : « *Contre la déchéance de la jeunesse, manifestation centrale à Paris* ». Le 27 juin 1967, plus de 1.000 jeunes se réunissent à Paris, pour organiser l'action politique de la jeunesse contre la bourgeoisie, son gouvernement et son Etat, dont la manifestation centrale doit être un moment. A l'appel du journal « *Révoltes* », les jeunes participent à l'Assemblée internationale qui se tient en Grande-Bretagne et s'inscrit dans l'action pour la construction de l'Organisation révolutionnaire de la jeunesse. Ils participent également à la campagne de commémoration du 50^e anniversaire de la révolution d'Octobre.

C'est également dans cette période que nous venons d'évoquer qu'un pas important fut franchi dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale. La 3^e conférence du Comité international, tenue à Londres en avril 1966, peut être considérée, par l'importance des documents politiques qui y furent adoptés, par la clarification politique qui s'y opéra à l'égard de groupes comme les « *Spartacists* » américains ou l'U.C.I. (« *Voix ouvrière* ») de France, comme un moment tout à fait décisif du travail trotskyste qui permettait, entre autres, de lui restituer ses motivations déterminantes et le cadre réel de son combat, expression de l'unité mondiale de la lutte des classes à travers la diversité des différents pays.

LES PRÉMICES DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

C'est cet ensemble de tâches accomplies ou en voie d'accomplissement qui permet de comprendre le saut qualitatif réalisé par l'O.C.I. et dont le 15^e congrès, convoqué pour les 31 décembre 1967-1^{er} janvier 1968, rassemble les leçons pour définir les lignes d'intervention dans la période à venir. Il s'agissait aussi de saisir la signification des profonds mouvements de la classe ouvrière au cours de l'année qui venait de s'écouler : Dassault, Rhodiacéta, Berliet, mensuels de Saint-Nazaire.

Manifestement, la classe ouvrière récupérait la plénitude de son terrain de mobilisation classe contre classe à travers les diffé-

rents mouvements que nous venons de citer. Il s'agissait là de quelque chose d'extrêmement important que l'O.C.I., dans le déroulement même des luttes, avait su interpréter et dont elle avait su se saisir, à la mesure de ses forces, pour les lier à la politique de Front unique, à sa réalisation nécessaire pour poser les problèmes *au niveau de l'Etat*, comme l'exigeaient, en quelque sorte naturellement, les puissants mouvements engagés.

Le 5 janvier 1968, le « *Comité de coordination des ouvriers et employés de la R.A.T.P., de la Sécurité sociale, des étudiants et des normaliens* » lançait un appel qui ouvrait la voie à l'affrontement politique entre la classe ouvrière unie, la jeunesse, et la bourgeoisie et son Etat :

« Le 17 mai 1967, les travailleurs et les jeunes ont démontré qu'ils étaient prêts à se battre (...).

(...) Mais les dirigeants ont refusé d'organiser le combat, le seul combat que les travailleurs de France et les travailleurs parisiens voulaient mener : s'organiser dans les chantiers, les bureaux, les usines et les corporations POUR ABOUTIR A LA GRÈVE GÉNÉRALE [c'est nous qui soulignons].

La grève générale contre les ordonnances n'a pas eu lieu !

La grève générale pour la garantie de l'emploi et la défense du pouvoir d'achat n'a pas eu lieu !

La grève générale pour les libertés ouvrières n'a pas eu lieu !

A la force unie du patronat et de l'Etat, les dirigeants ont opposé une tactique de mouvements dispersés qui disloquent la volonté de combat des travailleurs...

IL FAUT QUE CELA CESSE !...

Pourquoi les centrales ne lancent-elles pas un appel à manifester là où siègent ceux qui détruisent les conquêtes de la classe ouvrière :

- Devant les sièges patronaux ;*
- Devant les préfectures ;*
- Devant les ministères ;*
- Là où siège le gouvernement ?*

C'est aux travailleurs à décider eux-mêmes...

Il s'agit du sort et de l'avenir de millions et de millions de travailleurs.

Il s'agit de l'avenir de la jeunesse. »

A l'issue de cet appel, le Comité de coordination organisait un *meeting ouvrier* qui regroupait 1.000 participants et adoptait une « *Adresse aux travailleurs et jeunes* », aux bureaux confédéraux de la C.G.T., de la C.G.T.-F.O., aux bureaux de l'U.N.E.F. et de la F.E.N., aux responsables des U.D., des fédérations et des syndicats de toute tendance :

« ... Certes, militants, nous sommes parfaitement conscients que l'offensive généralisée du capital s'articule sur des attaques particulières.

Il coule de source que les syndicats responsables doivent organiser des luttes aux divers échelons.

A revendication générale, mouvement général.

A revendications particulières et limitées, mouvements particuliers et limités.

Mais une chose est certaine.

Lorsque le gouvernement mobilise les C.R.S. de toute la France contre nos camarades à Rhodiacéta (Lyon) ou à Caen, une seule riposte est efficace :

le même jour dans toute la France, les centrales ouvrières doivent appeler tous les travailleurs et jeunes à des manifestations.

En province devant les préfectures.

A Paris devant le siège du gouvernement. »

Lorsqu'on dresse un tableau rétrospectif de l'activité diversifiée des trotskystes dans cette période, l'on est frappé de constater combien les mots d'ordre et les formes d'action qu'ils préconisaient correspondaient à la situation. En effet, des « 500.000 travailleurs et jeunes devant le Palais-Bourbon » lancé le 17 mai 1967, à « 500.000 travailleurs pour libérer la Sorbonne », le 13 mai 1968, il y a une claire formulation de ce qui correspondait à la volonté de combat de la classe ouvrière.

Les militants trotskystes qui intervenaient dans le secteur étudiant furent parmi les animateurs les plus conséquents des luttes des derniers mois de 1967 et du début 1968, s'agissant des *résidences universitaires* et de la lutte contre la sélection Fouchet-Peyrefitte (manifestation étudiante de décembre 1967). En avril 1968, le C.L.E.R. décidait de se transformer en Fédération des étudiants révolutionnaires (F.E.R.), qui devait jouer un rôle capital dans les événements qui mûrissaient.

QUEL BILAN ?

Mais cette brochure n'a pas l'intention d'aborder l'étude des événements postérieurs à avril 1968 en relation avec le développement de l'O.C.I. Le lecteur aura pu voir comment, à la veille de la grève générale de mai-juin 1968, les trotskystes de l'O.C.I. avaient correctement diagnostiqué la situation et s'étaient constitués en force pour favoriser l'accouchement dont elle était grosse. Et cela, ils ne le devaient pas à leur don d'extra-lucidité, mais uniquement à la méthode du marxisme assimilée dans le combat pratique et théorique ; ils le devaient à la force du trotskysme, ce mot d'ailleurs impropre quant au fond si l'on songe qu'il est LE marxisme, qu'il est LE communisme, qu'il est la méthode de construction du parti communiste qui n'a jamais existé dans ce pays. Le chemin

est long, depuis 1923 à nos jours. Il est jalonné d'efforts imparfaits et d'entreprises avortées, mais les trotskystes ont le droit de se tourner vers leurs censeurs en tout genre pour leur poser la question : « *Montrez votre bilan, comparez-le au nôtre ; et nous verrons si les trotskystes, en dépit de leurs erreurs, ne sont pas les seuls à avoir assumé, comme courant, en toutes circonstances, la continuité* ».

Désormais, ils peuvent prétendre à plus : ils peuvent prétendre à être l'un des facteurs déterminants de la grève générale de mai-juin 1968. Dans les premières heures de la matinée du 14 mai 1968, la grève générale déclenchée à Sud-Aviation à Nantes, sous l'impulsion des trotskystes, annonçait la grève générale de mai-juin 1968 qui a ouvert une nouvelle période historique dans la lutte des classes internationale, la période de l'imminence de la révolution.

Bien des difficultés continueront à se dresser sur le chemin de la révolution prolétarienne, se dresseront comme obstacle au combat des trotskystes pour construire l'instrument de la victoire ouvrière, le parti révolutionnaire. Le lent cheminement de la conscience de classe de millions et de millions de travailleurs tend à se précipiter. Mais il se heurte toujours à l'obstacle des appareils qui, bien que secoués par de puissantes crises (Tchécoslovaquie), conservent encore la direction du prolétariat. Ce cheminement se heurte également à l'illusion « *gauchiste* », produit (principalement dans certaines couches de jeunes) de la trahison des appareils.

La longue et difficile histoire du mouvement trotskyste (à l'image du long et difficile combat historique du prolétariat pour libérer l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression), dont nous venons de dégager quelques-uns des enseignements, est là pour témoigner que rien n'est gagné. Que tout sera gagné par l'organisation, la fermeté sur les principes, la volonté d'agir avec calme et sang-froid en refusant aussi bien la pression des appareils que celle de l'illusion. Car sceptiques et idéologues bourgeois et petits-bourgeois pourront toujours dire et faire : le « *Programme* » de la IV^e Internationale, adopté en 1938, a été intégralement vérifié par les plus grandioses et tragiques événements de ces 22 dernières années, et répond aux tâches de construction du parti ouvrier révolutionnaire en France et à celles de la reconstruction de la IV^e Internationale.

Notes

(1) Voir sur ce point « *le Mouvement communiste en France* » (deuxième partie : « *La Voix de l'Internationale* », pp. 97 à 269). Le processus de transformation du P.C.F. était en si bonne voie, au cours de 1923, que Trotsky pouvait écrire, le 25 mars 1923 : « *A peine Frossard et ceux qui le suivent étaient-ils apparus de l'autre côté des frontières du parti que les événements connexes à l'occupation de la Ruhr mettaient le P.C.F. en présence de sérieuses épreuves politiques. Si le parti montrait que, débarrassé d'éléments inassimilables, il s'était affermi, il avait grandi par là même. La répression n'a fait qu'accroître sa cohésion morale. Les plus grandes difficultés l'attendent encore, mais on peut déjà dire avec confiance, en toute certitude, qu'un parti communiste authentique existe, vit et grandit en France.* »

(2) Voir « *Archives Monatte* », pp. 373 à 424.

(3) Le 5^e congrès de l'I.C. (juin 1924) marque la « *consolidation* » du tournant bureaucratique.

(4) Il n'est pas inutile de signaler que les plus hostiles au « *tournant français* » furent les militants de la « *Gauche communiste espagnole* » (l'équivalent de la Ligue, en Espagne), qui, ainsi que nous l'avons vu, constituèrent, quelques mois plus tard, le P.O.U.M. avec la fédération catalane de Maurin, et en vinrent à se rallier au programme du Front populaire.

(5) Voir « *le Mouvement communiste en France* », pp. 513-515.

(6) Précisons : Frank, piqué au vif par les commentaires que fait Broué sur son attitude à cette époque dans le « *le Mouvement communiste en France* » de Trotsky, consacre une longue note de son opuscule paru chez Maspéro sous le titre insolent : « *la Quatrième Internationale* », à se justifier (p. 111). Il n'est pas question pour nous de fonder notre combat contre les positions actuelles de Frank, de « *Rouge* » et du prétendu « *Secrétariat unifié* » sur les erreurs qui furent celles de Frank avant-guerre, ne serait-ce que du fait que désormais il ne s'agit plus d'erreurs centristes, mais d'une *trahison consciente organisée* du trotskysme. Ses positions de l'époque méritent d'être étudiées dans la mesure où elles sont révélatrices des oscillations de l'un des dirigeants du G.B.L. qui reflétait la faiblesse du noyau dirigeant dans son ensemble. C'est peut-être Frank qui lui donna, par ses prises de position et ses articles, son expression la plus achevée car il eut au moins le mérite de défendre ses positions erronées.

(7) Voir « *le Mouvement communiste en France* », p. 541, note 366, et p. 543, note 369.

(8) Les trotskystes pensent alors que le processus révolutionnaire qui voit la naissance des organes de double pouvoir se dirigera « *spontanément* » vers le P.C.I., en évitant non moins spontanément l'écueil interne que représentent les appareils bourgeois contrôlant les organisations. Les trotskystes n'ont pas encore assimilé ce qu'ils ont lu chez Marx, Lénine et Trotsky. Il n'y a pas de processus spontané dans la lutte pour la construction de la direction révolutionnaire du prolétariat.

(9) Voir « *Défense du trotskysme* » (*la Vérité*, n° 530-531, p. 35 : « *Le "pablisme"*, ce n'est pas une politique précise ; au contraire, la politique pabliste, dans ses différentes expressions, connaît de nombreuses variations ;

le pablisme mène à la capitulation devant les appareils dominants, en qui il reconnaît la "réalité objective tout court".» Les avatars spontanéistes de la J.C.R., l'émerveillement de Frank devant le « premier territoire libéré de la République socialiste française » (la Sorbonne de mai livrée au délire petit-bourgeois), les récents développements du candidat Krivine à la présidence de la république, après que « Rouge » eut prôné l'abstention au référendum, tout cela prouve assez que ce courant a poussé le mimétisme devant la force des apparences jusqu'à l'extrême limite de la rupture avec le marxisme. Les accordailles du P.S.U., parti petit-bourgeois, et de la Ligue communiste, dans ces conditions, ne font que parachever un processus, déjà bien engagé, vers la petite-bourgeoisie.

(10) Pour situer ce texte, voir « Défense du Trotskysme », p. 131.

(11) Gérard Bloch rédigea l'article terminal de cette série.

(12) Devenue chilien, Valdès vira au castrisme (M.I.R.).

(13) Le S.A.B. : *Sozialistische Arbeiter Bund*, qui accusa par la suite de fortes déviations social-pacifistes du type *Mouvement contre l'armement atomique*.

(14) Décidément, dira le lecteur, cette brochure fait de Frank sa cible préférée ! Nous ne nourrissons aucun goût particulier pour les anecdotes et le tisonnement de scories depuis longtemps refroidies. Mais il s'agit d'un cas typique : Frank, avec ses faiblesses, a supporté le trotskysme dès avant 1927. Jamais il ne sut le rendre vivant ; mais, dans une situation où le stalinisme obligeait les trotskystes à être, en quelque sorte, des exilés dans leur propre classe, l'inlassable propagande littéraire menée sous le signe trotskyste par Frank, des années durant, forma malgré tout des générations de trotskystes. Le trotskysme de Frank fut toujours académique, mais il eut le mérite d'être.

Indépendamment de son impuissance à passer du trotskysme académique au trotskysme militant, impuissance majeure, Frank fut, de surcroît, incapable de comprendre que, dans la lutte révolutionnaire, il n'est pas de galons ni de reconnaissance des mérites passés, si grands aient-ils été. Le marxisme est l'expression vivante d'un processus vivant. Il contraint le militant, le dirigeant, à s'adapter sans cesse au renouveau d'une lutte des classes qui, tout en obéissant à des lois objectives, recrée toujours ses expressions concrètes, dans l'originalité des situations. Il oblige le dirigeant à dépouiller sans cesse le « vieil homme », à abandonner des méthodes, un comportement, qui, adaptés à une phase de la vie de l'organisation, deviennent des obstacles à une autre phase.

La fidélité aux principes constitue la précondition indispensable, mais l'expérience militante et vivante d'une lutte qui entraîne des centaines de millions d'exploités (ces processus historiques s'exprimant y compris dans les actions les plus limitées qui entraînent seulement quelques dizaines ou quelques centaines d'hommes) est le seul terrain qui permet la sélection d'une direction, la formation de dirigeants capables de tourner rapidement, de passer d'une forme de travail à une autre en fonction des besoins de la lutte des classes et des nécessités de la progression du parti révolutionnaire.

(15) Voir *la Vérité* — première quinzaine de mai 1950 — n° 253 : événements des 15, 17, 18, 19 avril (la police tue le militant Edouard Mazé).

(16) Editorial de « *Quatrième Internationale* », vol. 9, n°s 8-10, août-octobre 1951.

(17) Document de préparation du 4^e congrès mondial : « *Notre intégration dans le réel mouvement des masses : notre expérience et ses perspectives* » (« *Quatrième Internationale* », janvier-février 1954, n° 1-2).

(18) La rupture entre Mestre, ses homologues, l'Américain Cochran, l'Anglais Lawrence, et le « *Secrétariat international* » eut lieu au cours du « 4^e congrès mondial » pabliste.

(19) *Le Monde*, publicité des 22 et 23 février 1970.

(20) Voir « *Défense du trotskysme* », pp. 58 et 59.

(21) Voir « *Défense du trotskysme* », pp. 196 à 205.

(22) « *Aux organisations ouvrières et aux ouvriers de Renault* », daté du 3 septembre 1953, signé par Frank, Mestre et Privas.

(23) Manifeste de l'O.C.I. de décembre 1967. Statuts. Titre V, paragraphe 4.

(24) Pour plus de précisions sur cette question, se reporter à la brochure « *Quatre militants trotskystes traduits devant le tribunal militaire* » (supplément à *la Vérité*, n° 519, mai 1960).

(25) et (26) Le P.P.A. (Parti du peuple algérien) a été fondé le 11 mars 1937. Il était la continuation de l'Etoile nord-africaine, qui venait d'être dissoute sous Blum-Violette. La même organisation politique prit ensuite le nom de M.T.L.D. (*Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques*) en 1947, puis de M.N.A., après la dissolution du M.T.L.D., le 4 novembre 1954.

(27) A l'issue du 18 mars (grève de la fonction publique, des nationalisés), il y eut 70.000 manifestants à Nantes, qui défilèrent dans les rues, au chant de « *l'Internationale* ».

(28) Fédération unie des auberges de la Jeunesse, mouvement de jeunesse et de loisirs, gérant les « *Auberges de la jeunesse* » à partir des conquêtes ouvrières (congés payés) de la grève générale de juin 1936.

TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT	3
CHAPITRE I : 1929-1940 - De l'opposition de gauche à la IV ^e Internationale	5
CHAPITRE II : 1940-1945 - Contre le courant.....	33
CHAPITRE III : 1945-1950 - Crises et scissions	51
CHAPITRE IV : 1950-1958 - Le redressement	79
CHAPITRE V : 1958-1965 - Du groupe à l'organisation	101
CHAPITRE VI : 1966-1968 - Construire le parti révolutionnaire - Construire la IV ^e Internationale...	111
NOTES	121

*En vente à la Librairie d'«Informations Ouvrières»
87, rue du Faubourg Saint-Denis - PARIS (10^e)*

*ou envoyée franco de port contre paiement
au C.C.P. indiqué ci-dessous*

SAMIZDAT I

**LA VOIX DE L'OPPOSITION COMMUNISTE
EN U.R.S.S.**

*Le programme de la IV^e Internationale émerge peu à peu
dans la conscience et l'action de la nouvelle opposition
communiste.*

L'exemplaire : 20 francs - par 10 : 18 francs

C.C.P. Bloch Paris 606-23

IMP. CAVILLON CLICHY S/BOIS 6&O

Le Directeur de la Publication : Pierre LAMBERT

Prix : 6,00 F.